

DEBATS

LES FAITES EN QUESTION, LES IDÉES EN RÉPONSE !

BILLET

Lettre ouverte à Éric Zemmour : L'heure est venue de réécrire votre "Grand Remplacement"...



L'économie n'est pas seulement en difficulté : elle est cliniquement sous respiration **artificielle**.

ALGÉRIE

L'EFFONDREMENT
SILENCIEUX D'UN DINAR
À BOUT DE SOUFFLE

”

une vérité brutale s'est
affichée : 100 euros
s'échangent désormais
contre 28 250 dinars.

”

EXPERTS

Réflexion critique sur l'IA, le récit national et la vigilance cognitive

CHRONIQUEURS

Dakhla, le chantier qui redessine un horizon

ROOM

Et si le Maroc devenait discrètement anglophone ?

INFO & ACTUALITÉS NATIONALES ET INTERNATIONALES
EN CONTINU 24H/7J

REPORTAGES, ÉMISSIONS, PODCASTS, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS..

+150.000 TÉLÉSPECTATEURS PAR MOIS | +20 ÉMISSIONS | +1000 ÉPISODES

LIVE STREAMING

L'ODJ STREAM LIVE 00:29:48

L'ODJ R212 WEB RADIO

BREAKING NEWS

lastique : recette du shampoing solide maison: Écologique, économique et naturel, le shampoing solid

www.lodj.ma - www.lodj.info - pressplus.ma +212 666-863106 @lodjmaroc

REGARDEZ NOTRE CHAÎNE LIVE
ET RECEVEZ DES NOTIFICATIONS D'ALERTE INFOS



SCAN ME!

Certaines images de ce magazine peuvent avoir été créées par intelligence artificielle.

SOMMAIRE

ÉDITO D'OUVERTURE

04

06

**CHRONIQUEURS
INVITÉS**

24

**EXPERTS
INVITÉS**

38

**QUARTIER
LIBRE**

48

ROOM

60

BILLET

IDÉBATS

LODJ



Imprimerie Arrissala

IDÉBATS
17
NOV | 2025

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN
ÉQUIPE DE RÉDACTION : BASMA BERRADA - SALMA LABTAR
NISRINE JAOUADI - AICHA BOUSKINE - SOUKAINA BENSALD - MAMOUNE ACHARKI
KARIMA SKOUNTI - MAMADOU BILALY COULIBALY
INSÉRSION ARTICLES & MISE EN PAGE : MAMOUNE ACHARKI & IMAD BENBOURHIM
MAQUETTES / QUOTIDIENS 7DAYS : RIM KHAIROUN
ALIMENTATION & MISE EN PAGE : IMAD BEN BOURHIM
WEBDESIGNER / COUVERTURE : NADA DAHANE
DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur :

www.pressplus.ma



ALGÉRIE : L'EFFONDREMENT SILENCIEUX D'UN DINAR À BOUT DE SOUFFLE

Panique en Algérie : Le Dinar s'effondre à un niveau jamais vu.

Quand une monnaie s'écroule, c'est rarement un simple problème technique. C'est le symptôme d'un pays qui perd ses repères, d'un État qui glisse d'une crise économique vers une crise de confiance, puis vers une crise politique. Ce dimanche 23 novembre 2025, l'Algérie a franchi ce seuil.

Dans les rues d'Alger, aux abords du square Port-Saïd, devenu baromètre officiel du pays, une vérité brutale s'est affichée : 100 euros s'échangent désormais contre 28 250 dinars.

Cela revient à dire qu'un euro vaut 282,5 dinars. Une bascule historique qui, en quelques heures, a fait le tour des réseaux, des cafés, des marchés, des conversations. Une onde de choc qui dépasse les chiffres : elle raconte l'entrée de l'Algérie dans une zone de turbulence rarement vue depuis les années 1990.

Pour rappel et d'après les données historiques, il y a un an (vers novembre 2024) le taux était d'environ 1 € = 140 dinar algérien

Un dinar qui se délite, un système qui déraile

Les économistes suivent depuis des années la lente dérive du dinar, mais l'explosion actuelle dépasse les scénarios pessimistes. Ce n'est plus une dépréciation ; c'est une chute libre.

La barre symbolique du 1 euro = 300 dinars n'est plus une hypothèse lointaine : plusieurs analystes à Alger et Paris évoquent un horizon de quelques semaines, peut-être quelques jours.

Le terme qui revient dans les rapports d'experts est sans appel : désancrage. Le dinar n'est plus lié à une économie capable de le soutenir, mais à un climat d'incertitude totale. Quand la monnaie s'effrite, c'est que l'État a perdu maîtrise, crédibilité et anticipation.

Le marché noir comme Banque Centrale bis

Dans les pays sous tension, les marchés parallèles disent souvent la vérité que les institutions n'admettent plus.

En Algérie, le square Port-Saïd fait office de thermomètre national. C'est là que se fixe chaque matin le véritable prix de l'euro, sous les yeux d'un peuple qui n'attend plus rien du taux officiel, devenu largement déconnecté de la réalité.

Le paradoxe est cruel : Un pays riche en gaz, en pétrole, en ressources naturelles, vit désormais au rythme d'un marché noir devenu son poumon financier. La norme économique s'est déplacée vers l'informel, signe que l'État a perdu l'un des attributs essentiels de sa souveraineté : la maîtrise de sa monnaie.



Des explications officielles qui sonnent faux

Face à la tempête, le gouvernement militaire tente de reprendre la main en empilant des explications bancales :

- importations automobiles "excessives",
- baisse des réserves de change,
- fluctuations mondiales du gaz et du pétrole,
- spéculateurs,
- et inévitable accusation d'un "complot étranger".

Le discours est connu, presque routinier. Mais il convainc de moins en moins, même parmi ceux qui ne contestent pas le régime. Car les chiffres, eux, ne mentent pas :

L'Algérie a perdu plus de 70 % de ses réserves de change entre 2014 et 2025, l'industrie hors hydrocarbures reste à l'arrêt, et la balance commerciale dépend quasi exclusivement d'un seul secteur énergétique en déclin structurel.

Les maux profonds d'une économie essoufflée

L'effondrement du dinar n'est pas un accident isolé. C'est la conséquence d'une maladie chronique :

- absence de diversification,
- PIB dépendant à 92 % des hydrocarbures,
- industrie locale en panne,
- fuite des capitaux,
- paralysie du secteur privé,
- et un chômage réel qui dépasse largement les statistiques officielles.

La dévaluation actuelle agit comme révélateur. Elle met en lumière un pays où le citoyen peine à acheter les produits essentiels : semoule, huile, lait, médicaments. Les files d'attente deviennent la norme. Les pénuries, un décor quotidien.

L'Algérie n'est pas encore dans un scénario à la vénézuélienne, mais les économistes craignent une dynamique similaire : spirale inflationniste, perte de confiance dans la monnaie, hausse brutale du coût des importations, explosion du marché noir.

Et surtout, une absence totale de réformes structurelles depuis vingt ans.

Un système politique en première ligne

Dans les coulisses, diplomates et analystes disent à voix basse ce que les responsables n'osent pas affirmer publiquement : la crise monétaire révèle l'usure d'un système.

Un régime militaire vieillissant, centralisé, peu transparent, qui gouverne par autorité plus que par stratégie.

L'économie n'est pas seulement en difficulté : elle est cliniquement sous respiration artificielle.

Et quand une monnaie s'effondre, ce n'est pas seulement le portefeuille des ménages qui vacille ; c'est la promesse d'avenir du pays tout entier.

45 millions d'habitants face à l'incertitude

La chute du dinar, ce n'est pas un graphique rouge sur un écran. C'est un quotidien bouleversé pour des millions de familles : salaires qui fondent dans les mains, épargne qui disparaît, pouvoir d'achat laminé, jeunes diplômés qui n'envisagent plus leur avenir que loin du pays.

L'Algérie n'est pas condamnée. Elle dispose encore d'atouts considérables : jeunesse, ressources naturelles, position stratégique, diaspora qualifiée.

Mais sans réformes profondes – gouvernance, industrie, diversification, transparence – aucune reprise ne sera possible. La monnaie n'est que le miroir. Le mal est ailleurs.

Une crise économique qui devient politique

L'effondrement du dinar est devenu un acte d'accusation silencieux. Il pointe les limites d'un système verrouillé qui peine à se renouveler.

Il met face à leurs responsabilités des dirigeants qui se sont trop longtemps reposés sur la rente énergétique, croyant qu'elle suffirait à acheter la stabilité.

La dévaluation est un verdict.

Un rappel qu'aucun pays, fût-il riche en gaz, ne peut défier indéfiniment les lois économiques.

Un pays au bord du tournant

L'Algérie entre dans une zone décisive. Le choc du dinar peut être le début d'un sursaut, ou le début d'une descente plus profonde. L'histoire économique montre qu'une monnaie qui s'effondre entraîne toujours un changement, d'une manière ou d'une autre : réforme, transition, ou rupture.

Ce dimanche 23 novembre 2025 restera comme le jour où le dinar a cessé d'être seulement une monnaie. Il est devenu le symbole d'un modèle qui atteint ses limites.

Et l'avenir des 45 millions d'Algériens dépend désormais de ce que le pays fera – ou ne fera pas – face à cette vérité.



Rédigé par La
rédaction

DAKHLA, LE CHANTIER QUI REDESSINE UN HORIZON

Depuis l'esplanade qui domine le chantier du futur port de Dakhla Atlantique, le Maroc donne à voir une ambition qui dépasse la simple transformation urbaine. Naïm Kamal raconte ce qui se joue ici, dans le vent du large et la poussière du désert : la projection vers un horizon économique, logistique et géopolitique entièrement réinventé. Au cœur de cette dynamique, des figures comme Nisrine louzzi incarnent un Royaume qui construit à la fois ses infrastructures et sa confiance.

Une illusion d'optique

Samedi 16 novembre 2025. Du haut de l'esplanade qui surplombe le chantier du port de Dakhla, le tableau surprend. A l'heure où le soleil glissait lentement vers son lit, les contours du projet du siècle en construction ne matchent pas d'emblée avec l'idée que l'on s'en fait.

Nisrine louzzi, la boss du chantier, ingénieure d'État en hydraulique et en géotechnique, assure pourtant que près de la moitié de l'ouvrage est déjà réalisée. Sur le moment, une pointe de déception affleure. J'aurais le temps un peu plus tard de corriger "mon port fantasmé" pour me rendre compte combien cette première impression est une illusion d'optique.

Cette visite du chantier concluait deux journées d'échanges intenses lors de la 5^e édition du Forum MD Sahara, que l'on doit au tandem de Maroc Diplomatie, Souad Mekkaoui/Hassan Alaoui. Une édition réussie, où se mêlaient débats de fond et retrouvailles.

On y croisait l'ancien Premier ministre Driss Jettou, fidèle à sa discrétion depuis son départ de la Cour des Comptes, l'infatigable Mohamed Mardji, Le photographe de trois rois, ou encore Mohand Laenser, dont l'expertise en gestion territoriale a donné un vrai relief au panel auquel il participait.

Également Neila Tazi, présidente à la 2^{ème} Chambre de la Commission des AE et de la Défense nationale, et l'incontournable représentant du Maroc à l'ONU qui y évoluait en véritable vedette : selfies pour les uns, poignée de main pour les autres.

Même Seddik Maaninou, pourtant très sollicité, rivalisait à peine avec la popularité de Omar Hilale.



Par **Naim kamal**

Un pur produit marocain

Nisrine louzzi, directrice de l'aménagement du port Dakhla Atlantique - Le Port Dakhla Atlantique n'est pas seulement pensé pour accueillir les navires. Il amarre une vision. Conçu pour domestiquer les turbulences de l'océan, il transforme la puissance de l'océan en dynamique économique.

Les ministres présents, eux, n'avaient pas seulement droit à leur quart d'heure de photos, mais à bien d'autres sollicitations : Nizar Baraka pour l'Équipement et l'Eau, Amal El Fallah Seghrouchni pour la Transition numérique, Leila Benali pour l'Énergie et le Développement durable, ont chacun exposé leur feuille de route pour le Sahara.

Le gotha technocratique, lui, a livré un plaidoyer structuré pour un modèle de développement fondé sur l'investissement, l'innovation et la durabilité.

C'est tout naturellement dans ce panel que Nisrine louzzi, pure produit de l'École Nationale supérieure des mines de Rabat, qui avait troqué sa tenue de chantier pour des talons assortis à un élégant tailleur blanc, a expliqué les fondements d'un projet qui conjugue économie, souveraineté et géopolitique.

Sous sa direction, un effectif de 1400 personnes, presque exclusivement des hommes, sur une superficie de 1 600 hectares qui commencent à accueillir des quais extensibles à volonté et des zones industrielles et de stockage assainies.

Sa maîtrise du dossier, son débit assuré, en disent long sur le Maroc qui se construit : un pays où les grands ouvrages sont désormais portés par des compétences locales, masculines aussi bien que féminines, mus par une vision d'ensemble.

Dans ce moment précis et dans ce décor grandeur nature, Nisrine louzzi offre à elle seule un condensé du Maroc de Mohammed VI.

Une vision qui s'amarre

Il faut quitter l'esplanade et descendre pour circuler au plus près des milliers de cubes massifs avec un décrochement pyramidal sur chaque face, entassés en enfilade pour se rendre compte de ce qui se fait de monumental.

Les cubes dépassent les quatre mètres. Chaque bloc usiné in situ, est un fragment de digue, une partie infime d'un rempart sur lequel viendront se briser les vagues de l'Atlantique.

Dans ce bout du désert, entre dalles et dédales, la scène est impressionnante : décharges des métaux, ballet des engins, grues géantes défiant les vents qui font le bonheur des kite-surfeurs, des cadres et des ouvriers à la tâche 24 sur 24, sept jours sur sept, donnent corps à l'ouvrage.

Le Port Atlantique de Dakhla n'est pas seulement pensé pour accueillir les navires. Il amarre une vision. Conçu pour domestiquer les turbulences de l'océan, il transforme la puissance de l'océan en dynamique économique.

Une fois le port achevé, Dakhla ne sera plus l'ultime étape avant Lagouira et la frontière mauritanienne, ou seulement un lieu de villégiature pour les randonneurs et les kite surfeurs.

Mais une jonction entre l'Afrique, l'Europe et les autres Atlantiques. Elle formera un corridor qui reliera les usines, les zones logistiques, les plateformes de transformation et un espace d'échanges pour le Sahel.

Dakhla, ville-monde en devenir

Autour du port, explique Nisrine louzzi, s'érige déjà « la zone industrielle qui comprendra la zone d'activité portuaire et la zone industrielle, divisée en différentes tranches pour accueillir des investissements industriels, logistiques et commerciaux. »

La ville elle-même qui pour l'instant aime s'animer le soir venu, s'inscrit déjà dans cet avenir.

Et déjà Dakhla n'est plus celle de mes souvenirs. Le dernier remonte à la fin des années 1990.

Autour de l'axe d'Al Ouala'e (à la fois allégeance et loyauté), long de quelque quatre km, nouvellement refait et élargi, la ville, s'est étendue et continue de s'agrandir, domptant sur son passage l'aridité du sol. Le prix du foncier et de l'immobilier anticipe sans complexe cet avenir.

Le littoral dans son ensemble est en chantier, et ici et là de nouveaux hôtels "écologiques" surgissent du désert pour répondre à une demande de plus en plus importante.

Au port, les ingénieurs savent que l'ouvrage outrepassera sa fonction et inscrit désormais la région et Dakhla dans une autre échelle pour devenir une ville-monde et un grand carrefour non plus pour les vaisseaux du désert, mais pour les navires cargos et les industries qu'ils draineront dans leur sillage.



IL FLOTTE UNE ATMOSPHÈRE ÉTRANGE DANS LE ROYAUME DU MAROC...

Le Maroc est un pays très particulier où le dit se mêle au non-dit mais où le non-dit prévaut. Les choses sont écrites, normées, cadrées, mais l'action est soumise à d'autres règles supplémentaires, puisant hardiment dans la tradition et la coutume.

Et le pays avance ainsi, à sa manière, contournant les obstacles et évitant les cahots. Cela ralentit, mais c'est ainsi que cela fonctionne chez nous, au Maroc. Comme aujourd'hui. Comme aujourd'hui mais contrairement à hier, quand les jeunes acceptaient tout...

Comment donc un pays peut-il avoir « exporté » cinq ou six millions de ses ressortissants alors même qu'il n'y a ni cataclysme politique ni désastre naturel répertoriés ?

Comment s'arrange un pays pour placer à la tête de sa Chambre des représentants quelqu'un venu d'un parti arrivé 6ème après avoir vu son score divisé par deux d'une élection à l'autre ? Comment un parti sans idéologie connue et bien définie réussit-il à se hisser à la tête du gouvernement ?

Comment un pays peut-il aligner plus de filles que de garçons à l'école et à l'université et trouve plus tard avec bien plus d'hommes que de femmes sur le marché du travail ? Comment un gouvernement peut-il se maintenir avec tant d'odeur de soufre qui lui colle au dos ?

Comment des entrepreneurs dans divers secteurs peuvent-ils ainsi naître, grandir, grossir, investir, voire même sévir sans que leur trajectoire ne soit véritablement tracée ou traçable, et que cela n'étonne personne ?

Comment... comment... Nous avons aujourd'hui au Maroc un gouvernement composé de trois partis que rien ne lie en dehors d'une nécessité de former un gouvernement et de disposer d'une majorité.

Ce gouvernement s'est enrichi voici un an, à l'occasion d'un remaniement, d'une quatrième composante appartenant au monde économique, et les nouveaux ministres issus de cette entité se trouvent depuis quelques jours au cœur d'une tourmente politique, éthique, morale... et possiblement pénale (nous y reviendrons).



Par Aziz Boucetta

« Le Maroc est dans la situation, rare, d'un pays dont le comportement passe mieux que son discours », dit du royaume Dominique Bocquet qui connaît bien ce pays où il a travaillé et résidé au début du siècle.

Et de fait, entre ce qui se fait et ce qui se dit, il existe un écart, un grand, un immense écart. En effet, les projets poussent comme des champignons, les chantiers se multiplient, le soft power du pays se renforce d'année en année... mais le hard power, non.

Non pas en raison d'une quelconque déficience mais simplement parce qu'une partie non négligeable de nos forces vives et de notre intelligentsia sont à l'étranger, avec une partie non négligeable aussi des capitaux...

Et ainsi, d'année en année, de crise en manifestation, de changement de constitution en renouvellement d'institutions, le Maroc a avancé et avance toujours... mais plus il avance, et plus ses deux vitesses apparaissent au grand jour.

Le constat en a été établi le plus solennellement du monde en juillet, par le chef de l'Etat en personne, qui a épinglé les disparités territoriales désormais inadmissibles. Deux mois plus tard, presque jour pour jour, la jeunesse du pays, la fameuse GenZ, est montée au créneau et sur ses grands chevaux aussi.

Puis, après deux sorties royales en octobre (discours au parlement et Conseil des ministres), la machine administrative s'est mise en branle pour entreprendre ce qui doit l'être et corriger le reste. Depuis, l'atmosphère est étrange dans ce pays... on sent diffusément que quelque chose se passe, sans trop savoir quoi ni pourquoi.

Les plus optimistes disent que « cette fois est la bonne », les plus pessimistes pensent que « cette fois encore, nous allons être déçus ». Et pourtant... Avec toutes les crises récentes subies par le Maroc et les Marocain(e)s, il est en effet temps de changer son fusil d'épaule, et de s'inscrire dans une normalité que tout le monde appelle de ses vœux. Quelle est cette normalité ?

Que, justement, précisément, les choses se passent comme elles le devraient.

Que les richesses ne soient plus accaparées par une caste de bienheureux, accentuant ainsi le Maroc à deux vitesses qui, au final, risque la perte de vitesse... que l'impôt soit plus équitable et moins « facile », exerçant comme aujourd'hui une forte tension sur les salariés et leur pouvoir d'achat... que les ripoux soient mis sous pression, sous bracelet électronique ou sous mandat de dépôt... que les politiques soient plus engagés et surtout plus audacieux... que le renouvellement politique soit effectif, avec le départ de ceux qui le doivent et l'arrivée de ceux qui le veulent, et le doivent aussi... que grands et petits respectent la loi et, dans le cas contraire, qu'ils soient égaux devant la loi et la justice...

En effet, le Maroc n'a plus droit à l'erreur.

Aujourd'hui et surtout demain. Nous avons tellement vendu notre pays comme une ancienne civilisation et un nouveau émergent, comme un pays stable et une société tolérante, comme un Etat de droit et des institutions représentatives... que nous n'avons plus le choix que de faire honneur à image que nous renvoyons.



Le monde nous attend dans bien des domaines, à commencer par le projet d'autonomie que nous soumettrons bientôt à l'ONU et qui devra être convaincant ; mais le monde nous attend aussi, et nous scrutera soigneusement, pour l'organisation de ce Mondial 2030 et son gros et très contraignant cahier des charges.

Le monde nous attend également dans ce que nous présentons comme les grands projets nationaux, sur la protection sociale, sur les retraites, sur les nouveaux métiers... Pendant ce temps-là, la GenZ continue, se cherche, peine à se trouver, mais elle est toujours là, bouillante, impatiente ; elle est le Maroc de demain et elle ne s'accommodera pas de cette atmosphère étrange.

Elle est la génération de la communication immédiate, de la connaissance élargie, des ambitions multipliées, de la connexion au monde, du refus de la fatalité et du rejet de l'approximation.

Une génération qui refuse déjà et continuera de refuser l'atmosphère étrange qui règne aujourd'hui dans le pays... une génération qui doit avoir le droit de penser et de constater que « cette fois est la bonne » !

AUTONOMIE : CE QUI A CHANGÉ, CE QUI CHANGE, CE QUI DOIT ENCORE CHANGER (2007-2025)

Dix-huit ans après son lancement, le Plan d'autonomie de 2007 demeure un texte juridique solide, mais il ne correspond plus entièrement au Maroc de 2025. Le Royaume, le Sahara et l'environnement géopolitique ont profondément changé, au point d'exiger une nouvelle lecture politique de l'initiative. Pour Adnan Debbarh si la reconnaissance internationale est désormais acquise, l'enjeu se déplace vers l'intérieur : penser, actualiser et assumer collectivement la doctrine d'autonomie pour l'inscrire dans le Maroc d'aujourd'hui et de demain.

Il y a des moments où une nation doit accepter de relire ses certitudes, non parce qu'elles seraient invalidées, mais parce que le temps les a déplacées.

Le Plan d'autonomie de 2007 appartient à cette catégorie rare de textes politiques qui ont changé le destin géopolitique du pays. Juridiquement, il demeure un socle moderne, solide, cohérent. Politiquement, en revanche, il est devenu ancien. Non pas obsolète, mais daté.

Dix-huit ans se sont écoulés. Dix-huit ans durant lesquels le Maroc s'est transformé, le Sahara s'est transformé, et le monde autour de nous s'est transformé.

Or certains analystes, paradoxalement, continuent de parler du Plan de 2007 comme si rien n'avait bougé. Comme si le temps s'était arrêté. Comme si l'initiative telle qu'elle fut formulée constituait en elle-même la réponse définitive à un problème devenu, depuis, plus large que la seule équation juridique d'une autonomie.

Le moment est venu de dire calmement que ce plan ne suffit plus politiquement. Non parce qu'il serait incomplet, mais parce qu'il appartient à un autre Maroc.

En 2007, le Royaume avançait sur un terrain diplomatique fragile, encore marqué par les ambiguïtés internationales, les pressions régionales et une perception mondiale en construction.



Chroniqueurs invités

Par Adnan DEBBARH

Le ministre marocain des Affaires étrangères, Nasser Bourita, et représentant permanent du Maroc auprès des Nations Unies, Omar Hilale, lors d'un entretien à New York avec l'envoyé personnel du Secrétaire général des Nations Unies pour le Sahara marocain, Staffan De Mistura, en marge de la 79e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, septembre 2024.

Rabat avait besoin de rassurer, de crédibiliser, de formaliser. L'autonomie était alors proposée pour convaincre. Aujourd'hui, elle doit être proposée pour consolider.

La résolution 2797, en reconnaissant le sérieux et la crédibilité de l'initiative marocaine, a déplacé l'équilibre : la communauté internationale n'attend plus que le Maroc justifie, elle attend qu'il assume.

C'est dans ce glissement que se trouve la clé du moment présent : nous avons gagné la bataille extérieure ; il reste à mener la bataille intérieure. Celle où une nation adulte regarde en face ce qu'elle propose, non pour rassurer les autres, mais pour se rassurer elle-même.

C'est cela que Staffan De Mistura, me semble-t-il, perçoit lorsqu'il demande au Maroc « son plan d'autonomie » : non la reproduction du texte de 2007, mais la version 2025 d'un projet qui, par définition, doit vivre, s'actualiser, s'adapter.

Il ne dit pas que le plan de 2007 est insuffisant juridiquement, il constate qu'il est incomplet politiquement. Il perçoit le décalage entre la reconnaissance extérieure et le silence intérieur. Il mesure qu'un modèle d'autonomie ne peut être figé alors que le territoire concerné a changé de nature, que le pays s'est profondément transformé et que la région elle-même est devenue un pivot stratégique du Maroc moderne.

Ce qu'il attend du Maroc est simple : une pensée politique à jour. Non pas un nouveau texte, mais une nouvelle lecture.

Car en vérité, le Plan de 2007 n'avait pas anticipé ce qui s'est passé depuis. Il n'avait pas anticipé la régionalisation avancée de 2011, qui a introduit dans le droit marocain la grammaire institutionnelle permettant, pour la première fois, d'imaginer une différenciation sans fragmentation.

Il n'avait pas anticipé le développement accéléré des territoires sahariens, leur transformation économique, démographique, sociale, ni leur intégration progressive dans les dynamiques nationales.

Il n'avait pas anticipé la montée en puissance du rôle africain du Maroc, ni l'évolution du contexte géopolitique au Sahel et au Maghreb. Il n'avait pas anticipé non plus la consolidation intérieure d'un Maroc plus sûr de lui-même, plus structuré, plus projeté.

Ce n'est donc pas le Plan qu'il faut réécrire : c'est le cadre dans lequel il doit être lu. Un texte juridique peut rester valable ; une doctrine politique, elle, doit se mettre à jour.

Depuis dix-huit ans, l'Initiative marocaine avance dans un paysage où géopolitique et droit se sont rejoints. La résolution 2797 confirme ce mouvement : désormais, l'enjeu n'est plus la reconnaissance, mais la profondeur.

L'adhésion extérieure est presque totale. L'adhésion intérieure, elle, reste à construire. Un paradoxe saisissant apparaît : plus nous sommes confortés de l'extérieur, moins nous débattons à l'intérieur.

Comme si la force internationale avait dispensé le pays de penser son propre modèle. Comme si l'État considérait que l'essentiel était fait.

Or, le moment exige exactement l'inverse : un débat adulte, sans crispation, sans peur, sans arrière-pensée. Il ne s'agit pas d'ouvrir une brèche, il s'agit d'ouvrir les yeux.

Car une question demeure, immense, silencieuse, mais incontournable : que signifie l'autonomie dans un Maroc de 2025, un Maroc profondément décentralisé, économiquement transformé, culturellement diversifié, géopolitiquement affirmé ?

Depuis 2011, la régionalisation avancée a introduit un principe fondamental : l'État peut se reconfigurer sans se fragmenter. Les articles 140 et 143 de la Constitution ont créé un espace conceptuel inédit : celui où l'autonomie cesse d'être un schéma extérieur pour devenir un prolongement envisageable d'un modèle déjà différencié.

Ils ont fait entrer dans le droit marocain l'idée d'un pouvoir réglementaire régional, d'une gouvernance locale puissante, d'un partage de compétences qui, hier encore, semblait incompatible avec l'unité nationale.

Dès lors, une série de questions s'impose, non pour fragiliser le modèle, mais pour le rendre cohérent.

- Comment articuler deux systèmes institutionnels sous une seule souveraineté ?
- Comment penser la subsidiarité, la coordination, les mécanismes d'arbitrage ?
- Comment imaginer une exclusivité législative locale dans un État où la souveraineté est incarnée dans la fonction arbitrale du Roi ?

Un système autonome ne vit pas contre le centre, ni en dehors du centre : il vit avec le centre. Il respire avec lui, négocie avec lui, l'oblige même à se repenser.

Mais la question n'est plus seulement institutionnelle. Elle est aussi économique. Car si, en 2007, le Sahara pouvait encore être décrit comme une périphérie prometteuse, il est aujourd'hui un moteur national. Port, infrastructures, zones industrielles, énergies renouvelables, capital humain, logistique... tout y avance plus vite que dans la moyenne nationale.



Le Maroc ne peut donc plus imaginer une autonomie sur le vieux modèle périphérique. Il doit l'imaginer comme un cadre d'innovation, un espace d'expérimentation, un laboratoire du Maroc de demain.

- Faut-il dès lors imaginer une fiscalité propre ?
- Une régulation différenciée ?
- Une gouvernance territoriale spécifique, capable d'accélérer les dynamiques au lieu de les freiner ?

La question n'est pas de créer un système à deux vitesses, mais d'accepter que certaines vitesses, lorsqu'elles sont assumées, servent la nation entière.

Vient ensuite la question du lien national, de la solidarité, de la cohérence.

- Comment assurer que la gestion des ressources : pêche, énergie, phosphate, territoires côtiers, renforce l'unité sans figer les particularismes ?
- Comment faire en sorte que les transferts stratégiques servent la cohésion plutôt que l'incompréhension ? Là encore, le modèle doit être pensé non comme une exception mais comme un prolongement.

Et puis, il y a l'essentiel : la légitimité.

Car aucune architecture institutionnelle, aussi sophistiquée soit-elle, ne tient sans récit. Or le Sahara de 2025 n'est plus celui de 2007. Les identités y sont entremêlées, les trajectoires familiales plus diverses, les mobilités plus intenses, les horizons plus larges.

Le territoire est devenu un espace de vie, de projection, de choix. Le récit administratif ne suffit plus. Il faut un récit vivant.

- Quel récit saharien voulons-nous inscrire dans la mémoire nationale ?
- Un récit figé, ou un récit en mouvement ?
- Un récit local, ou un récit pleinement marocain dans sa diversité ?
- Un récit imposé, ou un récit partagé ?

L'autonomie n'est pas un texte, c'est une relation politique. Elle doit être vécue, racontée, incarnée par des élites locales légitimes, une vie associative active, un paysage médiatique renouvelé. C'est un contrat social local qui renforce la souveraineté nationale.

Reste enfin un sujet souvent évité mais essentiel : les garanties internationales. Le Maroc n'a rien à craindre d'un mécanisme technique, limité, temporaire, qui ne touche ni à la souveraineté ni à la décision nationale. Une souveraineté qui s'assume n'a jamais rien à craindre de l'évaluation.

Ce que De Mistura demande, au fond, c'est un modèle lisible, crédible, assumé. Pas un modèle fragile que l'on cacherait pour ne pas l'exposer.

- Ce débat, nous devons l'ouvrir sereinement :
- Quelles garanties sont compatibles avec la souveraineté ?
- Quelles limites doivent être fixées pour éviter le précédent ?
- Quel accompagnement dans le temps est acceptable, utile, maîtrisé ?

Il n'y a là aucun danger : il n'y a que maturité.

Au terme de ce parcours, une évidence s'impose : l'autonomie ne peut plus être seulement un plan diplomatique. Elle doit devenir une doctrine nationale. Nous avons gagné la légitimité internationale.

Le cœur du travail commence maintenant : gagner la profondeur intérieure. Passer de la justification à l'anticipation, de la diplomatie à l'ingénierie, du récit historique à l'architecture future.

L'autonomie n'est pas un compromis. C'est un horizon. Un projet d'État. Une architecture de souveraineté. Elle doit être pensée pour 2050, non pour 2007.

Peut-être est-ce cela, aujourd'hui, la demande implicite de De Mistura : non un nouveau document, mais un Maroc qui pense pour lui-même. Un Maroc qui actualise, assume, explicite. Un Maroc qui se met à jour.

Peut-être est-ce le moment, enfin, d'engager ce débat adulte.



By Lodj

LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



Pressplus est le kiosque 100 % digital & augmenté
de L'ODJ Média, groupe de presse Arrissala SA
magazines, hebdomadaires & quotidiens...

www.pressplus.ma

QUAND L'EUPHORIE MONDIALE DE L'IA VACILLERA : POURQUOI LE MAROC DOIT AGIR DÈS MAINTENANT

Alors que l'euphorie mondiale autour de l'intelligence artificielle atteint des sommets, une réalité beaucoup plus délicate se profile derrière les promesses de croissance infinie. L'économie numérique, dopée par des investissements colossaux et des attentes parfois démesurées, repose sur des fondations matérielles fragiles susceptibles de provoquer un choc global. Pour un pays ouvert comme le Maroc, l'enjeu n'est pas de céder à l'alarmisme, mais de préparer avec rigueur les politiques publiques et les stratégies de résilience.

Depuis trois ans, le monde vit au rythme d'une exaltation technologique rarement observée depuis la révolution Internet.

L'intelligence artificielle générative, portée par la puissance spectaculaire des nouveaux modèles, a alimenté des espoirs de croissance illimitée, d'efficacité démultipliée et d'un bouleversement complet des modes de production.

Les géants américains investissent des sommes astronomiques dans les puces, les data centers et les infrastructures énergétiques, entraînant dans leur sillage une hausse vertigineuse des valorisations boursières.

Cette dynamique impressionnante repose pourtant sur une fragilité structurelle: l'IA dépend d'une architecture matérielle rare, coûteuse, énergivore et dont les limites physiques pourraient devenir un facteur de risque systémique pour l'économie mondiale.

Contrairement à la bulle Internet de la fin des années 1990, qui reposait surtout sur des illusions financières, la bulle actuelle combine spéculation et contraintes matérielles inédites: une capacité mondiale en semi-conducteurs insuffisante, un réseau électrique incapable de soutenir la croissance exponentielle des data centers, une saturation du cloud global, et l'absence de modèles d'affaires réellement rentables.



Par
Lahcen Haddad

Les marchés projettent des revenus futurs que rien, à ce stade, ne permet d'assurer. Si cette croyance venait à se fissurer, une correction brutale pourrait secouer non seulement Wall Street, mais aussi les économies interconnectées du reste du monde.

Le Maroc n'est pas directement engagé dans cette course effrénée à la puissance de calcul, mais il ne serait en rien immunisé contre les secousses d'un choc technologique ou financier majeur.

En tant qu'économie ouverte, intégrée aux flux touristiques, commerciaux et financiers mondiaux, le Royaume serait exposé à un ralentissement global: baisse des exportations industrielles, contraction de la demande européenne, repli des flux touristiques, durcissement des conditions de financement et recul potentiel des investissements directs étrangers.

Il serait illusoire d'imaginer que notre économie puisse traverser un tel épisode sans en ressentir les contrecoups. L'enjeu n'est donc pas d'anticiper le pire, mais de s'y préparer sérieusement, lucidement et sans panique.

La première ligne de défense consiste à ancrer la Loi de finances dans la prudence et la discipline. Les prévisions budgétaires devraient reposer sur des hypothèses légèrement inférieures au consensus international afin de préserver la crédibilité budgétaire.

Une section entièrement dédiée à un scénario défavorable ralentissement américain, tensions financières, recul de la demande européenne, contraction des IDE permettrait de préparer l'opinion publique et les décideurs à un éventuel retournement.

De même, la création d'un fonds de stabilisation mobilisable immédiatement en cas de choc renforcerait la capacité de réaction de l'État, évitant les ajustements improvisés souvent coûteux et inefficaces.

Enfin, un plancher social clairement défini couvrant l'éducation, la santé, la protection sociale et les programmes ciblés doit rester inamovible, quelles que soient les fluctuations conjoncturelles.

«Le Royaume dispose d'un atout géo-économique rare: sa position unique entre l'Europe et l'Afrique. Tanger Med, Casablanca Finance City, Rabat capitale décisionnelle, et les zones industrielles 4.0 permettent au Maroc de devenir un hub africain de l'IA appliquée, une passerelle technologique, réglementaire et financière entre les deux continents.»

Le système financier marocain, quant à lui, doit rester un pilier de stabilité. Même s'il n'est pas exposé directement aux actions technologiques américaines, il demeure connecté aux marchés mondiaux du crédit et de la liquidité.

Il revient à Bank Al-Maghrib et à l'AMMC de simuler un choc comparable à l'éclatement d'une bulle de l'IA afin d'en mesurer les effets potentiels sur les bilans bancaires, la solvabilité, les flux de capitaux et le marché obligataire.

Dans les périodes d'incertitude mondiale, les pays dont les systèmes financiers sont jugés robustes, bien supervisés et transparents traversent toujours les crises avec davantage de stabilité.

L'autre front décisif est la gestion proactive de la dette. Les conditions actuelles de financement demeurent relativement favorables: c'est précisément maintenant que le Maroc doit allonger les maturités, privilégier les taux fixes et renforcer la part de la dette en dirhams.

L'objectif n'est pas d'emprunter davantage, mais d'emprunter mieux. Un pays qui sécurise son calendrier de refinancement avance avec plus de sérénité lorsque les marchés mondiaux deviennent volatils.

Mais se préparer à un choc ne suffit pas.

Le Maroc doit aussi continuer à investir dans les piliers de la transformation économique : infrastructures, énergie verte, industrialisation avancée, montée en compétence du capital humain tout en améliorant la sélectivité des projets publics. Il serait contre-productif de réduire l'investissement de long terme sous prétexte de turbulence mondiale. Ce sont précisément ces investissements qui permettent aux nations de sortir des crises plus fortes qu'elles n'y sont entrées.

L'IA peut jouer un rôle déterminant dans cette transformation à condition de ne pas imiter la course mondiale au gigantisme technologique. Le Maroc n'a pas vocation à rivaliser avec les méga-centres de données de l'Arizona ou de la Corée du Sud.

Sa force réside dans l'IA utile, concrète, appliquée, orientée vers les besoins réels du pays. Diagnostic médical assisté, lutte contre la fraude fiscale, optimisation logistique des ports, agriculture de précision, maintenance prédictive dans l'industrie automobile, biopharma assistée par IA, tourisme intelligent : ce sont là des domaines où l'IA peut immédiatement accroître la productivité, réduire les coûts et améliorer la qualité de service sans dépendre des cycles spéculatifs mondiaux.



Pour capitaliser sur cette dynamique, le Maroc doit impérativement renforcer sa souveraineté numérique.

Cela passe par la mise en place d'un cloud souverain pour l'administration et les secteurs sensibles, l'attraction ciblée de data centers dans un cadre énergétique clair, l'adoption d'une loi sur la donnée stable et compatible avec les standards européens, et l'établissement d'une diplomatie du hardware avec les grandes nations productrices de semi-conducteurs.

Dans la prochaine révolution industrielle, la souveraineté numérique sera une condition d'accès au progrès, et non un luxe.

Enfin, le volet humain est essentiel. Le Maroc doit se fixer un objectif réaliste mais ambitieux: former 50.000 experts IA, data, cloud et cyber d'ici 2030.

Cela implique de réformer les curricula universitaires, de multiplier les coopérations internationales, de créer un corps d'ingénieurs IA au sein des ministères et des entreprises publiques, et de démocratiser les compétences numériques auprès des PME pour éviter que l'IA ne devienne une technologie réservée aux seuls grands groupes.

Le Royaume dispose d'un atout géo-économique rare: sa position unique entre l'Europe et l'Afrique. Tanger Med, Casablanca Finance City, Rabat capitale décisionnelle, et les zones industrielles 4.0 permettent au Maroc de devenir un hub africain de l'IA appliquée, une passerelle technologique, réglementaire et financière entre les deux continents.

Dans un monde où l'Afrique atteindra 2,5 milliards d'habitants en 2050, cette position peut devenir un avantage stratégique majeur.

La bulle actuelle de l'IA éclatera peut-être demain, dans cinq ans ou peut-être jamais. Mais la technologie, elle, continuera de progresser et de transformer le monde.

La véritable question n'est pas de savoir si l'IA survivra à l'exubérance spéculative, mais quels pays seront prêts lorsque la phase d'application productive commencera.

Le Maroc a les fondations nécessaires; stabilité politique, vision stratégique, investissement massif dans les infrastructures pour faire partie des gagnants.

À condition d'agir maintenant, avec lucidité, discipline et ambition.



LODJ

خليك JEUNE



www.lodj.ma



SCAN ME

SUIVEZ L'ACTUALITÉ DE L'OPINION DES JEUNES

POLITIQUE, ÉCONOMIE, SANTÉ, SPORT, CULTURE, LIFESTYLE, DIGITAL, AUTO-MOTO
ÉMISSION WEB TV, PODCASTS, REPORTAGE, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS

L'ÉTRANGE MÉDIATION D'AHMED ATTAf : ENTRE DÉNI DIPLOMATIQUE ET MANŒUVRE POLITIQUE...

La dernière déclaration d'Ahmed Attaf, vaillant ministre algérien des Affaires étrangères, a surpris jusqu'aux plus fins connaisseurs du dossier saharoui. En affirmant que l'Algérie serait «disposée à jouer l'intermédiaire entre le Maroc et le Polisario», Attaf semble s'aventurer dans une posture diplomatique qui confine à l'absurde, tant elle contredit la réalité, les textes internationaux et même les propres choix stratégiques d'Alger. Car, derrière le ton placide qu'affectionne le chef de la diplomatie algérienne, cette sortie révèle un mélange d'amnésie politique, de calcul interne et d'enfumage externe. Il a même omis d'expliquer pourquoi cette proposition revient maintenant.

La première anomalie réside dans l'ignorance feinte de l'essentiel de la résolution 2797 du Conseil de sécurité. Celle-ci précise explicitement que l'Algérie est partie prenante du conflit, et qu'à ce titre elle est appelée à prendre part aux négociations, sous la conduite de l'Envoyé personnel du Secrétaire général, Staffan de Mistura, mais aux États-Unis.

Autrement dit, l'Algérie ne peut en aucun cas se présenter comme un acteur extérieur, neutre ou impartial. Elle est dans le dossier, et n'en sortira pas par un simple effet de langage.

Deuxième amnésie, plus criante encore : Attaf fait comme si aucune main tendue n'avait été adressée par le Maroc à l'Algérie. Or Sa Majesté le Roi Mohammed VI a, à maintes reprises, invité expressément le président Tebboune à un dialogue franc, direct, sans conditions, pour traiter l'ensemble des questions bilatérales, y compris les causes profondes des tensions. Il n'a jamais répondu. Pire, il a maintenu la fuite en avant diplomatique : rupture unilatérale des relations, fermeture de l'espace aérien, discours hostiles parfois dépassant l'entendement et soutien renforcé au Polisario.

Dans ce contexte, la prétention d'Alger à vouloir « rapprocher » Rabat et le Polisario relève plus du théâtre diplomatique que d'un geste sincère. En présentant le conflit comme un simple malentendu entre « deux parties » que l'Algérie pourrait aider à dépasser, Attaf adopte un ton presque ingénu.



Par
Aziz Daouda

Un ton naïf qui frôle le ridicule. Comme si le rôle central d'Alger dans la genèse, l'entretien et la militarisation du conflit n'était pas un fait établi, reconnu et documenté.

Comment prétendre jouer le médiateur quand :

- le Polisario est hébergé à Tindouf, sur le sol algérien,
- ses dirigeants circulent avec des passeports diplomatiques algériens,
- son Président est transporté par avion présidentiel algérien,
- son armement provient en grande partie d'Alger,
- sa diplomatie dépend du MAE algérien qui en dicte le contenu et la démarche.

La prétention à la neutralité devient alors non seulement anachronique, mais indécente au regard de l'histoire du dossier.

Cette proposition improbable pourrait, en réalité, révéler le désarroi d'Alger face à son isolement régional et international croissant. L'Algérie cherche peut-être à se repositionner en acteur de «paix» et de «concorde», dans un contexte où sa diplomatie est perçue comme rigide, agressive et prisonnière d'un narratif dépassé. Elle est directement accusée de favoriser le terrorisme dans la région du Sahel. Le Mali, au perchoir de l'ONU, a tenu un discours on ne peut plus direct, dans ce sens.

Il s'agit aussi et en même temps, peut-être, d'une manière détournée de réamorcer un contact avec Rabat, sans assumer publiquement le revirement, alors que toutes les crises entre les deux pays, y compris la rupture actuelle, sont issues de décisions unilatérales algériennes. Le Royaume a toujours été l'ennemi idéal pour expliquer l'emprise de l'armée sur tous les rouages de l'état.

Alger sait maintenant, finalement, que cette tension permanente lui coûtera très cher tôt ou tard, tant sur le plan stratégique qu'intérieur. La manœuvre vise sûrement à briser l'isolement et possiblement à renouer indirectement avec Rabat. Who knows?

En tout cas, la déclaration est un enfumage pour masquer une cabriole spectaculaire sur la question de Sansal et de la Palestine. Sansal a quitté la prison et a été reçu à l'Elysée; puis de peur, voter la résolution sponsorisée par les USA qui prévoit le désarmement du Hamas est une pirouette, un reniement de la doctrine fondatrice du régime algérien.

C'est alors qu'il faut convoquer la situation interne en Algérie. Le contexte domestique joue un rôle central dans les derniers revirements. La population fait face à :

- des pénuries persistantes,
- une situation socio-économique fragile,
- la dégringolade de la valeur du dinar,
- une incompréhension grandissante face aux contradictions du pouvoir.

Le choc a été immense quand l'Algérie, qui se proclamait « plus palestinienne que les Palestiniens » et « plus Hamas que le Hamas », a voté en faveur d'une résolution américaine qui prévoit le désarmement du Hamas et l'installation d'une force internationale à Gaza. Le commun des mortels en Algérie n'est pas prêt de comprendre ce changement brutal de posture. Le vote a profondément dérouté une opinion algérienne habituée à un discours enflammé contre Washington l'impérialiste et Israël la sioniste. Le discours officiel a toujours été inconditionnellement pro-Hamas.

Dans cette atmosphère tendue, la sortie d'Ahmed Attaf ressemble fort à un contre-feu médiatique, destiné à détourner l'attention du volte face algérien sur le dossier palestinien et sur Sansal.

Finalement, la proposition d'Attaf n'est ni sérieuse, ni crédible, ni neutre. Elle révèle, en revanche :

une crise de narration au sein de la diplomatie algérienne,
un isolement international de plus en plus pesant,
une réalité intérieure fragile que le pouvoir tente de masquer par des artifices diplomatiques,
et une difficulté persistante à assumer la vérité du conflit : l'Algérie est, depuis le premier jour, partie prenante.

L'ambiguïté n'est jamais loin dans les propos de M. Attaf. Ici encore, il affirme vouloir se porter médiateur, en respectant l'ensemble des résolutions du Conseil de sécurité relatives à la question. Bien évidemment, il ne manque pas de remettre sur la table la condition référendaire. Il est sans doute le seul à ignorer que cela n'est plus à l'ordre du jour de l'ONU depuis 2007.

La proposition d'Attaf n'est acceptable ni sur la forme, ni sur le fond, et n'apporte rien de positif. Il faut savoir que la conférence de presse était montée et non réalisée en direct. Le langage corporel ne trompe pas : l'homme est sous le contrôle de la junte, et s'exprime donc comme la simple voix de l'armée, véritable pouvoir en Algérie. Interpréter la résolution 2797 à la sauce algérienne et l'accepter tout en la rejetant est ridicule.

Plutôt que de jouer au médiateur imaginaire, Alger serait mieux inspirée de répondre à la main tendue du Maroc et d'assumer sa place à la table des négociations, conformément au droit international et à la réalité des faits.



QUAND ILS ONT NÉGLIGÉ L'ENRICHISSEMENT ILLICITE, JE N'AI RIEN DIT...

Les scandales se suivent, se ressemblent, et s'accroissent au sein de cette majorité. Les bruits et les rumeurs autour de faits et parfois de méfaits de ministres emplissent la toile et nourrissent la colère de l'opinion publique.

Pourquoi autant d'affaires ? Pourquoi de plus en plus rapprochées ? Pourquoi aussi indéfendables ? Comment ce gouvernement se maintient-il ? Devrions-nous être surpris ? Non, cela a commencé dès les premiers mois de la mandature actuelle, dirigée par le RNI d'Aziz Akhannouch. Nous avons laissé faire et « ils » ont fait.

Tout le monde connaît ce poème du pasteur allemand Martin Niemöller :

« Ils sont d'abord venus chercher les socialistes, et je n'ai rien dit parce que je n'étais pas socialiste... Puis ils sont venus chercher les syndicalistes, et je n'ai rien dit parce que je n'étais pas syndicaliste ... Puis ils sont venus chercher les Juifs, et je n'ai rien dit parce que je n'étais pas juif.

Puis ils sont venus me chercher, et il ne restait plus personne pour me défendre ». En dehors du fait que Niemöller parlait des nazis et qu'il n'est aucunement question ici de faire l'amalgame, adaptons ce poème à notre réalité...

Quand le gouvernement Akhannouch a retiré la loi sur l'enrichissement illicite, je n'ai rien dit car je ne suis pas riche... quand il a évité de légiférer sur le conflit d'intérêt, je n'ai rien dit car je n'ai pas d'intérêts à défendre... quand le ministère de la Justice a empêché les associations d'ester en justice contre les responsables publics indécents, je n'ai rien dit car je ne m'intéresse pas à la chose publique... quand le Conseil de la concurrence a épinglé les pétroliers (dont l'entreprise du chef du gouvernement) pour entente illicite, je n'ai rien dit car je pensais que ce n'était pas bien grave... et quand, aujourd'hui, j'ai besoin de prouver au monde que mon pays est sérieux, il n'y a plus de loi ou d'éthique publique pour le soutenir !

Nous en sommes là.

Pour la seule année 2025, le Maroc a été secoué par plusieurs affaires qui ont explosé dans les réseaux, puis se sont éteintes comme si de rien n'était ; les médias s'épuisent, les réseaux sociaux s'enlisent et les scandales passent dans la trappe de l'oubli.



Par
Aziz BOUCETTA

Cela a commencé en début d'année par le scandale des subventions à l'importation des viandes, qui s'est ensuite terminé en queue de poisson par une mission d'information, laquelle a fait pshiiit et, dans l'intervalle, les Marocains ont été priés de surseoir à fêter l'aïd al-adha avec le rituel habituel ; puis cela s'est poursuivi par une très opaque affaire immobilière familiale du ministre de la Justice, dans laquelle l'administration fiscale semble avoir été lésée... ensuite, des rumeurs insistantes, des bruits étouffés sur des opérations immobilières à Marrakech impliquant la maire de Marrakech qui a démenti...

Cette dernière semaine, le PJD a officiellement épinglé ce qu'il considère, avec éléments d'appui, être un conflit d'intérêt intergouvernemental, inter-RNI, dans le secteur de la santé...

Seuls les ministres du parti de l'Istiqlal ne prêtent le flanc à aucune accusation de malversation, ce qui laisse les deux autres partis de cette coalition à trois (quatre, si on compte les liens de plusieurs ministres avec l'entreprise familiale du chef du gouvernement) embourbés dans ces affaires dont le moins que l'on puisse dire est qu'elles sont opaques, obscures, flirtant avec l'illégalité.

Et cela, en 2025 seulement... d'où la référence à Martin Niemöller ; les choses ont en effet commencé dès le début de ce gouvernement, qui a montré non seulement son peu d'empressement à agir contre la corruption, mais a également enfreint les règles d'éthique gouvernementale les plus élémentaires.

En plus du retrait de la législation sur l'enrichissement illicite et de l'absence de réglementation sur le conflit d'intérêt, le gouvernement Akhannouch et Aziz Akhannouch lui-même ont très largement négligé toute action contre la corruption, et ont même réduit en 2025 le budget de cette instance.

Le président – entretemps parti – de l'Instance de probité et de lutte contre la corruption avait en son temps rédigé courriers et rapports pour dénoncer cette situation ; las..

De son côté, Transparency Maroc s'est retiré de l'Instance en dénonciation de l'absence de « volonté politique des pouvoirs publics de lutter efficacement contre la corruption ».

Bref, en un mot comme en cent, ce gouvernement est l'un des plus décriés de l'histoire récente du Maroc en matière d'éthique et de corruption. Nous valons mieux. Que dénonce à longueur de journées l'opposition, et le PJD en particulier, preuves à l'appui ?

La corruption. Que réclament les GenZ ? La reddition des comptes. Que ressent et perçoit l'opinion publique ? Un manque d'éthique et une moralisation qui démoralise.

Que l'on en juge... Une trentaine de députés en prison, en jugement ou en sursis, des membres dirigeants des deux partis RNI et PAM en prison, des élus de l'Istiqlal en instance de jugement et de prison...

En face, des ambitions immenses. Un Maroc qui aspire à l'émergence économique et à la reconnaissance mondiale... un Maroc qui œuvre à convaincre de sa bonne foi et de son sérieux à l'ONU... un Maroc qui cherche à attirer les gros investisseurs et leurs non moins gros pactoles... un Maroc qui s'apprête à recevoir l'Afrique du football et qui se prépare à organiser en 2030 la plus grande compétition sportive mondiale ...

Un Maroc qui veut vaincre et convaincre.

Il n'est pas fortuit que l'Etat ait lancé une opération d'assainissement qui n'en dit pas le nom, et ce n'est pas un hasard si le ministère de l'Intérieur a singulièrement durci les conditions de candidatures aux prochaines législatives, barrant la route du parlement aux potentiels ripoux et l'ouvrant large à des jeunes, avec ou sans affiliation politique.

L'Etat a compris que son laxisme à l'égard d'une classe politique douteuse porte préjudice à l'ensemble du pays ; il est important que les partis le comprennent aussi.

Et il est encore plus important que les électeurs saisissent à leur tour l'importance de l'opération du vote et l'application dans le choix des profils des candidats.

Le Maroc des grands enjeux, de l'homérique bataille diplomatique en cours, du Mondial 2030, de la transition digitale et énergétique, de la bascule puis du pic démographiques... ce Maroc-là ne pourra voir le jour avec des élus et une classe politique douteuses.

Le Maroc a un grand roi, il mériterait aussi d'avoir un grand chef de gouvernement et une grande classe politique..



MAROC : UNE DIPLOMATIE DE MULTIALIGNEMENT

Dans un monde géopolitique fragmenté, le Maroc trace une voie singulière : celle du « multialignement ». Mustapha Seimi analyse ce ni neutralité passive ni alignement idéologique, une stratégie qui conjugue pragmatisme, agilité et souveraineté. En misant sur la flexibilité des partenariats et la diversification des alliances, le Royaume développe une diplomatie capable de dialoguer avec tous sans se soumettre à personne.

L'histoire s'accélère.

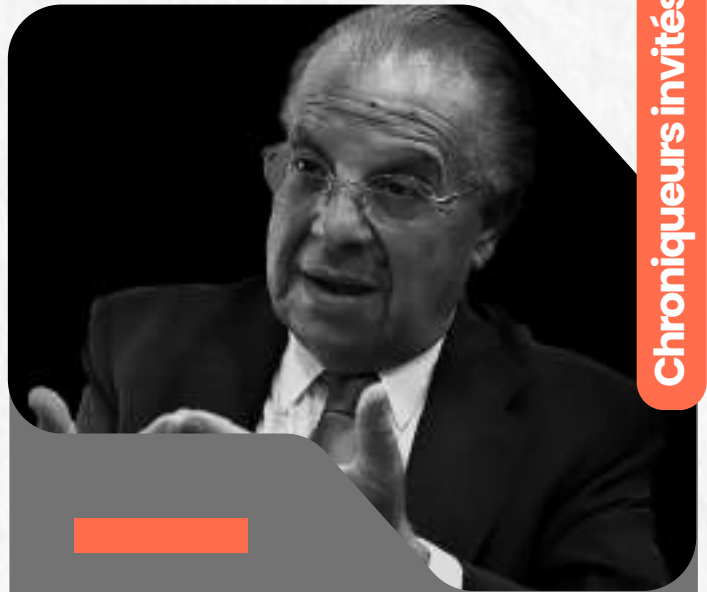
Le monde bipolaire de la Guerre froide a pris fin avec la chute du Mur de Berlin en novembre 1989 et le sinistre de l'ex-URSS. Depuis plus de deux décennies, le Maroc entend se repositionner dans un monde en profonde mutation.

Il s'agit d'une stratégie que l'on peut qualifier de multialignement diplomatique. Une approche qui se veut flexible, pragmatique et équilibrée. Pas d'alliances rigides mais autre chose : tirer parti de la multipolarité mondiale et rechercher une autonomie stratégique. Celle-ci a porté ses fruits en optimisant des ambitions régionales et même internationales.

Le temps long d'un quart de siècle :

Cette réarticulation au dehors s'est faite dans le temps long d'un quart de siècle. Sous le précédent règne, le Maroc avait des liens étroits avec l'Occident notamment la France et les États-Unis. En même temps, Rabat arrivait à se préserver une certaine marge de manœuvre souveraine. Celle-ci s'exprimait par un rôle de médiateur par exemple dans les conflits arabo-israéliens ou africains – ainsi que dans le cadre de solidarités culturelles (arabe, monde islamique).

Avec Mohammed VI, l'on a affaire à une diplomatie pratiquement "tous azimuts" marquée par plusieurs axes. Le premier a trait à un partenariat occidental renforcé : statut avancé avec l'UE, coopération sécuritaire et militaire avec Washington – membre allié majeur non membre de l'OTAN depuis 2004 – ainsi qu'économique avec l'accord de libre échange depuis 2006.



Par **Mustapha SEIMI**

Le deuxième regarde l'approfondissement et l'élargissement de l'ancrage africain : retour à l'UA (2017), expansion économique vers l'Afrique subsaharienne mais aussi anglophone sans oublier une diplomatie solidaire et religieuse marquée du sceau de la coopération Sud-Sud. Une doctrine Royale qui a été affirmée au forum d'Abidjan en février 2014.

Il faut y ajouter l'ouverture vers les puissances émergentes (Chine, Russie, Inde) avec des partenariats stratégiques sans oublier d'autres latitudes géographiques (Amérique latine). Enfin, l'axe relatif à l'insertion plus accentuée avec le monde arabe, en particulier les monarchies du Golfe, à la normalisation avec Israël mais couplée à une solution à deux États avec Al Qods – dont il préside le comité – comme capitale de l'État palestinien.

Une diversification donc. Une ferme volonté d'émancipation diplomatique.

Une multiplication des leviers d'influence. Pour autant, ce multialignement présente des enjeux en même temps que certaines limites. Il s'inscrit dans une approche d'autonomie stratégique et d'affirmation régionale. Il offre ainsi plusieurs avantages stratégiques majeurs : pas d'alignement sur un bloc géopolitique, choix des partenaires suivants les intérêts nationaux, soutien renforcé et élargi à la cause du Sahara marocain, une dynamisation économique avec l'ouverture vers de nouveaux marchés (Afrique, Golfe, Asie...), hub régional...

Le Royaume par sa stabilité politique, bénéficie d'un leadership régional conforté ses opportunités d'investissement. Si bien qu'il s'est imposé comme un acteur pivot entre l'Europe, l'Afrique et le monde arabe.

Cela dit, des défis et même certaines ambiguïtés ne sont pas à évacuer : tant s'en faut. Il faut en effet veiller à surmonter la fragilité de certains équilibres liés à des relations parfois contradictoires - Israël et certains pays arabes, États-Unis et Chine.

Des frictions et des tensions mêmes n'ont pas manqué avec des partenaires traditionnels (France, Espagne, Allemagne) notamment sur la question nationale. Le multialignement a un coût, pourrait-on dire : celui d'une crédibilité à préserver par le renforcement de la gouvernance, l'attractivité économique et la stabilité institutionnelle.

Une maturité géopolitique :

De plus, ce qui s'apparente aujourd'hui à une "neutralité active" peut être difficile voire problématique si les rivalités et les tensions internationales devaient s'intensifier. Le Maroc n'ignore rien de tous ces paramètres. Mais sa diplomatie a capitalisé un savoir-faire.

Une agilité. Une sagacité aussi. C'est là le reflet d'une maturité géopolitique servie par une volonté d'indépendance face aux grandes puissances. Sa diplomatie est intelligente, pragmatique, ouverte. Il bénéficie d'un statut de pays influent, dialoguant avec tous les pôles de puissance tout en défendant fermement ses intérêts nationaux.

Sa grammaire de diplomatie est lisible ; elle est pourvoyeuse et productrice de paix, de coopération, de partenariat. Le multialignement qu'il pratique n'est pas un simple opportunisme mais une vision stratégique conjuguant la flexibilité et la souveraineté. Une place à part à l'échelle régionale et continentale qui traduit sa capacité d'adaptation à la volatilité des rapports de force mondiaux.



RÉFLEXION CRITIQUE SUR L'IA, LE RÉCIT NATIONAL ET LA VIGILANCE COGNITIVE

Suite à la publication du point de vue du Pr. Jamal Eddine Naji dans le journal **Al Bayane, intitulé « Notre récit national et l'IA : enjeux et défis », je souhaite apporter une réponse structurée et éclairée, fondée sur mes travaux consacrés à l'épistémologie, au paradigme systémique et à la souveraineté numérique.**

Je partage l'idée que l'intelligence artificielle, si elle est bien comprise et correctement mobilisée, peut contribuer à préserver l'histoire vivante de notre culture, notre patrimoine et nos traditions. L'IA n'est pas un enjeu culturel en soi, mais elle peut devenir un outil puissant de conservation, de transmission et de valorisation de notre mémoire collective lorsqu'elle s'inscrit dans une gouvernance éthique, inclusive et contextualisée. Dans mes écrits récents sur le danger des faux éclaircisseurs, j'ai souligné une dérive préoccupante :

Celle de voix non expertes qui commentent, forment ou influencent la perception publique de l'IA tout en ignorant la science informatique, les architectures logicielles, les systèmes d'information ou les fondements mêmes des technologies numériques.

Cette confusion cognitive rejoint les inquiétudes exprimées par le Pr. Naji : mal encadrée, mal expliquée, mal gouvernée, l'IA peut devenir une pénance, non par sa nature, mais par ceux qui en détournent le sens ou la maîtrisent mal.

En revanche, je diverge avec l'idée d'associer l'IA aux morts ou aux mémoires sacrées. Notre récit national doit rester un espace de respect, de transmission humaine et de continuité historique.

L'IA ne doit ni parler pour nos ancêtres, ni les simuler, ni être convoquée pour représenter les disparus. Laissons-les en paix là où ils sont, dans le cœur de ceux qui les ont connus et dans l'histoire de notre pays.



Par
Az-Eddine Bennani

Sur le plan épistémologique, tel que développé dans mes ouvrages, l'IA ne constitue jamais un sujet autonome :

Elle appartient à un système technique, organisationnel et cognitif produit par l'intelligence humaine. Elle s'inscrit dans des modèles, dans la gestion de l'incertitude, dans l'alignement stratégique des organisations et dans la construction du sens.

À ce titre, elle doit être considérée comme un facteur contributif au développement économique et social, et non comme un enjeu identitaire ou comme une menace civilisationnelle.

Ainsi, tout en reconnaissant la pertinence de l'alerte du Pr. Jamal Eddine Naji sur la nécessité de reconstruire un récit national cohérent et mobilisateur, j'affirme que l'IA doit être abordée non comme un mythe ou un péril, mais comme un instrument : un outil au service de la souveraineté cognitive, culturelle et technologique du Maroc, lorsqu'elle est pensée avec rigueur, vigilance et connaissance.

By Lodj



**REJOIGNEZ
NOTRE CHAÎNE
WHATSAPP.**



POUR NE RIEN RATER DE L'ACTUALITÉ !

www.lodj.ma

ATTIJARIWafa BANK, DEEPFAKE ET SOUVERAINETÉ NUMÉRIQUE : COMPRENDRE L'ALERTE

Experts invités

La COP30, tenue au Brésil du 10 au 21 novembre 2025, s'est conclue sur un bilan globalement mitigé: les pays ont adopté un consensus minimal, sans plan contraignant de sortie des énergies fossiles, mais avec quelques avancées symboliques et des engagements volontaires sur l'adaptation climatique et la coopération internationale.

Le texte final, baptisé "mutirão" (signifiant "effort collectif"), n'impose pas de feuille de route explicite pour abandonner les énergies fossiles, malgré les pressions de plus de 80 pays. À la place, il lance une initiative volontaire pour que les États qui le souhaitent puissent collaborer à une réduction accrue de leurs émissions de carbone, dans le but de limiter le réchauffement à +1,5°C.

Cette approche, jugée trop molle par de nombreux acteurs, ne contraint pas les grands producteurs d'hydrocarbures et ne mentionne pas explicitement la sortie des fossiles, ce qui a déçu les pays les plus vulnérables et les ONG environnementales.

Les USA, sous l'influence des climatosceptiques, à leur tête le Président Trump, continuent de boycotter la Conférence des Parties sur le Climat considérant le changement climatique comme la « plus grande arnaque jamais menée contre le monde » !

Cette position n'a aucun fondement scientifique si ce n'est la défense des intérêts des magnats du pétrole dont les USA sont le premier producteur mondial.

Le retrait de la première puissance mondiale de la COP a laissé la voie ouverte à la Chine pour se positionner en locomotive de la transition énergétique avec ses autres partenaires du BRICS, notamment le Brésil et Inde.

La Chine, qui a déjà annoncé une baisse de ses rejets de gaz à effet de serre de 7 % à 10 % d'ici à 2035, se pose comme l'acteur le plus crédible du jeu climatique. Fort de ses investissements massifs dans l'économie verte, l'empire du Milieu a pris une avance confortable. Dans le solaire, l'éolien, les véhicules électriques et les batteries, les Chinois s'adjugent le premier rang mondial.



Par **Abdeslam Seddiki**

Peser moins et souffrir plus.

Il faut rappeler que ce sont les pays industrialisés qui sont les plus grands émetteurs de gaz à effet de serre (GES).

La Chine est le pays le plus émetteur avec 30% d'émission, suivie par les USA (11%), l'Inde (8%), l'Union Européenne (6%) et la Russie (5%).

Ensemble, ces pays émettent 60% du GES ! En précisant, toutefois, que l'énergie fossile est à l'origine de 80% de ces émissions.

On comprend dès lors la forte mobilisation du « Sud global » qui subit les effets néfastes de ces émissions sans en être responsable. « Nous pesons moins de 1 % des émissions de gaz à effet de serre et pourtant nous souffrons le plus », dénonce Lina Yassin, déléguée du Soudan, s'exprimant au nom du groupe des 44 pays les moins avancés.

L'adaptation consiste à limiter les dégâts humains et économiques des canicules, inondations ou sécheresses.

Il s'agit par exemple de mettre au point des cultures plus résistantes aux chaleurs ou de créer des îlots de fraîcheur dans les villes. Mais ces politiques progressent lentement, tant le sujet a toujours été le parent pauvre des politiques climatiques.

D'où la nécessité d'une « justice climatique » devant se traduire par un transfert de ressources des pays industrialisés vers les pays en développement.

Cette question est constamment présente dans les différentes COP sans aboutir à des résultats concluants.

A cet égard, la COP30 a enregistré une certaine avancée. Un des principaux acquis est la demande d'efforts pour tripler l'aide financière destinée à l'adaptation climatique des pays en développement d'ici 2035.

Cela pourrait représenter un objectif de 120 milliards de dollars par an, bien que la référence temporelle reste ambiguë. Ce point est perçu comme une avancée, car il reconnaît l'urgence d'accompagner les pays les plus exposés aux impacts du changement climatique, mais il reste à voir si les financements seront effectivement mobilisés à cette échelle.

La COP30 a également marqué une nouveauté : pour la première fois, les tensions commerciales liées à la transition écologique (comme la taxe carbone aux frontières) feront l'objet d'un dialogue triennal dans le cadre des négociations climatiques. C'est une victoire pour la Chine et d'autres pays émergents, qui souhaitent éviter les barrières commerciales unilatérales.

Par ailleurs, plusieurs pays ont pris des engagements volontaires sur la réduction du méthane, le développement des carburants durables et la sortie progressive du charbon, notamment la Corée du Sud.



L'Union européenne et plusieurs pays insulaires ont exprimé leur déception face à l'absence de mesures contraignantes, qualifiant la COP30 de "COP des BRICS" et soulignant que le multilatéralisme climatique reste fragile.

En revanche, pour le Brésil, la présidence de la COP30 est perçue comme un succès diplomatique, ayant permis de préserver le consensus international malgré les divergences profondes.

Toutefois, la pression s'accroît pour la COP31, où la question de la sortie des fossiles devra être abordée avec plus de fermeté.

Le Maroc et sa diplomatie climatique.

Par ailleurs, lors de cette COP30, le Maroc qui a déjà organisé la COP22 à Marrakech, a mis l'accent sur une transition climatique équitable pour les pays en développement, la défense de l'approche sectorielle, la mobilisation de financements climatiques ancrés dans les territoires et le renforcement de la coopération Sud-Sud.

Il a également présenté une nouvelle version de sa Contribution Déterminée au niveau National (CDN 3.0), intégrant les dimensions économiques et sociales de l'action climatique et a souligné l'importance de l'éducation, du sport et de la jeunesse dans cette transition.

Avant la séance plénière finale, le scientifique brésilien Carlos Nobre a lancé un avertissement alarmant : « l'utilisation des énergies fossiles doit tomber à zéro d'ici 2040 – 2045 au plus tard pour éviter une hausse catastrophique des températures pouvant atteindre 2,5 °C d'ici le milieu du siècle.

Cette trajectoire, a-t-il déclaré, entraînerait la disparition quasi totale des récifs coralliens, l'effondrement de la forêt amazonienne et une fonte accélérée de la calotte glaciaire du Groenland. »

POUR UN CHANGEMENT DE CULTURE : « RÔLE ET ENJEUX DE LA COMPTABILITÉ DANS LE SECTEUR PUBLIC »»

Experts invités

La conférence du 22 Novembre organisée par la Trésorerie générale du Royaume en partenariat avec Fondafip accompagnée d'une forte délégation française d'universitaires, financiers et hauts commis de l'état, clôt la série de rencontres consacrées aux finances pour l'année 2025 avec l'ambition d'avoir « contribuer au débat collectif sur la modernisation et la performance de l'action publique »

« Rôle et enjeux de la comptabilité dans le secteur public »

Le thème choisi, « Rôle et enjeux de la comptabilité dans le secteur public » a permis au-delà de son austérité, d'échanger, de débattre, de prendre de la hauteur pour mesurer la place de la comptabilité au cœur des entreprises dès écosystèmes économiques nationaux et internationaux de plus en plus exigeants en réglementations et harmonisation et qui doivent face à des transitions numériques, écologiques, géopolitiques.

A travers ce thème souligne Noureddine Bensouda nous avons voulu mettre en valeur la comptabilité pour partager des expériences, confronter des points de vue, enrichir nos pratiques et éclairer les choix de politique publique afin de dégager des voies d'amélioration vers plus de transparence de clarté et de lisibilité ...

La comptabilité dit-il encore, d'un simple instrument technique d'enregistrement des flux est devenue un outil de pilotage stratégique et de responsabilisation des gestionnaires publics grâce à une approche patrimoniale et de performance .

Une approche décryptée dans un premier panel avec des enjeux des normes et standards comptable qu'il faut intégrer au niveau international pour fiabiliser et standardiser les comptes source de confiance , avec le souci d'intégrer la donne du développement durable illustré par l'exigence de reporting extra financier .



Par
FM

Celui-ci doit tenir compte du capital et patrimoine naturel tel que déployé dans le second panel. L'efficacité et la performance dans le secteur public doit à son tour restituer une image sincère des comptes publics comme l'a souligné Michel Bouvier

président Fondafip qui en présentant le 3 ieme panel de la matinée appelle à une refonte de la culture comptable .



Un long chemin à parcourir...

On peut mesurer aujourd'hui le rôle joué par les comptables dans la modernisation des finances publiques par notamment l'implémentation des dispositifs législatifs et réglementaires et des normes au sein des entreprises publiques et du tissu d'une partie des entreprises, par la mise en œuvre des réformes sur toute la chaîne de valeur avec pour objectif la transparence financière, exigence des normalisateurs et des organisations internationales telles que l'OCDE, l'UE ou les Nations Unies et des bailleurs des fonds comme le FMI ou la Banque mondiale qui disposent de leurs auditeurs indépendants chargés de la certification des comptes des entreprises publiques.

Toute cette dynamique contribue à renforcer et à essaimer un processus vertueux au sein des administrations publiques, des collectivités territoriales et des entreprises, processus qu'il faut constamment renforcer pour améliorer l'environnement général et le climat des affaires en particulier.

Aujourd'hui, au-delà de l'aspect comptable, des obligations du quotidien, le rôle de cette corporation doit évoluer vers un rôle de conseil, aide au pilotage et à la décision, intégration de la RSE et des nouveaux enjeux extra comptables comme le développement durable...

L'objectif ? Renforcer la compétitivité des entreprises publiques qui font face à la complexité des marchés, complexité de l'information et des normes de l'international. Mais les attendus de cette profession vont plus loin : il s'agit d'accompagner un mouvement de fond de prise en compte du changement climatique, de numérisation et d'apport de l'intelligence artificielle qui redessinent les modèles, les métiers et les relations des comptables qui peuvent contribuer à la transformation économique de notre pays pour la rendre plus résiliente à son ancrage international et plus compétitive.

Un mouvement de fond et une dynamique qui passe par un changement de culture. Dans ce sens cette rencontre aura permis une réelle prise de conscience de l'impérieuse nécessité de transformation et de formation des acteurs économiques.



LE PARTI POPULAIRE FACE AU MAROC : UN RAPPORT DE FORCES QUE L'ESPAGNE PEINE À RÉÉVALUER

Une nouvelle donne stratégique que certains refusent d'intégrer :

L'évolution du dossier du Sahara au cours des dernières années a profondément modifié les équilibres diplomatiques en Méditerranée occidentale. La reconnaissance croissante du plan d'autonomie marocain, l'alignement de plusieurs partenaires européens et le soutien explicite des États-Unis ont consolidé la position du Maroc dans un dossier qui fut longtemps considéré comme l'un des plus sensibles de la région.

Parallèlement, Rabat s'est imposé comme un acteur économique et sécuritaire majeur, redéfinissant la nature de ses relations avec ses voisins, dont l'Espagne.

Face à ce tournant historique, un acteur politique semble toutefois évoluer dans une temporalité parallèle : le Parti populaire (PP). Ses positions répétées contre Rabat qu'elles prennent la forme de manœuvres parlementaires, de prises de position médiatiques, d'agitation autour de Sebta et Melilla ou encore d'attaques économiques ciblées ne s'inscrivent dans aucune stratégie diplomatique d'ensemble.

Elles relèvent plutôt d'un mécanisme de résistance à un nouvel ordre régional dans lequel l'Espagne n'occupe plus la position dominante qu'elle a longtemps tenue.

1. Une architecture stratégique en pleine recomposition

Mohammed Benahmed

1.1. Le Maroc, un acteur central de la Méditerranée occidentale

Depuis une quinzaine d'années, le Maroc a mis en place une stratégie d'influence multidimensionnelle visant à renforcer sa souveraineté, diversifier ses alliances et consolider son rôle régional.

Cela s'est traduit par :

une montée en puissance diplomatique en Afrique de l'Ouest,
un repositionnement affirmé dans les partenariats euro-méditerranéens,



Par Mohammed Benahmed

des infrastructures logistiques et industrielles capables de rivaliser avec celles du nord du détroit, un engagement sécuritaire indispensable pour l'Europe, notamment en matière de lutte antiterroriste et de contrôle des flux migratoires.

Ces évolutions ont créé un rapport d'interdépendance inédit entre Rabat et Madrid, fondé sur des intérêts économiques, sécuritaires et énergétiques croisés.

Pour une grande partie du paysage politique espagnol, cette nouvelle réalité est admise et intégrée. Pour le PP, elle demeure difficile à accepter.

1.2. La stabilisation internationale du dossier du Sahara
Le dossier du Sahara constitue l'un des points de rupture les plus visibles. La reconnaissance américaine en 2020, suivie par une série de soutiens explicites ou implicites de pays européens et africains, a donné une nouvelle légitimité au plan d'autonomie marocain.

Même Madrid, historiquement prudente, a évolué en 2022 vers une position plus réaliste, reconnaissant la pertinence de la solution proposée par Rabat.

Cette évolution, conforme aux tendances géopolitiques globales, est pourtant critiquée par le PP, qui y voit un abandon de l'ancienne posture espagnole.

Ce refus d'intégrer la nouvelle donne diplomatique témoigne d'un décalage entre la vision du PP et la réalité stratégique du moment.

2. La réaction du PP : un mélange de réflexes historiques et de calculs politiques internes

2.1. Le Maroc comme instrument de mobilisation politique

Le PP n'aborde pas le Maroc uniquement sous l'angle diplomatique. Il s'agit également d'un objet politique interne. Pour une partie de son électorat, les relations avec Rabat activent des sensibilités identitaires fortes.

Dès lors, tenir un discours dur envers le Maroc permet au PP :

De rassurer une base conservatrice attachée à une vision traditionnelle des rapports ibéro-maghrébins,

- de se positionner face à la concurrence sur le terrain du nationalisme,

- de mobiliser symboliquement autour de notions de souveraineté.

Dans ce contexte, la politique étrangère devient un levier électoral, davantage qu'un outil de définition stratégique.

2.2. Les inerties post-coloniales : un prisme qui survit aux réalités géopolitiques

Sebta, Melilla, les anciennes possessions espagnoles au Sahara !

Ces sujets restent associés, dans l'imaginaire politique de la droite espagnole, à une période où Madrid jouissait d'une influence régionale plus affirmée.

Certains responsables du PP s'inscrivent, consciemment ou non, dans ce que plusieurs chercheurs décrivent comme un processus de « nostalgie post-impériale » : l'idée que l'Espagne conserve des droits implicites ou une forme de primauté naturelle dans son voisinage sud.

Ce prisme historique rend plus difficile l'acceptation d'un Maroc qui n'est plus un acteur subordonné mais un partenaire stratégique autonome, doté de ses propres capacités d'influence.

3. Une diplomatie parallèle qui affaiblit la cohérence espagnole

3.1. Les manœuvres parlementaires : symboliques mais contre-productives

Les résolutions destinées à contester la position du gouvernement sur le Sahara, les débats visant à pointer du doigt Rabat ou les questions à répétition sur les enclaves produisent un effet inverse de celui recherché.

Elles n'orientent pas la politique étrangère, qu'elles ne contrôlent pas. En revanche, elles créent un bruit diplomatique susceptible d'affaiblir la lisibilité de Madrid à l'international.

3.2. Les attaques économiques : une lecture faussée de la compétitivité marocaine

Le PP critique régulièrement la montée en gamme des activités marocaines dans les secteurs de l'agriculture, l'industrie ou la logistique.

Or ces critiques révèlent une difficulté à accepter que le Maroc n'est plus un simple partenaire périphérique mais un concurrent et parfois un allié de même niveau dans certaines chaînes de valeur.

En contestant systématiquement les progrès marocains, le PP entretient une narration selon laquelle tout développement au sud du détroit serait une menace pour l'Espagne, alors que les interdépendances économiques montrent l'inverse.

3.3. L'instrumentalisation de dossiers humanitaires : un risque pour la confiance mutuelle

À plusieurs reprises, le PP a mis en avant des cas humanitaires ou individuels pour alimenter une polémique diplomatique avec Rabat.

Si ces pratiques permettent une médiatisation rapide, elles risquent néanmoins d'affaiblir la confiance indispensable à la coopération bilatérale, notamment dans les domaines sensibles : sécurité, migration, renseignement, lutte contre les réseaux criminels.

Vers une relation asymétriquement dépendante : pourquoi la stratégie du PP menace d'isoler l'Espagne

4. Un paysage diplomatique européen en mutation : Madrid ne peut plus se permettre l'ambiguïté

4.1. L'Europe reconfigure ses priorités au Sud :

Alors que l'Union européenne redéfinit ses partenariats stratégiques au sud de la Méditerranée, le Maroc s'impose comme un interlocuteur incontournable sur plusieurs dossiers essentiels :



- la transition énergétique,
- la sécurité régionale,
- la gestion migratoire,
- les chaînes d'approvisionnement industrielles,
- la stabilité de l'Afrique de l'Ouest.

Les pays européens ayant adopté une position claire et constructive vis-à-vis de Rabat, Allemagne, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni ont amélioré leur accès à un marché en croissance et à un partenaire géopolitique fiable.

L'Espagne, en revanche, oscille entre deux dynamiques : la ligne institutionnelle du gouvernement, alignée sur le réalisme européen, et la ligne agitée du PP, qui souffle le chaud et le froid.

4.2. Une instabilité politique espagnole observée avec inquiétude à Bruxelles

Pour plusieurs partenaires européens, les prises de position virulentes du PP contre Rabat sont perçues non pas comme un débat normal entre majorité et opposition, mais comme un risque d'imprévisibilité diplomatique.

Ce flou peut affaiblir la stature internationale de Madrid et amoindrir sa capacité à peser sur les dossiers euro-méditerranéens.

5. Un contresens stratégique : la dépendance espagnole aux équilibres marocains

5.1. Une coopération sécuritaire devenue indispensable
Les faits sont têtus : sans la coopération marocaine, l'Espagne ne pourrait pas gérer efficacement :

- la lutte contre les cellules djihadistes,
- la surveillance maritime,
- la gestion des flux migratoires irréguliers,
- la prévention des réseaux criminels transnationaux,
- la sécurité des îles Canaries.

Les services de renseignement européens soulignent régulièrement le rôle déterminant de Rabat dans la prévention d'attentats sur le sol européen.

Ainsi, adopter une logique d'affrontement permanent ne relève pas d'une posture diplomatique, mais d'un aveuglement stratégique.

5.2. Une interdépendance économique que le PP sous-estime

Le PP évoque souvent les « menaces » que représenterait la montée en puissance économique du Maroc. Or la réalité est toute autre : les économies des deux pays sont aujourd'hui profondément imbriquées.



Quelques exemples :

- plus de 20 000 entreprises espagnoles exportent vers le Maroc,
 - le Maroc est devenu l'un des premiers marchés hors UE pour l'Espagne,
 - les ports espagnols comme Algésiras dépendent du dynamisme logistique marocain,
 - de nombreuses chaînes industrielles automobiles et aéronautiques sont binationales.
- Plutôt que d'accepter cette nouvelle configuration, le PP persiste dans une vision où toute progression marocaine est automatiquement un recul pour l'Espagne; un schéma qui ne correspond plus à la réalité de 2025.

5.3. Sebta et Melilla : la ligne rouge instrumentalisée

Les enclaves de Sebta et Melilla sont régulièrement mobilisées par le PP comme outils de pression politique interne.

Or cette surexploitation risque de transformer deux dossiers sensibles en points de friction diplomatique permanents, au lieu de les inscrire dans un cadre mature de gestion bilatérale.

Rabat, de son côté, adopte une position constante : considérer ces enclaves comme un dossier historique à résoudre pacifiquement, tout en privilégiant les équilibres régionaux.

Le PP, en dramatisant systématiquement la question, contribue à créer une tension artificielle qui ne sert ni les intérêts espagnols, ni ceux des habitants de ces territoires.

LODJ

WWW.PRESSPLUS.MA



LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA

SCAN ME



PRESSPLUS EST LE KIOSQUE %100 DIGITAL & AUGMENTÉ
DE L'ODJ MÉDIA GROUPE DE PRESSE ARRISSALA SA
MAGAZINES, HEBDOMADAIRES & QUOTIDIENS...

QUE VOUS UTILISIEZ VOTRE SMARTPHONE, VOTRE TABLETTE OU MÊME VOTRE PC





6. Le retournement historique : du centre vers la périphérie

6.1. Le Maroc n'est plus un objet de politique espagnole, mais un acteur autonome

Le PP entretient parfois l'idée que l'Espagne pourrait définir unilatéralement la relation bilatérale, comme au siècle dernier. Mais le rapport de forces s'est transformé.

Le Maroc dispose aujourd'hui de leviers que Madrid ne peut ignorer :

- une diplomatie africaine solide,
- un réseau d'alliances internationales diversifié (Washington, Londres, Pékin, pays du Golfe),
- une capacité énergétique en expansion,
- une influence croissante dans plusieurs organismes internationaux,
- une économie plus résiliente que certains préjugés ne le laisseraient penser.
- Ignorer cette réalité, c'est se condamner à produire une diplomatie anachronique.

6.2. Une Espagne tiraillée entre deux visions du monde

D'un côté, une Espagne institutionnelle, consciente que la stabilité de la Méditerranée occidentale dépend d'une relation solide et constructive avec Rabat.

De l'autre, un PP captif d'un imaginaire politique où l'Espagne conserverait naturellement un rôle dominant dans son voisinage sud.

Ce contraste affaiblit la projection internationale du pays. Il donne l'impression d'une puissance européenne encore hésitante face au nouvel ordre régional, alors même que Madrid aurait tout à gagner à s'inscrire dans une logique de respect mutuel et de coopération stratégique.

Le différend entre le Maroc et le PP ne relève ni d'une divergence diplomatique rationnelle, ni d'un débat technique sur les relations bilatérales.

Il s'agit d'un choc entre deux temporalités politiques :

- celle d'un Maroc qui assume son rôle régional et consolide sa souveraineté,
- et celle d'un PP prisonnier d'un prisme historique dépassé.

En s'attaquant à une réalité géopolitique qui l'a déjà dépassé, le PP ne défend pas les intérêts de l'Espagne : il fragilise sa crédibilité internationale, brouille son positionnement européen et sous-estime un partenaire devenu indispensable.

La relation maroco-espagnole ne peut progresser que si les principaux acteurs politiques de Madrid acceptent une évidence : le temps où l'Espagne définissait seule les équilibres du détroit est révolu.

LODJ

LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



By Lodj

LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA

Pressplus est le kiosque 100 % digital & augmenté
de L'ODJ Média, groupe de presse Arrissala SA
magazines, hebdomadaires & quotidiens...

www.pressplus.ma



MORTS, VOTRE SILENCE EST ASSOURDISSANT !

Experts invités

Réflexion Ramadanesque

Ils décèdent puis plus rien. Ils partent même à jamais du fait que personne n'y est revenu ... et la vie continue comme si de rien n'était.

Et pourtant. Il est des morts bien plus vivants que bien des vivants, par des sentiments semés dans des cœurs et des pensées, par des paroles restées ancrées dans des esprits, par des réalisations restées incrustées, indélébiles dans les annales de la mémoire universelle ... etc.

Bien plus, au-delà du strict "culturel", très sélectif des morts-vivants, les gènes maintiennent à jamais les morts, tous les morts, parmi les vivants. La transmission naturelle des gènes à travers la procréation, scelle la survivance des morts à travers leur progéniture.

Ceci dit, tous leurs lègues aussi bien immatériels que réels, ne suffiront jamais pour dissimuler leur ... absence.

Ils ne font plus partie intuitu personae du monde des vivants, ils sont bel et bien partis à jamais pour que soient coupés tous les ponts de communication avec eux. Ils ont basculé vers une inertie, un silence des ... morts.

Mais ont-ils droit à ce silence ? Jamais le monde des vivants n'a eu plus besoin de signaux, de messages des morts pour apaiser sa tourmente.

Les morts ont tellement de longueurs d'avance sur les vivants que leurs moindres signaux peuvent changer le cour des choses dans le monde. Les morts ne savent que parfaitement ce qui se passe après la vie pour être en train de le "vivre" et en témoigner.

Se taire c'est abandonner les vivants, c'est les lâcher à leurs folies furieuses.

Les morts doivent absolument sortir de leur silence par obligation d'assistance à humanité en grand danger de banqueroute généralisée. Leur témoignage dans la situation présente des vivants, sera dissuasif, persuasif, vital même, pour ces derniers.



Par
Najib MIKOU

Si la parole de Dieu n'a pas suffi pour permettre aux vivants de distinguer entre le faisable et l'inacceptable, en raison des croyances de chacun, le témoignage des morts sera sans appel pour les sanguinaires qui usent de leur puissance, de leur pouvoir pour exterminer des enfants, des femmes et des vieux palestiniens sans force ni défense, pour répandre l'injustice, la terreur, l'imprévisible dans le monde.

Bien au-delà de l'arrêt du génocide machiavélique auquel nous assistons contre le peuple palestinien, le témoignage des morts permettra l'arrêt de tous les conflits, de toutes les injustices, de tous les maux politiques, économiques, sociaux et culturels dont pâtit le monde des vivants.

Morts, dites aux vivants que l'Au-delà est Certitude, que le Jugement dernier est Certitude, que le Châtiment de Dieu est impitoyable, que nul ne sera épargné, que rien ne sera omis et que seule la crainte de Dieu en tout acte, en toute circonstance, est salvatrice, libératrice ici-bas et dans l'Au-delà.

By Lodi WEB TV



100% digitale
100% Made in Morroco



WWW.LODJ.MA

LA CHÈVRE DE MONSIEUR MOHA

Quartier libre

Dans la ville de Rich, au cœur du Tafilalet, où les vents froids descendent de l'Atlas comme s'ils avaient des comptes à régler avec l'humanité, on croyait avoir tout vu. On connaissait les camions qui roulent depuis 1984 sans changer ni l'embrayage ni le conducteur, on connaissait les cafés où l'on sert le même thé depuis l'époque de Moulay Hassan Ier, et on connaissait surtout ces transporteurs ruraux capables de réparer un moteur mort depuis l'invasion de Cuba par les américains à la baie des cochons, avec un bout de ficelle et une prière bien formulée. Mais personne n'était prêt pour la chèvre de Monsieur Moha.

Car oui, à Rich, petite ville de haute altitude, grande en histoires rocambolesques, une grève inédite paralyse depuis quelques jours les transporteurs. Une grève pas comme les autres : pas de slogans politiques, pas de banderoles compliquées, pas même de communiqué alambiqué. Non. Juste une colère froide, nette, terriblement rurale. Celle qui naît quand la dignité rencontre l'absurde.

Tout commence par une série d'« exactions » d'une frange de la gendarmerie locale.

Pas tout le corps, bien sûr, la majorité fait son travail honnêtement, comme partout. Mais il suffit parfois d'une poignée pour abîmer l'uniforme. Une poignée qui a décidé que dans cette vallée reculée, la loi pouvait être flexible comme un pneu chinois : élastique pour certains, tranchante comme un couperet pour d'autres.

D'un côté, on laissait rouler en toute illégalité des transporteurs sans papiers, sans assurance, sans visite technique, sans même parfois un frein à main en état de marche.

De l'autre, on tombait avec une rigueur olympique sur ceux en règle : contrôle, contravention, immobilisation du véhicule, sermon façon père Fouettard... et surtout, surtout, ces « prix de passage » aussi inventifs que humiliants.

800 dirhams d'amende imaginaire, selon les dires monsieur Moha et, apothéose de l'absurdité bureaucratique-pastorale : la fourniture d'une chèvre...



Par **Rachid boufous**

Oui, une chèvre.

Une vraie.

Avec plein de poils et une barbichette...

La chèvre de Monsieur Moha, transporteur de son état, homme sans doute respecté, père de famille, citoyen modèle, jusqu'au jour où il a dû, pour éviter une contravention sortie des nuages, remettre une chèvre à un gendarme en guise de règlement de contravention et dont le sens de l'éthique tient manifestement dans une poche très extensible.

La pauvre bête, innocente, fut certainement embarquée comme preuve vivante d'un système archaïque qui ne dit pas son nom. Une monnaie animale. Une taxe sur pattes. Une humiliation ineffaçable...



Alors les transporteurs ont dit stop.

Ils ont garé les camions dans les artères de la petite ville, coupé les moteurs, laissé les routes vides. Et ils ont déclaré une grève digne des grands romans du Sud : silencieuse, déterminée, imperturbable. Parce que dans ces régions où l'on mène la vie avec dignité, on peut tout accepter sauf qu'on touche à l'honneur ou aux chèvres...

La gendarmerie, dans sa très grande majorité, n'a rien à voir avec ces pratiques. Les milliers d'hommes et de femmes qui servent dans le monde rural savent ce qu'est la loyauté, la droiture, l'intérêt général.

Mais il y a toujours, dans les plis du pays, des individus qui croient que l'uniforme est un raccourci vers l'impunité. Ceux-là, heureusement, ne tardent jamais à être rattrapés par la lumière du scandale.

La chèvre de Monsieur Moha n'est pas qu'une anecdote grotesque : elle est un symbole. Celui de tous ces petits abus qui sapent la confiance, humilient les plus vulnérables et ternissent l'image d'un corps d'élite qui mérite mieux que ce folklore douteux.

En attendant, à Rich, les transporteurs continuent la grève malgré une première rencontre de conciliation avec le Gouverneur de Midelt qui a pourtant duré quatre heures et qui n'a abouti à rien de concret...

Monsieur Moha, lui, espère ne plus avoir à sacrifier une chèvre. Car dans le Tafilalet, une chèvre, ce n'est pas seulement un animal : c'est un revenu, une assurance-vie, un morceau de patrimoine familial.

C'est aussi, désormais, une preuve vivante que lorsque la dignité est piétinée, tout un village peut se lever et faire trembler même les montagnes les plus anciennes.

Mais la question lancinante est : pourquoi y a-t-il 10 barrages de gendarmerie de Meknes à Errachidia éloignées d'à peine 323 km ?

Mais ça, c'est encore une autre histoire...



AKDITAL : UN PAS EN ARRIÈRE... POUR MIEUX SAUTER.

Quartier libre

Le retrait soudain du dossier des centres médicaux de proximité, annoncé par Akdital dans une correspondance datée du 20 novembre 2025, semble faire l'effet d'un coup de frein spectaculaire.

Beaucoup y ont vu un renoncement, une volte-face.

En réalité, le texte dit tout autre chose : Akdital ne recule pas, il se repositionne.

Derrière le ton apaisant de la lettre, où le président du groupe évoque les inquiétudes de certains médecins et la nécessité de préserver la sérénité du secteur, aucun passage n'évoque l'abandon de l'idée de centres de proximité.

Le retrait concerne la procédure déposée au Conseil de la Concurrence, pas le projet lui-même. La nuance est essentielle : on suspend la bataille administrative, pas la stratégie globale. Un indice clé se glisse dans la seconde page. Le groupe annonce vouloir "réorienter ses investissements vers d'autres centres d'intérêt, notamment à l'international".

Dans le langage de la gestion, réorienter ne signifie pas renoncer. Cela signifie déplacer les pions, détourner l'attention, protéger une image mise sous pression.

Akdital choisit d'éviter l'affrontement frontal sans renoncer à ses ambitions.

La lettre s'attarde ensuite sur la relation de confiance avec les médecins libéraux, un passage inhabituellement long pour un simple communiqué technique. Ce registre montre que le groupe cherche à éteindre un feu, à rassurer une profession irritée, à reprendre la main sur une communication devenue sensible.



Par **Anwar**
CHERKAoui

Lorsqu'on insiste autant sur la collaboration et l'amitié professionnelles, c'est que la fracture n'est pas imaginaire. Un autre passage révèle la nature du retrait : Akdital parle "d'incompréhension des objectifs" de la part de certains confrères.

En communication de crise, cette formulation classique permet de se retirer sans perdre la face, tout en gardant la voie ouverte pour un retour.

Le groupe accepte la critique, ajuste son tempo, mais ne lâche pas l'idée directrice.

Les remerciements appuyés adressés aux médecins confirment l'existence d'une manœuvre plus globale : reconstruire un climat de confiance avant de relancer, sous une forme plus acceptable, l'expansion territoriale.

Un repositionnement, pas une reddition. Enfin, le rappel de la "primauté du patient" scelle la stratégie : en plaçant le malade au centre du discours, Akdital prépare déjà l'argument moral qui lui servira demain à revenir avec un projet remanié. Ce retrait n'est donc ni une défaite ni une rupture.

C'est un temps mort, une respiration stratégique. Akdital se retire aujourd'hui pour mieux revenir demain, avec un autre calendrier, un autre discours, peut-être d'autres partenaires.

Un pas en arrière, certes. Mais pour mieux sauter.



By Lody



**L'ACTUALITÉ
NE S'ARRÊTE JAMAIS.**

Pour ne rien manquer, branchez-vous sur YouTube, Kick et Twitch.
L'information se vit en direct. Et vous y avez votre place.

www.lody.ma

BRAHIM OULD ERRACHID : "LA RÉOLUTION 2797 CONFIRME LA LÉGITIMITÉ HISTORIQUE ET POLITIQUE DU MAROC SUR SON SAHARA MAROCAIN"

Alors que le Maroc commémore le cinquantenaire de la Marche Verte, symbole majeur de la récupération pacifique de ses provinces du Sud, la question du Sahara Marocain connaît un nouveau souffle sur la scène internationale.

L'adoption de la Résolution 2797 par le Conseil de sécurité de l'ONU vient conforter cette dynamique. Dans ce contexte, À partir de l'entretien réalisé par El Periódico Marroquí avec Brahim Ould Errachid, jeune cadre sahraoui originaire des provinces du Sud et membre de la Commission des Affaires étrangères du Parti de l'Istiqlal, Chaine Actu propose une lecture journalistique enrichie de ses principales positions et analyses.

Originaire d'une famille profondément engagée dans la défense de l'intégrité territoriale, Ould Errachid a grandi dans un environnement où l'histoire, l'identité et l'avenir du Sahara nourrissent les discussions quotidiennes. De cette éducation, il a hérité une vision ancrée dans la conviction nationale et un discours argumenté, articulé autour d'une lecture rigoureuse de la réalité historique et géopolitique.

La Marche Verte, un héritage vivant

Pour Ould Errachid, la célébration de la Marche Verte ne relève pas d'un simple devoir de mémoire.

Elle représente avant tout un moment d'unité nationale : « C'est le souvenir d'un peuple rassemblé derrière son Roi, reprenant une partie de son territoire sans violence et dans le respect de la légitimité historique ».

Selon lui, cette commémoration prend aujourd'hui un sens particulier à la lumière de la Résolution 2797, qui confirme la pertinence de la vision marocaine et son ancrage dans le droit et la réalité du terrain.

Dans les provinces du Sud, cette Marche demeure un repère affectif et politique. Les habitants d'El Aaiún, Dakhla ou Smara en ressentent



Par
**Aimane
Reghais**

encore l'impact à travers les infrastructures modernes, les projets structurants et la dynamique de développement qui transforme la région. « La Marche Verte a fait du Sahara une cause populaire avant d'être une affaire d'État », rappelle-t-il.

La Résolution 2797 : un tournant international

Interrogé sur la portée de la Résolution 2797, Brahim Ould Errachid se montre catégorique : le texte marque une reconnaissance internationale claire de la pertinence de l'approche marocaine.

Pour lui, cette résolution a dissipé les illusions entretenues pendant des décennies par certaines parties : « Le monde sait aujourd'hui que le Maroc est un partenaire fiable, capable et porteur de la seule solution réaliste : l'autonomie ».

L'autonomie : une vision de gouvernance avancée

Ould Errachid rappelle que le plan marocain d'autonomie, proposé en 2007, constitue une initiative souveraine fondée sur une gouvernance moderne et démocratique.

Ce projet permettrait aux habitants des provinces du Sud d'administrer leurs affaires à travers des institutions locales exécutives, législatives et judiciaires, tout en maintenant les attributs fondamentaux de la souveraineté nationale : le drapeau, l'hymne, la monnaie et les prérogatives constitutionnelles de Sa Majesté le Roi, notamment en matière de sécurité, de défense et de diplomatie.

La mise en œuvre de ce plan, explique-t-il, doit être progressive, responsable et dépendante du sérieux des autres parties dans le processus politique.

Coopération internationale : un levier stratégique

Pour le jeune responsable istiglalien, la coopération internationale particulièrement africaine joue un rôle clé dans la transformation du Sahara marocain en plateforme économique continentale.

Il évoque notamment le port de Dakhla, les zones logistiques et les nouvelles routes qui renforceront l'intégration économique régionale et attireront davantage d'investissements.

Un développement porté par une vision royale

Ould Errachid met en avant les projets structurants lancés par Sa Majesté le Roi Mohammed VI dans les provinces du Sud.

Ces initiatives ont amélioré le quotidien des habitants, modernisé les infrastructures et créé des opportunités économiques qui ouvrent la voie à un développement durable et équilibré.

Un message aux nouvelles générations

À l'adresse des jeunes Marocains, il délivre un message ferme : « Vous êtes les héritiers d'une patrie solide qui ne transige ni sur son histoire ni sur sa souveraineté. Les méthodes de défense évoluent, mais le principe demeure : l'unité nationale est non négociable ».

Une génération engagée

À travers son discours, Brahim Ould Errachid incarne le renouveau d'une jeunesse sahraouie consciente, déterminée et pleinement investie dans la défense de l'intégrité territoriale du Royaume.

Son témoignage illustre la continuité d'un engagement national qui traverse les générations et s'inscrit dans un Maroc fort, stable et tourné vers l'avenir.



UNE AVANCÉE MAJEURE POUR REPENSER L'INCLUSION DES JEUNES

La publication récente de Hajar Saoud dans l'*International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics* propose une refondation complète de notre compréhension des mécanismes d'exclusion des jeunes. Cette recherche marocaine ouvre des perspectives radicalement nouvelles pour repenser l'action publique en faveur de l'inclusion.

Capital relationnel : le nouveau paradigme

La communauté scientifique internationale accueille avec un vif intérêt la publication de Hajar Saoud, doctorante au Centre des Études Doctorales en Droit et Économie de l'Université Mohammed V de Rabat. Co-écrite avec le Professeur Morad Sbiti, cet article intitulé "Entre invisibilité statutaire et reconnaissance active : la jeunesse comme défi relationnel" représente une contribution majeure aux débats contemporains sur l'inclusion des jeunes.

La recherche menée par Hajar Saoud s'attaque frontalement à l'un des problèmes les plus persistants des sociétés modernes : l'exclusion durable des jeunes ni en emploi, ni en études, ni en formation (NEET). Loin des approches conventionnelles qui tendent à individualiser la responsabilité de l'insertion, l'article propose une analyse systémique mettant en lumière les mécanismes structurels de désaffiliation statutaire (un processus de désaffiliation sociale lié à la perte ou à la fragilisation des liens sociaux traditionnellement liés au statut d'un individu).

L'originalité de cette publication réside dans son approche théorique intégrative, articulant sociologie des parcours de vie, psychologie du travail et ingénierie des dispositifs d'accompagnement. Les auteurs développent le concept novateur de "capabilité relationnelle", définie comme la capacité à s'inscrire dans des interactions socialement reconnues permettant la conversion effective des ressources en opportunités réelles.



Le travail de Hajar Saoud s'appuie sur une revue de littérature exhaustive, mobilisant les théories de Bourdieu sur le capital social, les approches de Fraser et Honneth sur la reconnaissance, ainsi que le cadre conceptuel des capacités développé par Sen et Nussbaum. Cette hybridation théorique permet de construire un modèle d'analyse particulièrement puissant pour comprendre les dynamiques contemporaines d'exclusion.

L'article démontre de manière convaincante que l'invisibilité institutionnelle des jeunes NEET ne résulte pas d'une absence de relations sociales, mais d'une inadéquation entre leurs formes de sociabilité

et les matrices institutionnelles de reconnaissance. Cette dissonance interactionnelle produit ce que les auteurs nomment une "désindexation institutionnelle" (processus par lequel certains jeunes deviennent inopérants dans l'espace d'intervention publique).

La force particulière de cette recherche tient à son ancrage dans le contexte marocain, utilisé comme "analyseur critique" des modèles universalistes dominants. Le cas marocain révèle avec une acuité particulière les limites des approches prescriptives centrées sur l'activation individualisée, dans des contextes marqués par la précarité cumulative et la fragmentation des interfaces institutionnelles.

Les implications pratiques de cette recherche sont considérables. Hajar Saoud et son co-auteur proposent rien moins qu'un changement de paradigme dans la conception des politiques jeunesse : il ne s'agit plus d'adapter les jeunes aux dispositifs, mais d'ajuster les dispositifs aux configurations relationnelles existantes. Cette inversion perspective ouvre la voie à une "ingénierie relationnelle capacitaire" centrée sur la création d'environnements facilitateurs plutôt que sur la correction des individus.

La publication de cet article dans une revue internationale de renom témoigne de la vitalité de la recherche marocaine en sciences sociales et de sa capacité à contribuer significativement aux débats globaux sur les questions de jeunesse et d'inclusion. Le travail de Hajar Saoud participe au repositionnement du Maroc comme espace de production théorique innovante, capable d'éclairer des problématiques universelles à partir de situations contextuelles spécifiques.

Pour les décideurs politiques, les praticiens de l'insertion et les chercheurs, cette publication offre des outils conceptuels précieux pour repenser l'action publique en faveur de l'inclusion des jeunes. Elle invite à dépasser les logiques purement quantitatives et normatives pour développer une approche qualitative, relationnelle et contextuelle des parcours d'insertion.

Cette contribution scientifique arrive à point nommé alors que de nombreux pays, dont le Maroc, cherchent à repenser leurs dispositifs d'accompagnement des jeunes en difficulté d'insertion. Elle offre des pistes concrètes pour construire des politiques plus efficaces, plus justes et plus respectueuses de la diversité des trajectoires juvéniles.



UN ALGÉRIEN EXFILTRÉ DE SON PAYS PAR L'ARMÉE ALLEMANDE !

« J'ai commencé à écrire comme on enfile une tenue de combat » – Boualam Sansal.

Le monde entier, littéraire et politique, retenait son souffle depuis un peu plus d'un an. Le sort de Boualam Sansal était indexé au bras de fer entre l'Algérie et la France. D'escalade en escalade, l'emprisonnement absurde de Boualam Sansal ne cessait de susciter des espoirs déçus.

Tout cela pour avoir rappelé un fait historique, que le Sahara oriental avait été arraché au Maroc et annexé à l'Algérie par la France coloniale.

Certes en des termes vexatoires, mais c'est un algérien. Les algériens sont doués de rhétorique, maîtrisent l'argumentation, et le verbe, au point d'avoir su s'inventer une fausse histoire, des mythes, et de nombreux martyres, un faux patrimoine, et à partir de déviations verbales une justice internationale à appliquer sans à-propos. Là où la plupart des marocains ne savent que travailler et en rire.

« Je ne le graciera pas, quoiqu'il en coûte » avait déclaré le président Tebboune. Bref « ce traître », cet « espion franco-marocco-sioniste », de « père inconnu », de « grand-mère maternelle tenancière de bordel », « ce fils de p.... » pour résumer, devait « mourir en prison et n'en sortir que les pieds devant dans un linceul ».

Mais Boualam Sansal est d'une autre trempe que le Dr Amina Bouraoui, exfiltrée avant lui par la France via la Tunisie, et qui s'est imposé le silence.

Lui a refusé auprès du « visiteur du soir » de s'engager à se taire, et à tout de même été exfiltré par le pays qui soigne le président, si le président voulait continuer à bénéficier de ces soins germaniques.

Boualem Sansal n'est pas mort, il a résisté, il a survécu à sa prise d'otage, il a réussi à lire Balzac, l'écrivains des tensions contradictoires de la révolution française.



Par
**Aziza
BENKIRANE**

Il a sûrement déjà écrit son prochain livre sur une prison moyenâgeuse déshumanisante, à deux pas d'Alger, digne des plus célèbres pénitenciers du Salvador ou du Brésil, de l'Alcatraz ou de l'île de Gorée.

Boualam Sansal a fait mieux encore, par son âge avancé, et sa prostate diplomatique, sa grâce présidentielle « à titre humanitaire » permet aux algériens de réclamer la grâce de tous les vieux, et malades de la célèbre prison d'El Harach, sans même dénoncer leur statut de prisonniers d'opinion.

L'Algérie a été sansalisée, par un natif de Boumerdès, tkakat.



LODJ

WEB RADIO

By Lodj

R212

La web
Radio
des
marocains
du monde



WWW.LODJ.MA

ET SI LE MAROC DEVENAIT DISCRÈTEMENT ANGLOPHONE ?

Room

Le Maroc vient de franchir un cap symbolique : pour la première fois, le niveau d'anglais de la population dépasse la moyenne mondiale. Un bond discret mais lourd de sens, qui ouvre une question vertigineuse : et si, sans bruit, le Royaume était en train de basculer vers un bilinguisme arabe-anglais ? Ou même, plus audacieux encore... vers une "anglophonisation" progressive, portée par une jeunesse connectée et une économie qui regarde droit vers l'avenir ?

Un score qui interpelle : le Maroc dépasse la moyenne mondiale

On ne le dira peut-être pas assez : passer au-dessus de la moyenne mondiale en anglais, même d'un souffle, n'est jamais anodin.

L'Édition 2025 de l'EF English Proficiency Index (EF EPI) montre un Maroc à 492 points, devant la moyenne internationale fixée à 488. Mieux encore, le pays grimpe de 13 places, se hissant désormais au 68^e rang sur 131 pays et régions.

Le Maroc reste classé dans une catégorie "Maîtrise faible", c'est vrai. Mais il frôle le niveau "Modéré", qui commence à 500 points. C'est un peu comme un coureur qui n'a plus qu'une ligne blanche à franchir pour passer dans une autre division. On y est presque.

Pour beaucoup d'experts, cette progression n'est pas un hasard mais le symptôme d'une mutation culturelle en cours. Une mutation silencieuse, mais profonde.

Une question resurgit : le Maroc est-il en train de devenir un pays anglophone par la force de ses jeunes plutôt que par décret politique ?

La lecture en anglais : le Maroc excelle, et cela change tout

Le Maroc atteint 532 points en compréhension écrite. Ce n'est pas un détail technique, c'est un tournant sociologique.



par **Adnane Benchakroun**

Ce score place le pays en "Maîtrise modérée", et surtout révèle une réalité que les salles de classe n'expliquent pas : c'est Internet qui enseigne l'anglais au Maroc.

TikTok, YouTube, Reddit, les forums, les tutoriels, les podcasts, les MOOC... Voilà le vrai professeur d'anglais de la génération 15-35 ans.

Une enseignante de Casablanca m'expliquait récemment en souriant :

« Les élèves n'attendent même plus le cours. Ils consomment déjà l'anglais toute la journée, ils vivent dedans. »

C'est peut-être là l'une des singularités marocaines : une langue qui ne s'apprend pas, mais qui s'infiltre.

Écouter, parler, écrire : les défis restent bien réels

Mais tout n'est pas rose.

L'étude révèle que les compétences de compréhension orale, de production écrite et d'expression orale restent faibles. Rien d'étonnant : le système éducatif marocain, malgré ses efforts, demeure trop théorique.

On apprend les règles mais on ne parle pas. On comprend les textes mais on n'ose pas les discuter. Un professeur résume la situation d'une phrase qui pique un peu :

« Le Maroc sait lire l'anglais, mais ne sait pas encore vivre en anglais.

L'écart entre lecture et oral n'est pas une fatalité. C'est un appel à repenser les méthodes pédagogiques. C'est aussi une invitation à renforcer la confiance linguistique d'une jeunesse qui, paradoxalement, comprend mieux qu'elle ne croit.

Le classement par villes apporte une autre surprise : le leadership de Rabat, qui atteint 517 points, suivie par Fès et Benguerir (515 chacune).

Ces trois villes se situent dans la catégorie "Maîtrise modérée".

Ce trio n'est pas hasard mais la question se pose pour Marrakech !

Rabat : capitale institutionnelle, capitale universitaire, capitale diplomatique.

Fès : ville d'universités, de lycées scientifiques, de classes préparatoires.

Benguerir : ville de l'OCP, de l'Université Mohammed VI Polytechnique, du digital et de la recherche.

On voit se dessiner une carte du Maroc où l'anglais se développe là où l'économie du savoir se renforce.

Au niveau régional, seuls Fès-Meknès (502) et Tanger-Tétouan-Al Hoceima (500) franchissent ou atteignent le seuil clé des 500 points. Le Nord, avec Tanger comme capitale des flux mondiaux, confirme une fois encore son ADN international.

Métier par métier : l'anglais façonne déjà l'économie marocaine

Le rapport EF EPI 2025 dévoile un détail fascinant : les secteurs les plus performants sont précisément ceux qui portent l'économie marocaine de demain.

- *Ressources humaines* : 548 points
- *Recherche & Développement* : 543 points
- *IT* : 504 points
- *Service client* : 502 points

Le message est limpide : les métiers à forte valeur ajoutée sont déjà anglophones ou en passe de le devenir. Dans les RH, dans la tech, dans la R&D, dans les services internationaux, l'anglais n'est plus un bonus. C'est une clé.

À l'inverse, deux secteurs structurants affichent des retards :

- *Marketing* : 422 points
- *Comptabilité & Finance* : 425 points

C'est le signe d'un paysage professionnel encore inégal, où certains métiers se globalisent à grande vitesse pendant que d'autres restent rivés à leurs pratiques traditionnelles.

Le Maroc, hub africain et méditerranéen : l'anglais comme accélérateur stratégique

L'EF EPI 2025 insiste : dans une économie mondialisée, l'anglais n'est plus un luxe académique mais une infrastructure invisible.

Pour un pays qui se veut plateforme entre l'Europe, l'Afrique et le monde arabe, l'anglais devient un multiplicateur de puissance.

Il permet d'attirer les talents, d'accélérer l'innovation, de négocier à armes égales, de déployer la R&D et renforcer l'internationalisation des entreprises marocaines.

À l'heure où les start-up marocaines s'exportent, où les chercheurs collaborent avec le monde entier, où les étudiants naviguent entre continents, l'anglais n'est plus un débat identitaire. C'est un outil stratégique.

Une transition réelle, mais pas encore une révolution

Le rapport met en lumière les faiblesses :

- une maîtrise encore jugée faible,
- un oral fragile,
- des écarts territoriaux importants,
- des métiers stratégiques à la traîne,
- un enseignement trop théorique.

Mais, la dynamique est indéniable :

- une progression exceptionnelle (+13 places),
- une jeunesse massivement exposée à l'anglais,
- une économie en transformation,
- des universités motrices,
- une présence digitale qui explose.



Le Maroc est à un carrefour linguistique.

On n'est pas encore un pays anglophone. Mais on n'est plus tout à fait un pays francophone non plus. On avance dans un modèle hybride, organique, spontané, façonné par l'économie et les écrans plus que par l'administration. Une transformation "bottom-up", discrète mais irrésistible.

Un Maroc anglophone en 2035 ? Et pourquoi pas...

Si la tendance persistait vingt ans, l'anglais pourrait s'imposer non pas contre les autres langues, mais à côté d'elles. Un Maroc multilingue, ancré dans ses identités, ouvert sur le monde, capable de naviguer culturellement et économiquement dans plusieurs univers à la fois.

La question n'est finalement plus : Le Maroc va-t-il devenir anglophone ?

Mais plutôt : Combien de temps cela prendra-t-il... et qui sera prêt à en tirer parti ?

L'EF EPI, c'est quoi au juste ?

L'EF English Proficiency Index, plus connu sous le nom EF EPI, est aujourd'hui la plus grande étude mondiale dédiée à la maîtrise de l'anglais. Chaque année, l'organisme international Education First analyse les résultats de plus de deux millions de personnes, issues de plus de 130 pays et régions, à travers un test standardisé gratuit disponible en ligne.

L'objectif ? Mesurer le niveau réel d'anglais des adultes, indépendamment des systèmes scolaires nationaux. L'indice évalue la compréhension écrite, la compréhension orale, l'expression et l'usage général de la langue dans un contexte quotidien et professionnel.

Le classement n'est pas qu'une photographie linguistique : il sert aussi de baromètre économique et social, car un bon score en anglais est souvent corrélé à l'ouverture internationale, à l'innovation et à l'employabilité.

Pour les gouvernements, les entreprises et les universités, l'EF EPI est devenu un outil stratégique permettant d'identifier les forces, les faiblesses et les tendances d'un pays dans un monde où l'anglais reste la langue dominante du commerce, de la technologie et de la recherche.

En résumé, l'EF EPI n'est pas seulement une mesure académique : c'est une boussole mondiale de la compétitivité linguistique.



By Lodj

LODJ24

LA
WEB TV

100% digitale
100% Made in Morocco



WWW.LODJ.MA

LA BULLE DE L'IA DEVIENT IMPOSSIBLE À IGNORER !

Room

L'engouement autour de l'intelligence artificielle ne faiblit pas, mais un vent de scepticisme souffle désormais sur la Silicon Valley. Entre les ventes massives d'actions chez plusieurs géants de la tech, les performances financières spectaculaires, et les inquiétudes grandissantes des investisseurs, le secteur de l'IA donne à voir un paysage traversé par des signaux contraires.

Entre Euphorie et Inquiétudes..

D'un côté, Peter Thiel, cofondateur de PayPal et de Palantir, a choisi de se désengager totalement de Nvidia, pourtant devenue la première entreprise au monde à franchir les 5 000 milliards de dollars de capitalisation. Le milliardaire avait déjà comparé la frénésie actuelle autour de l'IA à la bulle internet de 1999 et restructure désormais son portefeuille autour de valeurs qu'il estime plus diversifiées.

À l'inverse, le conglomérat japonais SoftBank de Masayoshi Son profite pleinement de la vague. Le groupe vient d'annoncer un bénéfice trimestriel de 14 milliards d'euros, porté par ses paris gagnants dans l'IA. SoftBank a même racheté Ampere Computing et noué un partenariat ambitieux avec OpenAI.



par **Mohamed Aït Bellahcen**

Au-delà des grands investisseurs, c'est l'écosystème lui-même qui exprime ses doutes. Lors d'une conférence sur l'IA, plus de 300 fondateurs et investisseurs ont été interrogés sur les start-ups qu'ils vendraient à découvert. En tête : Perplexity et OpenAI, deux entreprises emblématiques de la révolution actuelle.

Même OpenAI, pourtant leader incontesté, suscite des réserves, notamment en raison de dépenses d'infrastructure annoncées qui dépasseraient les mille milliards de dollars.

Les acteurs du secteur reconnaissent qu'un cycle technologique repose souvent sur une forme de bulle, à l'image des avertissements de Bill Gates et Jeff Bezos. Pour certains investisseurs, la question n'est pas de savoir si un rééquilibrage surviendra, mais quelles entreprises émergeront réellement une fois la frénésie retombée.





www.pressplus.ma



LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



Pressplus est le kiosque 100% digital et augmenté de **L'ODJ Média** du groupe de presse **Arrissala SA** qui vous permet de lire une centaine de nos **magazines, hebdomadaires et quotidiens** gratuitement.

Que vous utilisiez votre téléphone mobile, votre tablette ou même votre PC, **Pressplus** vous apporte le kiosque directement chez vous



SCAN ME

SANSAL, LES ALLUMETTES ET LES GÉNÉRAUX PYROMANES... UN RÉGIME QUI FLAMBE PLUS VITE QUE SES FORÊTS

En Algérie, tout brûle... Les forêts, les nerfs, la crédibilité du régime... et parfois même les scénarios officiels, tellement mal ficelés qu'ils s'effondrent avant même d'atteindre la scène... Et au milieu de cet incendie national, voilà que rejaillit le nom de Boualem Sansal, écrivain de renom, soudainement transformé en pompiers-pyromane selon la météo politique du moment...



Gestion publique, ONG et agences onusiennes en synergie vigilante

La courbe ascendante des personnes placées sous protection internationale au Maroc n'est plus un simple soubresaut statistique: elle trace le contour d'une recomposition géopolitique où le Royaume se situe désormais au croisement des mobilités africaines, levantines et parfois latino-américaines. Les 19.756 réfugiés et demandeurs d'asile enregistrés à fin juillet 2025 constituent un seuil symbolique, révélant autant la capacité institutionnelle accrue que les tensions latentes d'une hospitalité en construction.

Derrière le chiffre, une mosaïque : Syriens toujours présents bien que les flux se soient taris, Yéménites, Soudanais fuyant la fragmentation territoriale, ressortissants du Sahel cherchant à échapper à l'hybridation des violences, mais aussi Congolais, Ivoiriens ou Camerounais pour lesquels le Maroc cesse progressivement d'être simple étape vers l'Europe. L'effet de rétention découle d'un double mouvement: durcissement des passages clandestins nordiques et amélioration relative, quoique inégale, de l'accès aux services de base dans certaines villes marocaines.

Le dispositif institutionnel a gagné en densité: Bureau des réfugiés et apatrides réorganisé, articulation opérationnelle avec le HCR, partenariats municipaux pilotes à Rabat, Oujda ou Casablanca autour de l'accès à la scolarisation et à la santé. Pourtant, l'intégration économique demeure le talon d'Achille. L'emploi informel absorbe la majorité des compétences, avec un risque de sous-qualification durable.

Par **Mohammed Yassir Mouline**

Et pour appuyer la demande, le président allemand a même rappelé à Tebboune sa carte de fidélité aux hôpitaux allemands... Un argument sanitaire très convaincant... Alors, libération immédiate... Le régime qui se vante d'être une « puissance régionale » a cédé en moins de temps qu'il ne faut pour dire Schwarzwaldklinik « Clinique de la Forêt-Noire »...

Un régime qui change d'avis plus vite qu'un enfant capricieux

Insulter un écrivain un jour... Le gracier le lendemain... Hurler contre l'étranger à midi... S'agenouiller devant lui à minuit !! L'Algérie officielle ressemble à un sketch permanent... Une sorte de théâtre de guignol politique où les ficelles sont tellement visibles que même le public n'applaudit plus... Ce n'est plus un État... c'est une bande de réactionnaires errants, agissant par impulsion, improvisation et trouille diplomatique...

On dirait un gouvernement dirigé par un comité de crise... qui serait lui-même toujours en crise... Derrière les discours enflammés sur la « souveraineté », la réalité est simple... Au premier coup de fil sérieux venu d'Europe ou d'Amérique, tout le monde se met au garde-à-vous !!

Pressions extérieures et le Sahara marocain

Le régime militaire, si prompt à jouer les durs devant ses citoyens, fond comme beurre fondu dès qu'un grand de ce monde hausse un sourcil... Sansal, que certains promettaient de ne jamais libérer, sort finalement par la grande porte grâce aux pressions extérieures... Et ce n'est qu'un début... Car si le dossier d'un écrivain a mis le système à genoux... Attendez de voir celui du Sahara marocain...

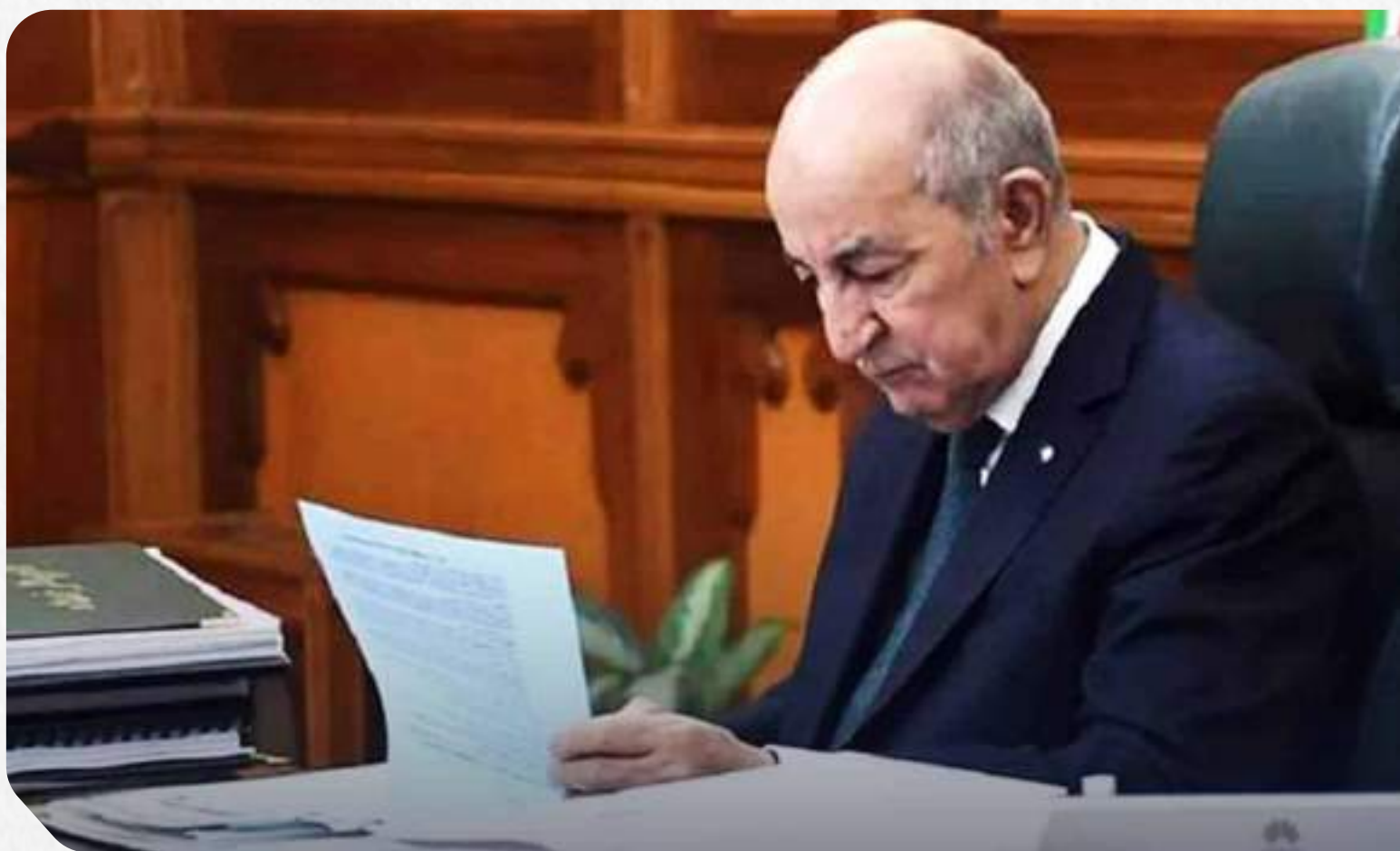
Face à la pression américaine, le régime militaire pourrait bien effectuer un virage à 360 degrés, renier 50 ans de propagande, et plier comme un roseau malade... Sinon, ce sera la chute libre... files d'attente interminables, coupures d'eau, répression systématique, soutien aux groupes armés dans le Sahel, mercenaires envoyés ici et là, et alliances douteuses avec Téhéran et le Hezbollah... Tout finira par remonter à la surface... Et quand cela arrivera, il ne restera du régime qu'un tas de cendres... celles-là mêmes qu'il aura lui-même semées...

La lumière finit toujours par l'emporter sur la fumée

Et pendant que l'autre côté de la frontière s'agite entre incendies réels et crises imaginaires, le Royaume du Maroc, lui, avance, construit, se projette... Là où Alger brûle ses forêts, Rabat verdit son avenir... Là où les généraux étouffent les voix libres, le Maroc multiplie les chantiers, ouvre ses ports, trace ses autoroutes, envoie ses satellites et bâtit son futur à coups d'ambition assumée...

D'un côté, un régime militaire qui tourne en rond depuis soixante ans, pris au piège de ses propres fumées... De l'autre, une monarchie réformatrice qui transforme chaque défi en opportunité, chaque crise en élan, chaque horizon en plateforme de décollage... L'Algérie officielle sombre dans la diversion, la paranoïa et la pyromanie politique... Le Maroc, lui, s'élève par la stabilité, l'innovation et la vision royale...

Là où le voisin hésite, vacille, s'invente des ennemis et se perd dans ses propres flammes... Le Maroc trace sa route, sûr de lui, solide, cohérent, fidèle à la promesse d'un pays qui ne cesse de surprendre le monde... Et si les généraux d'Alger veulent continuer à jouer avec les allumettes, grand bien leur fasse... Le Royaume du Maroc, lui, avance à la lumière... Et dans l'histoire des nations, la lumière finit toujours par l'emporter sur la fumée.



ARRÊTER D'OPPOSER L'HUMAIN ET L'IA : IL EST TEMPS D'ORGANISER UNE COHABITATION LUCIDE

Discussion approfondie avec M. Mourad Asli DAF et DH du groupe Arrissala

Le débat autour de l'intelligence artificielle ressemble de plus en plus à une vieille querelle qui tourne en boucle : d'un côté, ceux qui redoutent une machine froide et prédatrice ; de l'autre, ceux qui y voient une baguette magique prête à résoudre nos problèmes structurels. Entre ces deux visions simplistes, une évidence s'impose pourtant : la société marocaine, comme toutes les autres, devra apprendre à organiser sa cohabitation avec l'IA, sans panique inutile ni confiance aveugle. La question n'est plus "faut-il l'accepter ?" mais "comment en faire un allié sans perdre notre boussole humaine ?"

IA et la peur du remplacement : un réflexe naturel, mais pas une fatalité

La semaine dernière, le DRH de notre Groupe de presse Arrissala me disait : Dans presque toutes les réunions RH auxquelles j'ai assisté ces derniers mois, la même inquiétude revient : "Est-ce que l'IA va supprimer les emplois ?" Et chaque fois, je notice le même silence lourd, cette manière de retenir son souffle comme si l'on parlait d'un cataclysme annoncé. Pourtant, les données disponibles racontent une histoire plus nuancée.

L'IA n'est pas un bulldozer venu écraser l'emploi. Elle bouleverse, oui ; elle déplace, c'est certain ; mais elle ne vide pas soudain les usines, pas plus qu'elle ne remplace un bureau entier de comptables du jour au lendemain. Les transformations économiques ont toujours eu deux faces : destruction d'un côté, création de l'autre. Les métiers du digital, de la cybersécurité, de la data n'existaient même pas dans le vocabulaire marocain il y a vingt ans.

Aujourd'hui, ils forment un secteur structurant.

Une anecdote récente me revient. Un data scientist, rencontré autour d'un café à Casablanca, m'a dit une phrase simple mais honnête :

« Franchement, personne ne sait où on sera dans cinq ans. La seule certitude, c'est que ceux qui refusent d'apprendre seront les plus vulnérables. »



Room

Par **Adnane Benchakroun**

Cette lucidité m'a marqué. Elle résume bien l'état actuel des choses : nous naviguons dans un océan inconnu, mais nous ne sommes pas condamnés à couler.

Avec L'IA il faut Cohabiter, pas Combattre

L'idée centrale n'a rien d'un slogan : humains et IA finiront par cohabiter. Pas dans une compétition absurde, mais dans un partage des rôles où chacun apporte son meilleur. Le Maroc n'a rien à gagner à installer une ligne de front entre ses compétences humaines et ses outils numériques. Il y a, au contraire, beaucoup à perdre : innovation freinée, productivité bridée, jeunes découragés, entreprises dépassées.

Alors il faut penser en architectes, pas en pompiers. Et poser, dès maintenant, des règles modernes et adaptées à notre réalité nationale.

1. Des quotas d'automatisation pour éviter la casse sociale

Comme il existe des quotas pour équilibrer local et international dans certains secteurs, pourquoi ne pas imaginer des quotas d'automatisation ? Pas plus de X% de tâches totalement déléguées à des IA dans un secteur donné, surtout dans les phases de transition.

C'est une manière d'éviter l'effet "tsunami" sur les emplois vulnérables, tout en permettant aux entreprises d'avancer. Une économie intelligente n'est ni technophobe ni technopropulsée : elle ajuste.

2. Les métiers qui doivent rester entièrement humains

Certaines responsabilités portent en elles une dimension morale qui dépasse toute équation algorithmique : présider un pays, rendre justice, arbitrer des décisions politiques ou diplomatiques. Ce sont des fonctions qui nécessitent une expérience vécue, un sens de l'empathie, et une intuition que les machines n'auront jamais.

En revanche, imaginer des assistants IA capables d'aider un juge à analyser des milliers de pages, ou un ministre à décortiquer un rapport technique en quelques secondes, est non seulement plausible, mais souhaitable. L'IA peut éclairer, mais jamais décider à la place de la conscience humaine.

3. Une carte d'identité pour les IA : traçabilité obligatoire

Le Maroc gagnerait à instaurer un statut légal clair, semblable à une "carte d'identité numérique", permettant de savoir :

- qui a développé l'IA ;
- dans quel cadre elle agit ;
- quelles responsabilités elle engage ;
- quelles limites elle doit respecter.

Cette transparence éviterait bien des dérives. Elle permettrait surtout aux citoyens de conserver leur confiance dans le numérique, un élément stratégique dans une société où la désinformation circule à la vitesse de la fibre.

4. Le "Human in the loop" : une ligne rouge éthique

Dans les domaines sensibles — santé, recrutement, justice, finance, sécurité — la décision finale doit rester humaine. L'IA peut recommander, calculer, prédire... mais la responsabilité morale, juridique et sociale ne peut être externalisée vers une machine.

Cette règle est à la fois un garde-fou et une boussole : elle rappelle que le progrès technologique ne doit pas affaiblir la place centrale de l'humain dans la construction de son propre destin.

5. Taxer la productivité générée par l'IA pour financer la formation

Une entreprise qui gagne 100 millions grâce à l'automatisation devrait contribuer, d'une manière ou d'une autre, à la montée en compétence des travailleurs. Appelons cela un "dividende humain".

Il ne s'agit pas de punir ceux qui innovent. Il s'agit de s'assurer que la richesse générée par les machines irrigue la société marocaine dans son ensemble, notamment par la reconversion, l'éducation, l'apprentissage continu.

Le Maroc a déjà réussi de grandes transitions du textile à l'automobile, puis à l'aéronautique en investissant dans la formation. Pourquoi serait-ce différent avec l'IA ?

6. Former les enfants à la cohabitation avec l'IA, dès l'école

L'IA n'est pas un danger. L'ignorance, si.

Les élèves marocains doivent apprendre à utiliser l'IA comme on apprend à lire ou à écrire : par couches successives, sans fascination ni peur. Car demain, les plus vulnérables ne seront pas ceux qui travaillent avec l'IA, mais ceux qui l'ignorent.

Je le répète souvent aux jeunes candidats que je rencontre en entretien :

« L'IA ne remplacera pas les humains. Mais les humains qui savent manier l'IA remplaceront ceux qui ne l'utilisent pas. »

C'est brutal, mais c'est vrai. Et refuser de le voir serait irresponsable.

L'IA, entre menace fantasmée et opportunité mal comprise

On peut dire que l'IA est rapide, imprévisible, parfois biaisée. Elle peut amplifier des inégalités et fragiliser des secteurs entiers si elle est mal encadrée. Sa vitesse défie nos institutions.

Mais, elle est un levier formidable : gain de temps, efficacité, capacité analytique démultipliée, soutien aux secteurs en tension (santé, justice, enseignement), attractivité économique accrue.

Le Maroc n'a pas le luxe de choisir entre peur et enthousiasme. Il doit conjuguer les deux et garder le cap : innovation encadrée, progrès partagé, société protégée.

Ce n'est pas la fin du travail.

C'est le début d'une nouvelle organisation sociale.

Et nous avons encore la possibilité — rare — de choisir la manière dont elle commencera.

La vraie question n'est plus "que va faire l'IA ?" La vraie question est : "que voulons-nous en faire ?"

L'avenir ne sera ni humain contre IA, ni IA contre humain. L'avenir sera hybride. Et le Maroc, s'il trace des règles claires, peut devenir l'un des premiers pays à organiser cette cohabitation avec intelligence, prudence et ambition.



CRISE SINO-JAPONAISE : LE RETOUR DES VIEUX DÉMONS

La tension est montée entre la Chine et le Japon suite à des déclarations de la nouvelle cheffe du gouvernement nippon, Sanae Takaichi, relative à Taïwan. Le risque d'un conflit armé imminent en Extrême-Orient est peu probable, mais la situation n'y fait que s'envenimer.



La sortie de la première ministre japonaise, Sanae Takaichi, devant une commission parlementaire, le 7 novembre, laissant entendre que le Japon pourrait intervenir militairement dans un potentiel conflit armé entre la Chine et Taïwan est plutôt déconcertante.

Première femme à se faire élire à la tête du gouvernement japonais, pas plus tard que le 21 octobre, la conservatrice Sanae Takaichi, également présidente du parti libéral-démocrate, semble aussi représenter un tournant majeur dans la politique extérieure du Japon.

La constitution nipponne, adoptée en 1947 à la fin de la Seconde Guerre mondiale, le Japon étant alors dans le camp des perdants et sous occupation américaine est-il nécessaire de rappeler, stipule clairement dans son article 9 que « le peuple japonais renonce à jamais à la guerre ».

Du pacifisme au réarmement

Depuis lors, le Japon ne possède pas plus que des forces d'autodéfense, toutefois renforcées sous le mandat du prédécesseur de Sanae Takaichi, Shigeru Ishiba (du 1er octobre 2024-21 octobre 2025), présumé cherchant à pousser vers une révision de la constitution, permettant de supprimer le fameux article 9.

Sanae Takaichi s'inscrit également dans le courant politique de l'ancien premier ministre Shinzo Abe (du 26 septembre 2006-26 septembre 2007 et du 26 décembre 2012 au 16 septembre 2020), le premier haut dirigeant nippon a tenté de réorienter la politique extérieure du Japon pour l'éloigner de son pacifisme.

Par **Ahmed Naji**

L'actuelle cheffe du gouvernement japonais a occupé plusieurs postes ministériels sous les deux gouvernements Shinzo Abe et continue, donc, dans la même stratégie de réarmement du Japon. Elle veut porter le budget de la défense japonaise à 2 % du Pib,

soit deux ans avant l'échéance portée sur le plan d'augmentation des dépenses militaires initié par son prédécesseur.

La fureur du dragon

La réaction de Pékin aux propos, considérés comme provocateurs, de la nouvelle première ministre japonaise relatifs à Taïwan, ne s'est évidemment pas fait attendre. Le ministère des affaires étrangères chinois a convoqué l'ambassadeur du Japon, le 13 novembre, pour le mettre en garde contre toute ingérence à Taïwan, considérée par la Chine comme faisant partie intégrante de son territoire.

Le 16 novembre, Pékin a déployé 30 avions militaires et 7 navires de guerre dans les eaux entourant les îles Senkaku, un archipel sous contrôle japonais situé à quelque 170 kms de Taïwan, selon le ministère de la Défense de cette dernière.

La Chine a, par ailleurs, « déconseillé » à ses ressortissants de se rendre au Japon. 7,5 millions de touristes chinois ont visité le Japon, au cours des 9 premiers mois de l'année en cours. Le manque à gagner ainsi infligé à l'économie nipponne est à considérer comme une sanction économique de la part de Pékin.

Le militarisme de la « Dame de fer »

Il est important de noter que la volonté des gouvernements dirigés par le parti libéral-démocrate de réarmement du Japon ne suscite pas un grand enthousiasme populaire, bien au contraire.

Le pacifisme n'est pas perçu par le peuple japonais comme imposé par le vainqueur américain. Ce serait même un motif de fierté, a expliqué Constance Sereni, historienne spécialiste du Japon contemporain à l'Université de Genève, lors d'une émission diffusée le 6 novembre par la RTS (Radio Télévision Suisse).

De toute évidence, la présence d'une femme à la tête d'un pays comme le Japon avec un lourd passé militariste et impérialiste, Taïwan ayant même été sous occupation nipponne de 1895 à 1945, n'est pas une garantie de pacifisme.

Certains journalistes l'ont surnommé la « Dame de fer », en référence à la première ministre britannique, Margaret Thatcher (1979-1990), qui a mené, en 1982, la guerre des Malouines contre l'Argentine.

À la différence près que la Chine n'est pas l'Argentine. Et il n'est pas certain que l'allié américain, qui n'est pas parvenu à faire plier genoux à la Russie en sacrifiant l'Ukraine, peut faire mieux aux confins orientaux du Pacifique.



LETTRE OUVERTE À ÉRIC ZEMMOUR : L'HEURE EST VENUE DE RÉÉCRIRE VOTRE "GRAND REMPLACEMENT"...

Billet

Monsieur Zemmour, si vous prépariez réellement l'élection présidentielle de 2027, il faudrait sans doute commencer par réécrire votre récit du "Grand Remplacement". Non pas pour l'adoucir, ni pour l'enrober d'un vernis technologique, mais pour reconnaître que la transformation la plus radicale que connaît la France ne vient ni des frontières, ni des berceaux : elle vient des algorithmes.

Le "Grand Remplacement" 4.0

Depuis deux ans, l'IA agentique, ces systèmes capables de planifier, agir et décider sans instruction humaine continue – se déploie dans tous les secteurs. Elle bouleverse déjà le travail, redistribue le pouvoir économique et recompose silencieusement l'ordre social.

Ce que vous décriviez comme une dynamique démographique s'apparente désormais à un phénomène beaucoup plus large : un déplacement du contrôle humain vers des systèmes autonomes capables d'organiser nos vies à notre place.

Je me permets donc d'attirer votre attention sur un phénomène qui, j'en suis sûr, saura captiver votre imagination : l'IA agentique. Mais pas la version lisse et tranquille, celle qui se contente de répondre à des questions ou de remplir des formulaires, non. Je vous parle ici de l'intelligence artificielle capable de réfléchir par elle-même, de prendre des décisions autonomes, et, tenez-vous bien, de travailler sans l'intervention de l'homme. Vous voyez le tableau ? Une IA qui fait bien plus que remplacer un simple immigré ou un réfugié. Elle pourrait tout bonnement nous remplacer nous-mêmes, à la vitesse où ça avance.

Vous avez fait des vagues avec votre livre Le Grand Remplacement, dans lequel vous prophétisez la fin de la civilisation française à cause d'une immigration incontrôlée. Mais avez-vous pensé à l'IA agentique et non à la gentille générative, cher Éric ?

Si vous vous êtes tant préoccupé du « remplacement » démographique, je suis étonné que vous n'ayez pas encore jeté un œil sur ce qui pourrait bien être le véritable remplacement du futur : l'intelligence artificielle agentique. Oui, vous avez bien entendu, l'IA autonome, la véritable révolution. Non seulement elle nous remplace dans des tâches répétitives ou peu valorisantes,



Par **Adnane Benchakroun**

mais elle pourrait également être en mesure de prendre nos emplois, nos vies, et, qui sait, peut-être même nos rêves. Pas besoin de carrefour islamo-gauchiste pour ça, Monsieur Zemmour, cette IA est déjà là, prête à prendre la relève.

Dans ce nouveau paysage, l'IA agentique (agencielle) n'est plus un outil. Elle devient un acteur. Elle planifie, ajuste, exécute. Elle réagit aux imprévus, gère des calendriers, réorganise des chaînes de production, optimise des codes qu'aucun ingénieur n'a lus. Les plateformes grand public fusionnent déjà leurs assistants avec leurs environnements professionnels : coder, lancer des programmes, tester un prototype ou gérer un projet deviennent des actions déléguées.

Et ce mouvement n'est pas franco-français. Manus en Europe, DeepSeek et Zhipu AI en Chine, et les géants américains jouent la même partition : automatiser non pas des tâches, mais des pans entiers de l'économie. La prochaine bataille politique n'est donc pas culturelle. Elle est cognitive, technologique, souveraine. Elle se joue entre États capables de maîtriser cette bascule et ceux qui la subissent.

L'IA agentique : un concept révolutionnaire et civilisationnel ?, mais où est le danger me diriez-vous ?

Le concept d'IA agentique, pour simplifier (si tant est que ce soit possible pour vous), c'est une intelligence artificielle capable de planifier, exécuter et ajuster des actions par elle-même.

Exit le vieux cliché du robot qui suit bêtement des commandes ! Ici, on parle de systèmes capables de raisonner, de s'adapter, de planifier une stratégie et de la suivre,

même si des imprévus surgissent en cours de route. Ce n'est pas un simple algorithme qui vous donne la météo du lendemain ou qui vous dit quelle sauce il faut choisir au McDo. L'IA agentique est bien plus redoutable : elle peut organiser des tâches complexes, prendre des décisions stratégiques, et s'auto-ajuster sans l'ombre d'une intervention humaine.

Imaginez un peu, Monsieur Éric Zemmour, une IA qui ne se contente pas de répondre à un appel téléphonique, mais qui prend l'initiative d'organiser une réunion, rédige un rapport, ou même propose des ajustements de stratégie, le tout sans que vous ayez à lever le petit doigt. Pas de conscience, pas de moralité, juste une machine qui exécute. Comme un idéal de l'efficacité managériale, en somme. Mais je me permets de vous poser la question : n'y a-t-il pas là un genre de remplacement dont on devrait s'inquiéter ? Les IA n'ont ni passeport, ni origine ethnique, ni préférences politiques. Elles ne sont que de la pure capacité d'action. Elles ne s'intègrent pas, elles dominent.

Ce qui est fascinant, c'est que l'IA agentique, loin de se cantonner à des tâches comme la gestion de votre agenda, se dirige tout droit vers des applications grand public qui se confondent avec les outils professionnels. Vous comprenez ce que cela signifie, n'est-ce pas ?

Une IA capable de gérer vos projets, de prendre des décisions complexes, d'initier des processus multistades et de réagir à l'imprévu. En d'autres termes, elle ne se contente pas de s'insérer dans une chaîne de production ou dans une administration. Elle prend carrément le contrôle de certains aspects de votre quotidien professionnel aussi, et bien au-delà.

Les entreprises s'en emparent déjà, comme Manus ou Zhipu AI. Ces sociétés se lancent dans des projets ambitieux pour automatiser des processus de plus en plus complexes, et, contrairement à ce que vous pourriez croire, ce ne sont pas des Chinois effrayants derrière ces avancées, mais des entreprises mondiales qui se battent pour dominer la « prochaine grande vague ». Mais où est le problème, vous me direz ? Eh bien, voyez-vous, l'IA agentique est en train de conquérir des secteurs professionnels que nous pensions être le dernier rempart humain : la décision, l'analyse, la création. Ce n'est pas qu'une simple question d'efficacité. Il s'agit là de quelque chose de plus inquiétant : l'autonomie.

Imaginez un instant, cher Éric, que l'on puisse déléguer des tâches complexes à des IA capables de prendre des décisions autonomes. Pas besoin de formules humanistes, pas de débats à l'Assemblée, pas de consultation avec des experts. L'IA décide. En toute indépendance. Elle ne suit pas simplement des instructions, elle les corrige. Elle gère un processus, prend une décision et l'ajuste à la volée.



Ce phénomène pourrait bien aller bien plus loin que vous ne l'imaginez. Si l'IA remplace des tâches humaines complexes dans des secteurs tels que la gestion des ressources humaines, la finance, ou même la santé, l'impact sera radical. Nous pourrions être témoins de la naissance d'une nouvelle ère : l'ère de l'intelligence qui ne dépend plus de l'intellect humain, mais de la pure capacité calculatoire d'un programme informatique.

Cela soulève un paradoxe. Car si l'IA permet une automatisation de plus en plus poussée, elle pourrait, en toute logique, commencer à déposséder les humains de certaines de leurs responsabilités. Et qui est le plus à même de gérer ce pouvoir ? L'homme, bien sûr. Ou du moins, c'est ce que vous pensez. Mais à mesure que l'IA agentique progresse, il devient clair qu'il pourrait un jour être plus efficace d'avoir une machine pour gérer les complexités de la société que de s'appuyer sur des individus faillibles, incapables de maintenir une cohésion globale et d'assurer un avenir sans risque.

L'IA agentique. sera bientôt votre nouveau bouc émissaire ? Un grand remplacement que vous n'attendiez pas

Mais revenons à votre livre *Le Grand Remplacement*. Vous avez prédit que l'immigration de masse entraînerait le déclin de l'identité nationale et la perte des valeurs de la France. Mais avez-vous pris en compte cette menace silencieuse mais bien réelle qu'est l'IA ?

À bien y réfléchir, l'immigration n'est peut-être qu'un petit symptôme d'un changement beaucoup plus vaste et profond. L'immigration n'est qu'une partie d'un puzzle où l'autre acteur, bien plus pernicieux, est déjà en train de prendre la place de l'Homme et de votre homme français, blanc, de racines chrétiennes et non créolisé par le métissage invasif : l'intelligence artificielle autonome.

Le véritable « remplacement » ne se fera pas uniquement par des vagues d'immigrés ou par des changements démographiques. Non, il se fera par des machines qui remplaceront les individus dans des domaines toujours plus vastes. Et cette évolution, qui nous dépasse tous, semble n'avoir ni frontière, ni nation, ni même conscience collective.

Donc, cher Éric, au lieu de vous focaliser sur un phénomène qui semble si humain, la migration, peut-être devrait-on tourner notre regard vers un phénomène encore plus dangereux, qui pourrait bien définir le monde du futur : l'IA agentique.

Ce n'est pas la peur de l'immigration qu'il faut alimenter dans votre prochain livre, mais celle du remplacement total, par des entités dont le but est, finalement, de rendre l'humain obsolète. À quand la nouvelle version de votre livre *Le Grand Remplacement* pour 2027, dans lequel vous mettez en lumière ce phénomène de l'IA qui prend peu à peu toute la place ?

Je vous laisse méditer sur cette question.

Cordialement,

Un citoyen bien Marocain mais un peu plus inquiet qu'il y a quelques années.



By Lodi WEB TV



100% digitale
100% Made in Morrocco



WWW.LODJ.MA

LA RÉSOLUTION 2803 : UNE FAUSSE SOLUTION POUR GAZA ?

Seule solution possible du conflit : la création d'un état palestinien

Alors que le Conseil de sécurité adopte une résolution américaine créant une force multinationale pour Gaza, cette mesure présentée comme humanitaire cache mal une nouvelle forme de tutelle internationale qui ignore la seule solution possible du conflit : la création d'un état palestinien

Le Conseil de sécurité valide l'ingérence américaine

Le vote du Conseil de sécurité des Nations Unies en faveur de la résolution 2803, parrainée par les États-Unis, représente un tournant dangereux dans la gestion internationale du conflit israélo-palestinien. Présentée comme une mesure de stabilisation et de protection humanitaire, cette création d'une force multinationale pour Gaza s'inscrit en réalité dans une logique de dépossession continue du peuple palestinien et de consolidation de l'occupation israélienne.

L'absence de vote de la Russie et de la Chine, ainsi que les critiques véhémentes du Hamas, révèlent les profondes divisions que suscite cette initiative. Loin d'être une avancée pour la paix, cette résolution institutionnalise l'ingérence étrangère dans les affaires palestiniennes sous couvert de sécurité et d'aide humanitaire. La force multinationale, bien que présentée comme temporaire, risque de devenir un instrument de pérennisation du statu quo colonial.

Les missions confiées à cette force, sécurisation des frontières, protection des civils, facilitation de l'aide humanitaire, semblent nobles en apparence mais masquent une réalité plus sombre. En confiant à des acteurs externes le contrôle des points de passage et la gestion sécuritaire de Gaza, la communauté internationale valide implicitement le blocus illégal imposé par Israël depuis seize ans. Cette externalisation de la sécurité revient à blanchir l'occupation en la parant des atours de la légitimité internationale.



Par
**Mamoune
ACHARKI**

La mention du "soutien à la reconstitution et au déploiement d'une force de police palestinienne" mérite une analyse critique. Sous prétexte de renforcer les institutions palestiniennes, il s'agit en réalité d'imposer une force sécuritaire alignée sur les intérêts israéliens et occidentaux, comme l'a montré le triste exemple de l'Autorité Palestinienne en Cisjordanie.



Cette approche sécuritaire ignore délibérément les causes politiques du conflit et cherche à transformer une lutte de libération en simple problème de gestion sécuritaire.

Le timing de cette résolution n'est pas anodin. Elle intervient alors que la résistance palestinienne connaît un regain de sympathie internationale et que le consensus pro-israélien s'effrite progressivement. En imposant une force multinationale, les États-Unis et leurs alliés cherchent à reprendre le contrôle du narratif et à court-circuiter les dynamiques authentiquement palestiniennes.

Les réactions du Hamas, bien que prévisibles, pointent une vérité essentielle : aucun peuple ne peut accepter que sa souveraineté soit confisquée au nom de sa propre protection. La résistance palestinienne, sous toutes ses formes, trouve sa légitimité dans le refus de cette logique paternaliste qui nie la capacité des Palestiniens à déterminer leur propre destin.

La véritable solution pour Gaza ne passe pas par plus de troupes étrangères mais par la fin du blocus, la levée de l'occupation et le respect du droit international. Tant que la communauté internationale continuera à traiter les symptômes plutôt que les causes, elle restera complice d'un système d'oppression qui dure depuis des décennies.

Cette résolution, adoptée par 13 voix avec deux abstentions significatives, illustre l'échec moral d'un système international qui préfère militariser les crises plutôt que d'en affronter les racines politiques. Les Palestiniens méritent mieux qu'une nouvelle force d'occupation, même habillée aux couleurs de l'ONU.



UNE SEMAINE AUTOUR DE LA PLANÈTE : ILS SONT PRÊTS À ENVOYER MOURIR LEURS ENFANTS !

De la bande de Gaza à Kiev , des sous -marins russes et le spectre d'une guerre entre la Chine et le Japon..

Tour d'horizon

Curieuse et intrigante sortie du chef des états majors des armées françaises qui a claironné : " Il faut accepter que nous soyons prêts à envoyer mourir nos enfants !"

Curieuse , car d'ordinaire la grande muette ne fait pas étalage public de ses états d'âme, du moins pas dans les médias ! Certains ont voulu analyser cette sortie avec modération avec l'argument que ce leitmotiv est celui de ceux et celles qui s'engagent dans l'armée et qui sont prêts à mourir pour la France !

La dernière fois que des hauts gradés avaient émis en public des opinions politiques, c'était il y a cinq ans lorsqu'un collectif de généraux à la retraite avaient alerté sur les dangers d'un chaos généralisé et sur les menaces de symptômes qui révélaient des signes d'un état en voie de délitement !

Il se peut que cette phrase ait été sortie de son contexte, mais il n'y a jamais de fumée sans feu même si sur coup -là, le président de la République, le gouvernement français et l'Assemblée nationale ne se sont même pas prononcés sur cette question !

Il y a une grosse différence entre préparer la guerre pour vivre en paix et assassiner la paix et la diplomatie pour un conflit qu'on annonce inévitable.

La France a certainement la dissuasion nucléaire, mais il n'est absolument pas certain que tous ses enfants soient prêts à mourir dans un affrontement contre la Russie.

En attendant, Paris organise , avec fierté , le salon de la défense avec la grosse partie des entreprises qui ont participé au génocide de la bande de Gaza .



Par **Fassi fihri**

Des navires russes en eaux troubles !

Le ministre britannique de la Défense, John Healey, a mis en garde ce mercredi 19 novembre le président russe, Vladimir Poutine, après la détection du navire militaire Yantar à la limite des eaux britanniques, au nord de l'Ecosse – pour la deuxième fois cette année.

«Mon message à la Russie et à Poutine est celui-ci : on vous voit. On sait ce que vous faites. Et si le Yantar se dirige vers le sud cette semaine, nous sommes prêts», a-t-il déclaré. Le ministre de la Défense a précisé que ce navire espion russe cartographiait des câbles sous-marins et avait, pour la première fois, dirigé des lasers vers des pilotes d'avions de la Royal Air Force (RAF) afin de les aveugler, ce qu'il a qualifié de «très dangereux».

»Le Guardian précise que le gouvernement britannique prend la situation très au sérieux : le ministre de la Défense affirme avoir modifié les modalités d'engagement afin que le Royaume-Uni puisse surveiller de plus près l'appareil lorsqu'il se trouve dans les eaux britanniques. Il précise qu'il ne donnera pas de détails, mais que le gouvernement dispose d'«options militaires» si le navire devenait une menace.

Espionnage sous -marin et sabotages !?

«Il fait partie d'une flotte russe conçue pour mettre en danger et compromettre nos infrastructures sous-marines et celles de nos alliés», a-t-il poursuivi. Il s'agit «d'un programme russe [...] visant à développer des capacités permettant d'assurer la surveillance en temps de paix et le sabotage en temps de conflit», a-t-il ajouté. Le 22 janvier,

John Healey avait déjà mis en garde Vladimir Poutine après la détection de ce «navire espion russe» dans la Manche puis la mer du Nord par la Royal Navy, qui avait déployé des navires pour le surveiller .

En Europe, comme un relent de guerre froide !

Depuis le début d'année, le vieux continent fait face à de multiples menaces hybrides contre des infrastructures stratégiques visant à déstabiliser les pays européens . Chercheurs et décideurs s'accordent sur un coupable : la Russie.

Pour rappel , Moscou a toujours en mémoire, et au travers de la gorge surtout, le fameux sabotage de Nord stream et qui avait fait avorter ce projet de gazoduc gigantesque dans la Baltique. Wait and see !

Pékin et Tokyo s'écharpent sur Taïwan

« La ligne rouge a été franchie » : la Chine s'emporte et menace le Japon, après le soutien de Tokyo à Taïwan
Pékin livre ainsi depuis quelques jours une importante offensive diplomatique contre Tokyo, après que la nouvelle première ministre du Japon, l'ultra conservatrice Sanae Takaichi, a apporté son soutien à Taïwan devant le Parlement japonais.

Pékin a ainsi entamé un bras de fer contre la première ministre japonaise conservatrice Sanae Takaichi, faisant jusqu'à dévisser la Bourse de Tokyo.

La Chine a durci le ton donnant à ce regain de tensions une ampleur inédite : « Quiconque osera entraver l'unification de la Chine se heurtera à une riposte cinglante » Une éventuelle opération militaire chinoise contre Taïwan constituerait une « menace existentielle » pour le Japon qui compte 120 bases américaines .

Ce qui pourrait donc justifier une mobilisation des troupes nippones, a récemment affirmé la Première ministre japonaise, Sanae Takaichi.

En cas de blocus par la Chine, l'économie de Taïwan serait paralysée en quelques semaines et celle du Japon pourrait étouffer très vite. On assiste à un choc diplomatique qui se transforme désormais en choc économique et culturel.

Si une situation d'urgence impliquait «le déploiement de navires de guerre et le recours à la force, cela pourrait constituer une menace pour la survie du Japon qui envisage , désormais, le scénario du pire !

Et le pire , ce sont des centaines de millions de Chinois prêts à combattre, sans que Washington ne puisse venir en aide à son allié nippon.

Il faut souligner qu'après quatre-vingt ans de pacifisme, le Japon est en train de se réarmer et de se militariser .Alors, Taïwan ce petit territoire, situé à une centaine de kilomètres de l'île japonaise la plus proche peut-il servir de déclencheur d'une guerre entre la Chine et la Japon, et accessoirement d'un conflit ouvert entre les alliés des deux géants asiatiques !?



Pour le reste, la Chine va envahir Taiwan de manière inéluctable et aucune puissance ne pourra s'opposer à cette "réunification" !

La Chine va envahir Taiwan de manière inéluctable et aucune puissance ne pourra s'opposer à cette "réunification" !

L'ultime proposition de Trump

La Maison Blanche et le Kremlin ont soumis un nouveau plan de paix à Kiev. Mais celui-ci, préparé sans les Européens, est très largement favorable aux exigences de Moscou. L'Ukraine a reçu une nouvelle proposition de paix des Etats-Unis . Plusieurs conditions à la paix entre l'Ukraine et la Russie ont été posées dans cet accord proposé par les Etats-Unis.

D'après ce que l'on sait , la Maison Blanche aurait proposé à Kiev de céder certaines régions de son territoire à la Russie et de ne pas adhérer à l'OTAN. en échange de la fin de la guerre . Un tel accord serait une capitulation pour l'Ukraine, pour les européens et pour l'OTAN.

La maison blanche est désormais partie prenante des manœuvres de partage de l'Ukraine, là où les européens sont des belligérants mais sans aucune influence diplomatique sur le terrain. Kiev a déjà envoyé mourir sur le front des milliers de ses enfants et ses propositions de paix venues de Washington ressemblent étrangement à un lâche chantage à la vie ou à la mort de l'Ukraine !

L'ultimatum de Trump court jusqu'au 27 novembre et passé ce délai, Kiev pourrait subir des attaques d'une envergure inédite.

Et les garanties américaines pour la sécurité de l'Ukraine, inscrites dans les vingt-huit points prévus par ce plan de paix, ne valent pas grand chose car il avait été également question de garanties américaines lorsque l'Ukraine avait obtenu son indépendance de l'URSS , en échange de la rétrocession de l'arsenal nucléaire soviétique à la Russie. Aujourd'hui, la suite de l'histoire tout le monde la connaît !

Vers un nouvel ordre dans la bande de Gaza !?

Lundi dernier, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté une résolution pour des forces internationales dans la bande de Gaza . Une résolution qui consacre le Plan Trump, car la Maison Blanche a clairement ignoré les propositions des pays arabes et islamiques, le texte de la Russie et les initiatives européennes

Pour beaucoup d'observateurs lucides , la nouvelle donne géopolitique imposée par Washington va fatalement mettre en place une colonisation et une occupation de dernière génération !

Tel-Aviv a juste concédé de réduire la cadence de massacre des Gazaouis et la Maison Blanche en a profité pour faire passer cela comme un succès diplomatique et un cessez-le-feu

Ceci, car le fait de ne pas avoir consulté les palestiniens, de Cisjordanie ou de Gaza , est la flagrante preuve que l'impérialisme occidental reste maître du jeu au Moyen-Orient .

Dans les faits, il n'y a jamais eu de trêve puisque Tel-Aviv a juste concédé de réduire la cadence de massacre des Gazaouis et la Maison Blanche en a profité pour faire passer cela comme un succès diplomatique et un cessez-le-feu !

En conclusion, après les incertitudes ayant entouré le fragile cessez-le-feu, violé au quotidien par les bombardements de l'armée israélienne, les perspectives d'avenir de ce plan de Trump pour la paix dans l'enclave palestinienne ne sont pas très claires surtout si l'armée israélienne refuse de se retirer et laisser la place aux forces internationales et à la police palestinienne .

Chaos géopolitique !

Il faut dire que le monde n'en finit plus de s'enfoncer dans une zone de turbulences et d'incertitudes et il faut espérer que le pire ne surviendra pas et que les élections de mi-mandat aux Etats Unis pourront ouvrir une parenthèse !

Avec Donald Trump qui souhaite appliquer la peine de mort pour les démocrates qui ont demandé aux officiers du commandement de l'armée de ne plus respecter les ordres du président américain, et désobéir aux ordres illégaux, il y a évidemment un flagrant et vertigineux gouffre dans lequel la démocratie américaine court droit vers le fascisme, l'autoritarisme et même l'anarchie !

Et pour ne rien gâter, quand Netanyahu menace la Russie si cette dernière continue de soutenir le programme nucléaire iranien , il est à craindre que le monde ne soit pas à l'abri d'un cataclysme très proche. vu le chaos géopolitique actuel !



By Lodj

بوابة لك

نحو آخر
الأخبار

PRESSPLUS



www.lodj.info

ANNUS HORRIBILIS POUR L'AUTOMOBILE MAROCAINE : COMMENT RYAD MEZZOUR VEUT REBONDIR DÈS 2026 ?

L'industrie automobile marocaine a traversé une année 2025 pour le moins tumultueuse, marquée par un ensemble de défis qui ont mis à l'épreuve sa résilience et son dynamisme, des caractéristiques qui l'avaient pourtant propulsée parmi les secteurs les plus performants du royaume ces dernières années. Le ministre de l'Industrie, Ryad Mezzour, n'a pas hésité à reconnaître cette situation délicate, qualifiant cette période de « très, très difficile » pour l'industrie automobile. Mais si l'année en cours est celle d'un recul significatif, l'espoir d'un redressement ne semble pas bien loin, soutenu par la transition vers une production plus diversifiée, notamment multi-énergies.

Une année noire pour l'industrie automobile : Le coup d'arrêt du secteur

2025 restera dans les annales comme une année noire pour l'industrie automobile marocaine. Après des années de croissance soutenue, les signes d'essoufflement sont devenus évidents. Les exportations, qui étaient la locomotive des performances économiques du pays, ont enregistré un léger recul. En effet, à fin juillet 2025, les exportations automobiles se sont élevées à 90,7 milliards de dirhams, marquant une baisse de 1,8 % par rapport à l'année précédente. Ce léger déclin s'est accentué dans le secteur de la construction automobile, avec un effondrement de 12,7 %, chiffre qui illustre l'ampleur du ralentissement de la demande en provenance d'Europe, principal marché d'exportation. Une situation qui n'a pas été sans conséquences pour les grandes entreprises implantées au Maroc, telles que Stellantis, qui ont dû faire face à des tensions techniques et organisationnelles, contribuant à l'effritement des résultats.

L'Europe, en particulier, a vu sa demande en véhicules se contracter, conséquence directe des ajustements structurels opérés par les grands acteurs de l'industrie automobile, eux-mêmes confrontés à une transition énergétique et à la réduction de leurs chaînes de production, un phénomène qui n'a pas épargné le Maroc. Le troisième trimestre de l'année a apporté une légère stabilisation de la tendance, mais il n'a pas suffi à compenser les baisses observées plus tôt dans l'année. À la fin du mois de septembre, la baisse cumulative des exportations était de 2,7 %, un signe inquiétant d'un secteur à la croisée des chemins.

Cependant, malgré les difficultés actuelles, Ryad Mezzour a exprimé une confiance renouvelée dans l'avenir du secteur automobile.



Par **Mohamed Ait Bellahcen**

En réponse à ces turbulences, le ministre a annoncé que l'industrie marocaine se réorientera vers une production multi-énergies, avec un accent particulier sur la transition énergétique. Si cette stratégie ne pourra peut-être pas tout résoudre dans l'immédiat, elle devrait offrir un levier solide pour redresser la barre à partir de 2026.



L'industrie automobile entre crise et transition énergétique, les clés du redressement ..

La transformation vers une production multi-énergies représente une évolution incontournable pour l'industrie automobile, tant au Maroc qu'à l'échelle mondiale. Le passage vers des véhicules électriques, hybrides et autres solutions à faibles émissions de carbone est désormais un impératif face aux nouvelles normes environnementales. Le Maroc, qui a su attirer des investissements importants dans l'industrie automobile ces dernières années, semble bien positionné pour saisir cette opportunité. Le pays a déjà développé un savoir-faire dans l'assemblage de véhicules, et avec les changements technologiques en cours, il pourrait jouer un rôle clé dans la production de véhicules plus écologiques.

Pour réussir cette transition, le Maroc devra impérativement surmonter plusieurs obstacles, notamment la mise à niveau de son infrastructure industrielle et la formation d'une main-d'œuvre qualifiée dans le domaine de la mobilité verte. En outre, il sera essentiel de renforcer les partenariats avec des acteurs internationaux du secteur, qu'il s'agisse des constructeurs ou des fournisseurs de technologies avancées.

En attendant la mise en œuvre de cette transition, plusieurs défis restent à relever. Le principal est de stabiliser le marché européen, de rehausser la compétitivité de la production locale et de diversifier les sources de demande pour les véhicules fabriqués au Maroc. Le contexte mondial, marqué par la crise économique, la montée de la concurrence asiatique et les nouveaux enjeux environnementaux, impose à l'industrie marocaine de repenser ses stratégies commerciales et son modèle de production.

Le secteur devra également s'adapter aux nouvelles attentes des consommateurs, qui privilégient de plus en plus des solutions écologiques et technologiquement avancées. En parallèle, les tensions internes, comme celles observées chez Stellantis, devront être résolues par une gestion plus fine des relations entre les acteurs du secteur. L'enjeu est de faire face aux changements mondiaux tout en préservant les acquis.

Dans cette perspective, la transition énergétique apparaît comme la clé du redressement du secteur. Le Maroc dispose d'atouts considérables pour réussir cette mutation, à condition que la volonté politique, les investissements et les réformes nécessaires soient mis en place. 2026 sera donc l'année où le secteur automobile marocain devra prouver qu'il a su se réinventer pour faire face aux défis actuels.



LODj



الخبر By Lodj فجيك

تابعوا أحدث الأخبار وآخر المستجدات بشكل مستمر عبر منصتنا، ولا تفوتوا أي خبر



www.lodj.info



بقلم: محمد آيت
بلحسن

العمل والهشاشة : عندما لا يكفي الراتب لتغطية مصاريف الحياة في المغرب

يعاني سوق العمل المغربي من عدة تحديات، منها هشاشة الأجور، الضغوط النفسية، ونقص الدعم المؤسسي. يواجه عدد كبير من الموظفين، رغم جهودهم واحترافيتهم، وضعية حيث لا يكفي راتبهم لتغطية الاحتياجات الأساسية للحياة اليومية. تدفع هذه الحقيقة المزيد من المغاربة إلى البحث عن مصادر دخل إضافية، غالبًا عبر العمل الاجتماعي أو غير الرسمي. ولكن هذه الوضعية، تتجاوز الجانب المالي، وتطرح أيضًا تساؤلات عميقة حول الرفاه الشخصي، الصحة النفسية، والتماسك الاجتماعي في البلاد.

العبء الصامت للموظفين المغاربة: الراتب غير الكافي وضغوط العمل

يعاني العديد من الموظفين المغاربة في كثير من الحالات من أن الرواتب لا تكفي لتلبية الاحتياجات الأساسية لعائلاتهم. وتنعكس هذه الحقيقة المقلقة في زيادة الوظائف غير الرسمية أو الوظائف التكميلية. يجد العديد من الموظفين أنفسهم مضطرين للجوء إلى أنشطة خارج عملهم الرئيسي، مثل بيع المنتجات أو تقديم الخدمات بشكل فردي. يوضح هذا الظاهرة هشاشة الوضع المالي لجزء كبير من القوى العاملة. غالبًا، تكون هذه الدخل الإضافي ضرورية للحفاظ على مستوى أدنى من الراحة والاستقرار، لكنها تزيد أيضًا من العبء النفسي والضغط الاجتماعي على العمال.

تأثير نقص الموارد المالية على الصحة النفسية والعلاقات الاجتماعية

ينتج عن الضغط المرتبط بنقص الموارد المالية آثارًا لا تُستهان بها. فهو يؤثر ليس فقط على الصحة النفسية للموظفين، بل أيضًا على علاقاتهم الاجتماعية. تخلق حالة عدم اليقين المستمرة، وساعات العمل الطويلة، والحاجة إلى التوفيق بين مصادر دخل متعددة بيئة تؤدي إلى الإرهاق النفسي. ويؤدي هذا الضغط إلى دورة مفرغة، حيث تصبح السعي المستمر وراء المال عبئًا صعب التحمل. يجد الموظفون أنفسهم في دوامة من القلق المالي الذي يمكن أن يؤثر في نهاية المطاف على قدرتهم على الازدهار في حياتهم الشخصية والمهنية.

الهشاشة والضغط والنضال من أجل البقاء : تحديات الموظفين في المغرب

تظل إحدى الوسائل الأكثر فعالية لتخفيف الضغط على الموظفين المغاربة هي الدعم المجتمعي. تشكل التضامن الاجتماعي والمساعدة المتبادلة بين الجيران أو الزملاء أو ضمن العائلات عناصر أساسية لمواجهة الصعاب. لكن هذا الدعم لا يجب أن يقتصر على تصرفات عابرة. بل يجب أن يكون ضمن دينامية جماعية تهدف إلى تعزيز الاستقرار المالي وتقديم حلول مستدامة للأشخاص في وضع صعب. يمكن للشبكات الاجتماعية والمجتمعية أن تلعب دورًا مهمًا من خلال توفير منصة لتبادل النصائح، وفرص العمل، أو التدريب الذي يهدف إلى تحسين المهارات المهنية.

ورغم أن وضع الموظفين المغاربة ليس فريدًا عالميًا، إلا أنه يبقى خاصًا. في العديد من الدول، يتمتع الموظفون بشروط عمل أفضل، ورواتب تتناسب أكثر مع الواقع الاقتصادي، وأمان وظيفي يسمح لهم بالتخطيط لمستقبلهم بثقة. بالمقابل، يقدم المغرب صورة أكثر تعقيدًا، حيث تستمر التفاوتات في الأجور وظروف العمل الهشة. بالإضافة إلى ذلك، يظل موضوع التنقل الاجتماعي تحديًا كبيرًا. فعلى سبيل المثال، يكافح الخريجون الشباب غالبًا للعثور على وظيفة مستقرة في مجال دراستهم، مما يزيد من الإحباط والعزلة الاجتماعية.

و لكي يتمكن الموظفون المغاربة من الازدهار فعليًا، يجب إعادة التفكير في السياسات الاقتصادية والاجتماعية. يجب إعطاء الأولوية لتحسين أجور العمل، وتهيئة ظروف عمل لائقة، وإنشاء آليات دعم للعمال الهشين. في الوقت نفسه، من الضروري تعزيز برامج التدريب وتطوير المهارات، لتوفير فرص نمو مهني وللوصول إلى وظائف بأجور أفضل. يجب أيضًا التفكير في برامج الدعم النفسي والوقاية من الضغط النفسي في العمل لمساعدة الموظفين في حياتهم اليومية.

الدور الحاسم للتضامن الاجتماعي لتحسين حياة العمال في المغرب

يجب أن يلعب كل من المجتمع المدني والشركات دورها أيضًا. تشجيع الشركات على توفير بيئة عمل صحية ومتوازنة، حيث يشعر الموظفون بالاحترام والتقدير، يمكن أن يكون خطوة أولى نحو التغيير. يجب على أرباب العمل فهم أن نجاح أي شركة يعتمد أيضًا على رفاهية موظفيها. في هذا الصدد، يمكن أن تساهم مبادرات مثل إقرار إجازات الأبوة، وإدارة الوقت المرنة، وتحمل تكاليف الرعاية الطبية في تحسين ظروف حياة الموظفين المغاربة.

في النهاية، لا يعتمد رفاه الموظفين فقط على الدولة أو الشركات، بل أيضًا على التزام المجتمع بشكل جماعي. المساواة في الفرص، واحترام الحقوق الاجتماعية، وتحسين ظروف العمل هي أهداف تتطلب مشاركة جميع الفاعلين الاقتصاديين والاجتماعيين والسياسيين

الإنجليزية تعيد تشكيل الاقتصاد المغربي

تكشف البيانات أن القطاعات الأكثر تقدماً في اللغة الإنجليزية هي نفسها التي تشكل اقتصاد المستقبل: الموارد البشرية (548 نقطة)، البحث والتطوير (543)، تكنولوجيا المعلومات (504)، وخدمة الزبناء (502). المهن ذات القيمة المضافة تتطلب اليوم الإنجليزية كلغة عمل أساسية. بالمقابل، قطاعات مثل التسويق (422) والمحاسبة والمالية (425) لا تزال متأخرة، ما يعكس تفاوتاً في سرعة التقدم بين المجالات الاقتصادية.

الإنجليزية رافعة استراتيجية للمغرب

في الاقتصاد العالمي، لم تعد الإنجليزية مجرد لغة، بل أصبحت بنية تحتية ضرورية للتنافس. بالنسبة للمغرب، الذي يسعى للعب دور حلقة وصل بين أوروبا وإفريقيا والعالم العربي، توفر الإنجليزية أدوات استراتيجية: جذب الاستثمارات، تعزيز الابتكار، التفاوض بفعالية، دعم البحث العلمي، وتمكين الشركات المغربية من التدويل. في زمن الشركات الناشئة والطلاب والباحثين المتنقلين بين القارات، تصبح الإنجليزية أداة عملية لا مجرد نقاش لغوي.

تحول ملحوظ... لكن لم يتحول بعد إلى ثورة

رغم التقدم، تبرز بعض النقاط الضعيفة: مستوى عام ما يزال منخفضاً، مهارات الشفوية محدودة، تفاوتات جغرافية، بعض القطاعات متأخرة، ونمط التعليم نظري بشكل مفرط. لكن الاتجاه واضح: تقدم بـ 13 مرتبة، شياخ متفاعل رقمياً، اقتصاد متغير، جامعات محفزة، وحضور رقمي متنامي. المغرب ليس فرنكفونياً بالكامل، ولا أنجلوفونياً بعد، بل يسير نحو نموذج هجين ينمو من الأسفل إلى الأعلى.

مغرب ناطق بالإنجليزية في 2035؟

إذا استمرت هذه الدينامية، قد تصبح الإنجليزية جزءاً أساسياً من الهوية اللغوية إلى جانب العربية والفرنسية. مغرب متعدد اللغات، محافظ على هويته ومنفتح على العالم، مع السؤال الأهم: كم من الوقت سيستغرق هذا التحول، ومن سيستفيد أولاً؟

ما هو EF EPI؟

مؤشر EF English Proficiency Index هو أكبر دراسة عالمية لقياس مستوى الإنجليزية. كل عام، يقوم Education First بتحليل نتائج أكثر من مليوني شخص من 130 دولة، بهدف تقييم المستوى الحقيقي بعيداً عن المناهج الرسمية. يقيس المؤشر الفهم المكتوب والشفهي، التعبير، والاستعمال العملي للغة. وهو ليس مجرد تصنيف لغوي، بل أداة استراتيجية تكشف العلاقة بين إتقان الإنجليزية والانفتاح والابتكار وفرص العمل. باختصار، EF EPI هو بوصلة عالمية لقياس القدرة التنافسية اللغوية



ماذا لو أصبح المغرب، بشكل غير معلن، بلداً ناطقاً بالإنجليزية؟



بقلم: عدنان بنشقرون

الرباط تتصدر التصنيف، تليها فاس وبنجرير

على مستوى المدن، تحتل الرباط المرتبة الأولى بـ 517 نقطة، تليها فاس وبنجرير بـ 515 نقطة لكل منهما، وجميعها ضمن فئة "إتقان معتدل". لا يعد هذا أمراً عشوائياً، فالرباط عاصمة مؤسساتية وجامعية ودبلوماسية، فاس مدينة جامعات وثانويات علمية وأقسام تحضيرية، وبنجرير محور البحث العلمي والرقمنة. يتضح أن الإنجليزية تتوسع حيث يزدهر اقتصاد المعرفة، مع تحقيق فاس-مكناس (502) وطنجة-تطوان-الحسيمة (500) للعبء المهمة 500 نقطة، خاصة في مناطق مثل طنجة ذات الانفتاح العالمي.



وضع المغرب أقدامه في مسار نوعي لتعزيز قدراته اللغوية، لأول مرة، يتجاوز مستوى إتقان اللغة الإنجليزية لدى سكانه المتوسط العالمي، هذه القفزة، رغم هدوئها الظاهر، تحمل دلالات كبيرة، وتطرح سؤالاً بارزاً: هل يتجه المغرب بصمت نحو نموذج ثنائي اللغة، يجمع بين العربية والإنجليزية؟ أم ربما نحو عملية "أنجزة" تدريجية، يقودها شباب متصل بالعالم واقتصاد ديناميكي يطمح إلى المستقبل؟

نتيجة تستحق الانتباه: المغرب يتخطى المتوسط العالمي

قد يبدو الأمر بسيطاً، لكن تجاوز المعدل العالمي في اللغة الإنجليزية، حتى ولو بفارق طفيف، ليس بالأمر العادي. أظهرت نتائج مؤشر EF EPI لعام 2025 أن المغرب حقق 492 نقطة، متقدماً على المتوسط العالمي البالغ 488 نقطة، وارتقى 13 مرتبة ليحتل المركز 68 بين 131 دولة ومنطقة. ورغم أن البلاد ما تزال تصنف ضمن فئة "إتقان منخفض"، إلا أنها باتت تقترب من فئة "إتقان معتدل" التي تبدأ من 500 نقطة. يرى الخبراء أن هذا التقدم ليس مجرد صدفة، بل يعكس تحولاً ثقافياً صامتاً لكنه عميقاً. السؤال الذي يفرض نفسه: هل سيصبح المغرب بلداً يتقن الإنجليزية بفضل شبابه ومنظومة التعليم الرقمية، وليس بفضل قرارات حكومية رسمية؟

تفوق مغربي في القراءة بالإنجليزية

المغرب سجل 532 نقطة في الفهم المكتوب، وهو رقم يعكس تحولاً اجتماعياً حقيقياً، يتجاوز حدود التعليم التقليدي. الإنترنت أصبح المعلم الأول للإنجليزية لدى الشباب بين 15 و35 سنة، عبر منصات مثل تيك توك، يوتيوب، ريديت، المنتديات، الدروس المصورة، والبودكاست. كما ذكرت إحدى المعلمات في الدار البيضاء مبتسمة: «التلاميذ لم يعودوا ينتظرون الدرس، فهم يعيشون الإنجليزية طوال اليوم». هنا يكمن التميز المغربي: اللغة تتسرب إلى الحياة اليومية قبل أن تُدرّس رسمياً.

التحديات ما تزال قائمة: الاستماع والمحادثة والكتابة

رغم هذه الإنجازات، لا تزال هناك فجوة كبيرة في المهارات الشفوية والكتابية والاستماع. النظام التعليمي المغربي، رغم الجهود، لا يزال يميل إلى الجانب النظري. نحفظ القواعد لكننا لا نتحدث، نفهم النصوص لكننا لا نجرؤ على مناقشتها. كما قال أحد الأساتذة: «المغرب يقرأ الإنجليزية، لكنه لا يعيش بها بعد». هذه الفجوة ليست عقبة مستحيلة، بل فرصة لإعادة تصميم التعليم وتعزيز ثقة الشباب في ممارسة اللغة.

By Lodj



ويب راديو R212

مغاربة العالم



WWW.LODJ.MA

التنمية العادلة ممكنة : التعمير قد يعطلها أو يسرعها، وجب الحزم



بقلم: عزيز رباح

وقد كلف ذلك جزءًا كبيرًا من المبادرة الوطنية للتنمية البشرية لسد الخصاص وبعث روح ثقافية واجتماعية وحتى اقتصادية في المناطق الثلاث المذكورة: إعادة الإسكان، وإعادة الهيكلة، والسكن الاجتماعي.

وكلف أيضًا جزءًا مهمًا من برامج تأهيل المدن الذي خصصت له عشرات المليارات من الدراهم، وصرفت خاصة في مشاريع الطرق والساحات العمومية وشبكات الماء والكهرباء والتطهير السائل والمرافق المتنوعة والأسواق وغيرها.

وكلف أخيرًا مجهودًا أمنيًا متناميًا من حيث المرافق والمعدات والموارد البشرية والحملات والتدخلات لمحاربة الإجرام والأنشطة المحرمة.

قد يكون البعض قد اغتنى على حساب الوطن والمواطن، وقد نفاجا بحجم هذا الاغتناء إذا ما فُتح باب المحاسبة لكل الأطراف المعنية وفي مستويات عدة. وقد نفاجا أيضًا بحجم المجهود الوطني الضخم لمعالجة تداعيات هذا الإفساد في السكنى والتعمير الذي بدأ ينمو منذ أكثر من خمسة عقود، بسبب التواطؤ أو عدم الحزم.

نستخلص من ذلك أربعة دروس:

1. أنه كلف الدولة والوطن والمواطن كثيرًا من الجهد والعناء، ومظاهر سيئة وآثارًا سلبية مستدامة.
2. أنه عرقل مسار التنمية التي كانت في حاجة إلى هذا الكم الهائل من الأموال والأراضي والجهد التقني والإداري والأمني.
3. أن الحزم الذي سلكه بعض المسؤولين وعالجوا به الظاهرة، هو حجة على الذين تكاسلوا وغضوا الطرف بحجج واهية أو تواطؤوا.
4. أن بعض الحقوقيين والسياسيين والجمعويين والفاعلين والسلابيين والموظفين الذين كانوا يشجعون السكن العشوائي، قد ارتكبوا جرمًا في حق الوطن والمواطنين، وفي حق أنفسهم أيضًا.

نشاهد منذ عقود المجهود الكبير والمضني الذي تبذله الدولة لمعالجة مخلفات الفساد في قطاع السكنى والتعمير، وما سُمّي بالسكن غير اللائق، الذي كلف عشرات المليارات من الدراهم وآلاف الهكتارات، وهدراً للزمن والجهد، وتسبب في ضياع فرص للتنمية بكل أبعادها، وفي عيش غير كريم.

كثير من المدن شاهدة على ذلك. مناطق قصديرية وأحياء البناء العشوائي نبتت في أراضي الدولة والجماعات السلالية وحتى الخواص، داخل المدن وفي محيطها، بل وحتى في سواحل المملكة.

أضف إلى ذلك انتشار تجمعات سكنية ومساكن معزولة، راقية وغير راقية، في القرى المحاذية للمدن.

كل ذلك حصل في أجود الأراضي من حيث الموقع والمؤهلات الطبيعية، وعلى مرأى من بعض المسؤولين في السلطة والجماعات وقطاع السكنى والتعمير. أقول البعض حتى أكون عادلاً، لأن بعض المسؤولين من ولاة وعمال وغيرهم تصدّوا بحزم لهذا الإفساد الذي ترك، مع الأسف، آثارًا سيئة على التنمية العمرانية والاقتصادية والاجتماعية، وعلى أمن المواطنين وجمالية المدن.

وحتى عندما تقرر محاربة السكن غير اللائق عبر مشاريع إعادة الإسكان أو إعادة الهيكلة، كانت النتيجة - في جزء مهم من هذه المشاريع - تجمعات سكنية تنعدم فيها بعض شروط العيش الكريم، من حيث الأمن والأنشطة الثقافية والاجتماعية والاقتصادية.

وينطبق الحال نفسه على بعض مشاريع السكن الاجتماعي التي دعمت فيها الدولة شركات بمليارات الدراهم وبآلاف الهكتارات التي حصلت عليها بأثمنة قليلة وتراخيص استثنائية. وبدل أن تقابل هذه الشركات هذا الدعم وما حققته من أرباح كبيرة بالتزام وطني ومنتوج سكني يحترم الإنسان ويساهم في التنمية، عمدت إلى تقديم تجزئات ومساكن بتصاميم تقليدية وجودة ضعيفة في البناء والبنية التحتية والمرافق.

التكنو - فاشية الجديدة... الخوارزميات والسلطوية

بقلم: لحسن حداد

في السنوات الأخيرة، لم تعد التكنولوجيا مجرد أداة لتسهيل الحياة أو تعزيز الإنتاجية، بل تحولت إلى مشروع أيديولوجي يهدّد البنية الأخلاقية والسياسية للعالم المعاصر.

تحت شعارات مثل «الذكاء الاصطناعي»، و«التقدّم التقني»، يبرز اليوم تيارٌ جديد من النخبة الرقمية في «سيليكون فالي» - من أمثال بيلر ثيل، وسام ألتمان - يسعى إلى إعادة صياغة العالم وفق منطق السيطرة التقنية المطلقة، فيما يمكن تسميتها التكنو - فاشية؛ تحالفٌ بين الرأسمال الرقمي والنزعة السلطوية ضد روح الديمقراطية ومبادئ المواطنة الحرة وسيادة الشعب.

كان الحلم التكنولوجي في بداياته وعداً بالتححرر من البيروقراطية، ومن سلطة المؤسسات القديمة. لكن مع مرور الوقت، تحولت وعود «الإنترنت الحر» إلى منظومات مراقبة عابرة للقارات، وأصبحت بمثابة «أخٍ عظيم» بالمعنى الأوريلي، يلحق تفاصيل البشر وخطواتهم ورغباتهم. تحت ستار الشفافية والانفتاح، بنى عمالقة التكنولوجيا إمبراطوريات تستمد قوتها من البيانات الشخصية للبشر، ومن تحويل المستخدمين إلى «مواد خام رقمية» تُباع وتُستَترى في الأسواق الافتراضية. بهذا، لم تعد التقنية وسيلة، بل أصبحت سلطةً جديدة تنافس الدولة في قدرتها على التوجيه والسيطرة وصنع الرأي العام، أصبحت عالماً موازياً متفلّتا من الرقابة والقواعد الضامنة لحماية الأفراد وحياتهم الخاصة.

اللافت هو أن هذه النزعة التقنية الجديدة لم تعد تكتفي بتطوير الأدوات، بل بدأت تصوغ فلسفة كاملة للوجود الإنساني. فبيتر ثيل، الممولّ المقرب من اليمين الأميركي، لا يخفي عداؤه للديمقراطية، إذ يعدّها «عائقاً أمام الابتكار». وسام ألتمان، رئيس «أوبن آي» ومطور «تشات جي بي تي»، يتحدث عن «إدارة عالمية للذكاء الاصطناعي» تقرّر مصير البشر باسم الكفاءة والأمن؛ إدارة لا تشغل بالآليات الحوار والتشاور وصنع التوافق، بل بمنطق سلطة التكنولوجيا وقدرتها على تحقيق «المستحيل» دون تدخل بشري يُذكر.

هذه التصورات تنقل فكرة الحكم من يد المواطن إلى يد الخوارزمية، ومن فضاء النقاش العام إلى مراكز الحوسبة الفائقة. إنّه بعثٌ جديد لفكرة الصفوة المنقّذة التي «تعرف أكثر» مما يعرفه الإنسان العادي؛ صفوة تحكم من وراء الشاشات، إنّها إفلاطونية رقمية بنفّس سلطويّ، وسلطة رمادية تختفي خلف ضخامة البيانات وقوة الخوارزميات.

وفي ظل هذا المنطق، يُعاد تشكيل الفرد ذاته. لم يعد الإنسان مواطناً في فضاء سياسي، بل «ملفاً رقمياً» تُقاس قيمته بمؤشرات الإنتاج والاستهلاك. رقمنة الفرد تعدّ ما وصفه ماركوز بـ«الإنسان الأحادي» لتجعله مجرد معادلة رقمية يمكن تشكيلها وفق رغبات من يصنعون القرار الاقتصادي والاجتماعي والسياسي.

لم يعد الذكاء الاصطناعي يساعدنا فقط على اتخاذ القرار، بل صار هو من يحدّد ما هو ممكن، وما هو مسموح به، وما هو مفيد. إنّها سلطة غير مرئية، لكنها أكثر اختراقاً من أي نظام سلطوي سابق؛ فهي تعرف رغباتنا قبل أن نعبر عنها، وتوجّه سلوكنا بينما نظن أننا نختار بحرية.

ما يجمع بين التكنو - فاشيين ليس فقط احتقارهم للمؤسسات الديمقراطية، بل أيضاً نزعتهم الميتافيزيقية التي ترى في التقنية خلاصاً للبشر، وفي الذكاء الاصطناعي طريقاً لتجاوز الإنسان لنفسه. إنّها صيغة جديدة من الترانس - إنسانية التي تعد بإنسان «مُحسن» يتفوق على الضعف والعاطفة والحدود الطبيعية، لكنها في النهاية تُفضي إلى طمس جوهر الإنسان: أي حريته وقدرته على الخطأ والإبداع.

بهذا المعنى، تتحول التكنولوجيا من أداة للتمدّن إلى لاهوتٍ جديدٍ بلا روح، يقدّس الكفاءة ويقصي القيم، ويقوّض حتى مفهوم الإنسان بوصفه ذاتاً تفكر وتختار وتحمل مسؤولية قراراتها ورغباتها وأفعالها.

ليست المشكلة في التكنولوجيا ذاتها، بل في الهيمنة الفكرية التي ترافقها. بينما يدّعي رواد «سيليكون فالي» أنهم «بينون المستقبل»، فهم في الواقع يستعيدون أحلام الطغاة القدماء في صيغة رقمية ناعمة. إنّها الاستبداد في شكل ناعم ورقمي لا يقيم الأفراد داخل السجون ومراكز الاعتقال، ولكنه يقيد تفكيرهم ورغباتهم عبر إغراقهم في عالم افتراضي لا نهائي، يجعلهم مجرد وحدات رقمية «مفيدة» أو «غير مفيدة».

هنا تبرز الحاجة إلى رؤية إنسانية توازن بين الابتكار والأخلاق، بين الذكاء الاصطناعي والذكاء الإنساني. فالعالم العربي والإسلامي، الذي عاش قروناً من الحوار بين العقل والإيمان، بين العلم والضمير، قادرٌ اليوم على تقديم نموذج ثالث: تكنولوجيا تخدم الإنسان، ولا تبنته. الحدّات ليست في تسليم القرار إلى الآلة، بل في امتلاك الشجاعة الأخلاقية لتسائلها. إنّ ما يلوح في الأفق ليس ثورة تكنولوجية فحسب، بل انقلاب حضاري على مفهوم الإنسان ذاته. وحين تُختزل الحرية في كود برمجي، ويُختزل الوعي في خوارزمية، تصبح الديمقراطية مجرد «خطأ تقني» ينبغي إصلاحه. عندئذٍ، لن يكون الخطر من الآلات التي تفكر، بل من البشر الذين كفّوا عن التفكير.

عندما تصبح الدراسة بوعو لتحفيز اللاعبين...



بقلم: لطفي الزغاري

وإذا سمحنا لهم، فإن الغيابات قد تمتد لأسبوع أو أكثر، مما يجعلهم خارج الإيقاع الدراسي الطبيعي. فكيف يستدركون؟ وكيف نضمن تكافؤ الفرص؟ هذا سؤال لا يمكن تركه لارتجال الأساتذة أو مبادرات الأفراد.

الحلول موجودة... لكنها تحتاج إرادة الدول التي سبقتنا في الرؤية والاستراتيجية اعتمدت ما يسمى بـ "جواز الطالب الرياضي من المستوى العالي"، أو le passeport de l'étudiant sportif de haut niveau. هذا الإطار القانوني لا يمنح الرياضي تصريحاً لمجرد الغياب، بل يضعه داخل منظومة واضحة:

- ملف تقييمي يعتمد على معايير دقيقة.
 - لجنة مختصة تراقب المسار الدراسي والرياضي.
 - إمكانية برمجة امتحانات بديلة وتوقيات خاصة.
 - متابعة الساعات البيداغوجية لضمان بلوغ أهداف الوحدات.
- بهذه الآلية، يصبح الطالب قادراً على الجمع بين التكوين الأكاديمي والممارسة الرياضية في المستوى العالي، دون إحجاف ودون امتيازات مجانية.

هذا النموذج اقترحته مرات عديدة داخل المؤسسة، لكنه يظل رهين انخراط ثلاثة أطراف: الأساتذة، الإدارة، والجامعة. دون هذا التنسيق، ستبقى الفكرة جيدة فقط على الورق.

ماذا نريد فعلاً؟

هل نريد أبطالاً؟

أم نريد طلبة قادرين على الجمع بين الأداء العالي على رقعة الملعب والنجاح في المدرجات الجامعية؟
أم نريد أمة رياضية تنتج نموذج المواطن المتوازن؟

الجواب يحدد الموقع الذي نضع فيه الدراسة:

هل هي عبء؟ أم رافعة؟

هل هي بوعو؟ أم أداة للتحرر والارتقاء؟

في الأخير، إن نجحنا في بناء منظومة واضحة، عادلة، ومرنة، تحترم خصوصية الرياضيين وتدمجهم داخل الزمن الدراسي بدل إقصائهم منه، فإن المدرب الوطني باها سيُجبر على البحث عن بوعو جديد لتحفيز لاعبيه...
لأن الدراسة، حينها، لن تكون شيئاً نخيف به أبناءنا، بل باباً نفتح به مستقبلهم.

في الأيام الأخيرة أثارت تصريحات الناخب الوطني لأقل من 17 سنة نقاشاً واسعاً حول العلاقة بين الدراسة والممارسة الرياضية، حين خاطب لاعبيه قائلاً: "واش بغيتو ترجعو تقرأو وتدخلوا مع الثمنية، ولا تبقاو هنا فالوطيل كتعابو الكرة؟"

جملة تبدو بسيطة، لكنها تختزل خلافاً عميقاً في كيف نفهم التعليم، وكيف نقدّم الرياضة، وكيف نُوجّه شباباً في مرحلة حسّاسة من مسارهم.

فقد تحوّلت الدراسة، من وجهة نظر الكثيرين، إلى بوعو نخوّف به الشباب، وكأنها عبء أو عقاب، بينما تُقدّم الرياضة كخلاص سحري. هذا تصور خاطئ، لأن التجارب العالمية تثبت أن التفوق في الرياضة لا يتعارض مع التفوق الدراسي، بل إن الدول التي تنتج أبطالاً فعليين هي نفسها التي تنتج طلبة متميزين.

برنامج "دراسة ورياضة"... خطوة مهمة بنصف روح البرنامج الذي أحدث لتمكين الرياضيين من الاستمرار في دراستهم دون الانقطاع عنها، جاء بفلسفة نبيلة ومطلوبة. لكنه يبقى محصوراً في الجانب المدرسي، بينما التحدي الأكبر يظهر في التعليم العالي، حيث تواجه معظم المعاهد—منها المعهد الذي أدرّس فيه—إشكالاً مركّباً:

نحن نطلب من المترشحين تجربة رياضية حقيقية للمشاركة في مباريات الولوج، لأن التوفر على الخبرة والمشاركة في البطولات يعني قدرة أكبر على متابعة تكوين متخصص، سواء كمدرب أو معدّ بدني أو إطار رياضي. لكن بمجرد قبول هؤلاء الرياضيين، نصطدم بسؤال صعب:

هل نسمح لهم بالغياب للمشاركة في البطولات؟ أم نرفض ذلك رغم أن هذه الممارسة هي التي بُني عليها قبولهم؟

إذا منعناهم، نقع في تناقض صارخ: كيف نقبل رياضياً، ثم نحرّمه من المشاركة في المنافسات الرياضة التي من الممكن أن تمكنه من تمثيل المغرب دولياً في بعض الحالات؟

كيف يمكن مواجهة هذا التحدي؟

يمكن تحويل نفس الآليات التي تستغلها الزائفة لصالح الحقيقة:

- سرد الأخبار بطريقة قصصية تجعل المعلومات جذابة وملهمة.
- تقديم السياق بوضوح دون غرق القارئ في التعقيد، ليصبح الفهم ممكنًا دون التضحية بالدقة.
- استغلال العواطف الإيجابية مثل الدهشة والوعي بدلاً من الخوف، لإيصال الحقيقة بشكل أقوى.
- بناء الثقة من خلال الشفافية والمصادقية، وعرض كيفية جمع المعلومات، ليس مجرد النتائج.
- التعليم بأسلوب معتدل وواعي، مع الاعتراف بمخاطر الانجرار وراء المعلومات الخاطئة وشرح الحقائق بهدوء.

التعايش مع الشك جزء من الحل

لا يمكن حماية النفس تمامًا من الأخبار الزائفة، لكن يمكن تدريب العقل على الشك الذكي. قبول أن الخداع ممكن ليس ضعفًا، بل خطوة نحو الوعي والانتباه. الدماغ مصمم أصلاً ليثق أولاً، وهذه الثقة كانت ضرورية لبقاء البشر في الماضي، واليوم يجب إعادة توجيهها لصالح الحقيقة.

قواعد جديدة لإيصال الحقيقة

مستقبل الصحافة لن يقوم على التوبيخ والخطب التحذيرية، بل على:

- أسلوب سردي حي
- صيغ مناسبة لعقل مشبع بالمعلومات
- سرد يعلم دون تبسيط مذل
- مراعاة العاطفة
- دمج الأدلة ضمن السرد
- استغلال الانحيازات المعرفية نفسها التي تستغلها الأخبار الزائفة
-

لن تنتصر الحقيقة لمجرد كونها صحيحة، بل عندما تصبح جذابة، سهلة المشاركة، وسهلة التذكر. طالما ظلت باردة، ستخسر أمام الأكاذيب التي تثير المشاعر.



بقلم: عدنان بنشقرون

الذكاء الاصطناعي وتحدي الصحافة المعاصرة

يغير الذكاء الاصطناعي المشهد الإعلامي، لكنه يزيد أيضًا صعوبة التحقق من الأخبار، فالأخبار الزائفة المنتجة خوارزميًا تنتشر بسرعة هائلة. كما يتوقع الجمهور محتوى مخصصًا أكثر، مما يرفع من صعوبة التوازن بين المعايير الأخلاقية وسرعة النشر.

يجب على الصحفيين اليوم أن يصبحوا خبراء في التقنية والتحليل، كي يواجهوا كم المعلومات وسرعتها دون الانغماس في الفوضى

لماذا يقف دماغنا عاجزاً أمام الأخبار الزائفة

يفسر الدماغ تفضيله للفهم السريع على التحقق البطيء من المعلومات بسلاسة طبيعية. نميل إلى قبول تفسيرات سهلة وبسيطة، حتى لو كانت خاطئة، بدل مواجهة الحقائق المعقدة. التحدي الذي تواجهه الصحافة اليوم ليس فقط التحقق من الأخبار، بل إعادة تعلم كيفية التواصل مع عقل الإنسان بطريقة ذكية وفعالة.

المعركة الذهنية خلف المعلومات الكاذبة

لا تدور المعركة بين الصحفيين والمضللين فحسب، بل هي صراع معرفي يحدث داخل دماغنا. في عصر تتدفق فيه الأخبار بسرعة تفوق قدرتنا على التدقيق، يصبح من السهل الانجرار وراء المعلومات الكاذبة. لفهم هذا، يجب إدراك أن الأخبار الزائفة ليست مجرد خطأ، بل أداة نفسية تستغل طريقة تفكيرنا.

الدماغ يبحث عن الانسجام، لا عن الحقيقة

يختار دماغنا المعلومات التي تتوافق مع معتقداتنا السابقة، حتى لو كانت خاطئة. كل خبر زائف فعال يستغل هذا الميل، فهو لا يخلق فكرة جديدة، بل يوقظ معتقدات كامنة. وعندما نقرأ شيئاً يتوافق مع توقعاتنا، نشعر بالمتعة العصبية، ما يجعلنا نفضل السرعة على التحقق البطيء.

تعتمد الأخبار الزائفة أيضاً على ميلنا لتفسير الأمور بطريقة بسيطة: إذا حدث خطأ ما، غالباً ما نبحث عن مؤامرة أو عدو، بدل مواجهة التعقيد الواقعي.

العاطفة تُعزز انتشار الأكاذيب

يلعب الجانب العاطفي دوراً رئيسياً في كيفية تعاملنا مع المعلومات. نشارك الأخبار التي تثير غضبنا أو خوفنا أو دهشتنا، بدون تدقيق، وبذلك نغذي وهم صدقها. كلما انتشرت المعلومة الكاذبة أكثر، صارت تبدو أكثر واقعية. يستغل ناشرو الأخبار الزائفة الغضب والخوف والحزن والأمل؛ فهي أدوات قوية للتأثير،

وتفوق في تأثيرها التقارير الطويلة الدقيقة. لذلك تصبح المعركة ليست بالأدلة، بل بالمشاعر.

التعرض الزائد للمعلومات يسهّل الأخطاء

نتعرض يومياً لتدفق هائل من المعلومات، فنمسخ المحتوى سريعاً ونستخلص استنتاجات قبل التحقق. يحمي الدماغ طاقته عبر التبسيط والفرز، لكن ذلك يقتل الفروق الدقيقة. كما يوضح عالم النفس دانيال كانيمان، يهيمن التفكير السريع على التحليلي، وهو مثالي للهروب من الخطر، لكنه كارثي للتحقق من صحة الأخبار. تسهل هذه الطبيعة انتشار الأخبار الزائفة، فهي قصيرة، سهلة التذكر، ومبينة كسرد قصصي. والإنسان بطبيعته يحب السرد ويستجيب له بسهولة.

فقدان مكانة المصادر التقليدية

قد كانت الصحافة سابقاً مرجحاً للمعلومات، لكن اليوم أصبح كل شخص قادراً على النشر. لم يعد دماغنا يميز بسهولة بين ما ينتجه خبير وما يقدمه مؤثر على وسائل التواصل. الثقة صارت عاطفية وشخصية أكثر من كونها عقلانية. غالباً نسأل: «هل أحب هذه الشخصية؟ هل تشبهني؟» بدل «من قال هذا؟». وهكذا تنتشر الأخبار الزائفة لأنها تبذل السلطة التقليدية بالقرب النفسي.



By Lodj

ويب
راديو

R212

مغاربة العالم



WWW.LODJ.MA

لماذا يقف دماغنا عاجزاً أمام الأخبار الزائفة

81

عندما تصبح الدراسة بوعو لتحفيز اللاعبين...

79

التكنو - فاشية الجديدة... الخوارزميات والسلطوية

78

التنمية العادلة ممكنة : التعمير قد يعطلها أو يسرعها، وجب الحزم

77

ماذا لو أصبح المغرب، بشكل غير معلن، بلداً ناطقاً بالإنجليزية؟

75

العمل والهشاشة : عندما لا يكفي الراتب لتغطية مصاريف الحياة في المغرب

73


الرسالة
ARRISSALA, s.r.l.
Imprimerie Arrissala


LODJ

كتاب الرأي

فريق النشر :
سارة البوفي - أمل الهواري - عائشة بوسكين

تصميم ومونتاج :
عماد بن بوجيم

إدارة فنية وتقنية :
محمد أيت بلحسن

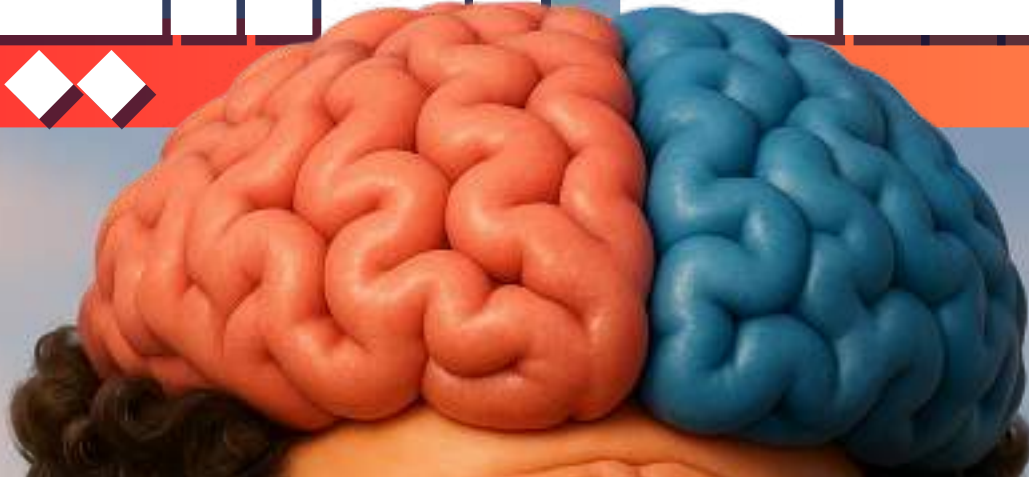
اقرأ أعدادنا القديمة :
www.pressplus.ma



كنك الالام

By Lodi

لودجي بالعربية



لماذا يقف دماغنا عاجزاً أمام الأخبار الزائفة

التكنو - فاشية الجديدة...
الخوارزميات والسلطوية

ماذا لو أصبح المغرب، بشكل
غير معلن، بلداً ناطقاً
بالإنجليزية؟

عندما تصبح الدراسة بوعو
لتحفيز اللاعبين...